

INpreCOR

Numéro 304 du 9 au 22 mars 1990 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

NICARAGUA : La lutte continue...

DOSSIER EST



RDA

Un premier bilan

URSS

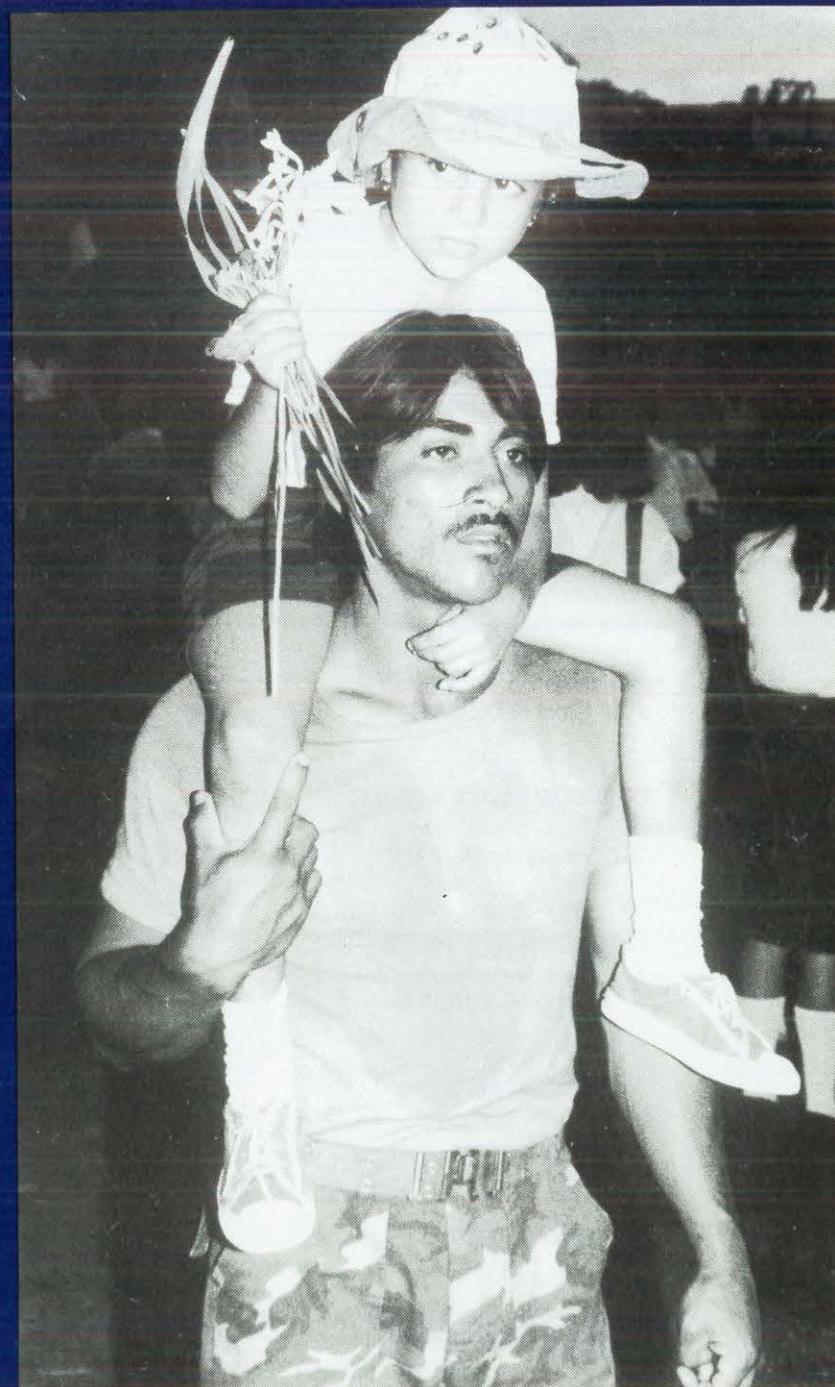
Les perspectives de
la gauche marxiste

TCHECOSLOVAQUIE
Entretien avec Petr Uhl

URSS

Elections en Lituanie

AFRIQUE NOIRE
La colère des masses



INpreCOR

SOMMAIRE DU NUMERO 304
DU 9 AU 22 MARS 1990

SPECIAL 36 PAGES

3

NICARAGUA

Défendre la révolution nicaraguayenne
RESOLUTION DU SU

4

Des jours difficiles pour la révolution
Sergio RODRIGUEZ

8

Le gouvernement change... la révolution reste
Daniel ORTEGA

DOSSIER EST



10

RDA

Un premier bilan
Angela KLEIN

16

UNION SOVIETIQUE

Victoire de Sajudis en Lituanie
Gerry FOLEY

18

Les perspectives de la gauche marxiste
Interview de Boris KAGARLITSKY

22

Lettres de Léningrad
Piotr LASKINE

26

TCHÉCOSLOVAQUIE

« Moins d'Etat, plus d'autogestion »
Interview de Petr UHL

28

AFRIQUE NOIRE

La colère noire
Claude GABRIEL

31

ZIMBABWE

Le Willowgate
Sophie HAWES

36

GLASNOST

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

La collection 89 est arrivée !

INPRECOR

COLLECTION 1989...



... UNE CUVÉE
REVOLUTIONNAIRE

150 FF • 1 000 FB • 40 FS

Tous ceux qui n'ont pas acheté *Inprecor* régulièrement cette année (manquant ainsi les numéros "Spécial Pays de l'Est", "Spécial Chine", et ceux retraçant les éruptions en Europe de l'Est à la fin 1989) ou qui veulent l'offrir à des amis pour leur faire découvrir la revue, peuvent désormais commander la COLLECTION 1989 au prix de : 150 FF, 1 000 FB, ou 40 FS en écrivant à : *Inprecor*, 2 rue Richard Lenoir, 93108 Montreuil, France

Photo de Une réalisée par Aris Jover

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVE Internationale.

Éditée par PEC
(Presse-Édition-Communication)
Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France.
Tél : 48.59.00.80

Directeur de publication :
Christian Lamotte.
Commission paritaire numéro
59117, ISSN 1 0294 - 8516.
Imprimé par Rotographie.

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél : 45.32.06.23

ABONNEMENT (24 numéros par an)

- Abonnement tous pays (voie de surface) :
140 francs pour six mois . 280 francs pour un an.
- Abonnement avion (Europe, Afrique du Nord, Moyen-Orient, DOM-TOM) :
155 francs pour six mois . 310 francs pour un an.
- Abonnement avion (Afrique et Amériques) :
180 francs pour six mois . 360 francs pour un an.
- Abonnement avion (Asie) :
195 francs pour six mois ; 390 francs pour un an.
- Pli fermé : France :
200 francs pour six mois, 405 francs pour un an.
- Autres pays (voie de surface) :
215 francs pour six mois. 430 francs pour un an.
- Pli fermé par avion : nous écrire.

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre
de "PEC", à adresser à *Inprecor*,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre,
153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France,
compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal
numéro 2.322.42 T Paris

Abonnement promotionnel (250 FF, un an)

Jeunes (moins de 25 ans) et chômeurs (100 FF, six mois)

Abonnement à l'essai (2 numéros gratuits)

Réabonnement

Nom Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Défendre la révolution nicaraguayenne



A LA SURPRISE générale, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a perdu les élections du 25 février. Cette défaite électorale a eu lieu après des mobilisations de masse parmi les plus importantes de

l'histoire du Nicaragua, notamment après la grande manifestation populaire du 21 février à Managua.

Le processus électoral nicaraguayen s'est déroulé sur fond d'agression de l'impérialisme nord-américain contre un pays d'un peu plus de trois millions d'habitants. Cette guerre a fait plus de 70 000 morts, un grand nombre de blessés et a absorbé 50 % du budget de l'Etat nicaraguayen. Si l'impérialisme nord-américain n'a pas obtenu un succès militaire — la Contra n'a jamais reçu l'appui populaire qui lui aurait permis de former un gouvernement provisoire — il a cependant provoqué une distorsion totale dans l'économie du pays, entraînant une grave détérioration sociale.

Agression impérialiste

Le gouvernement sandiniste a été obligé d'avancer la date des élections en espérant mettre fin à cette guerre d'agression. Cette attitude doit être comprise comme une démonstration supplémentaire du caractère profondément démocratique du FSLN, qui a organisé les élections les plus libres de l'histoire du Nicaragua et de beaucoup d'autres pays.

Cependant, le caractère démocratique de ces élections a été limité non pas par une prétendue volonté dictatoriale du FSLN, mais par l'agression impérialiste. On ne peut pas songer à la tenue d'élections démocratiques dans un tel contexte d'agression, lorsque la campagne électorale de l'opposition est financée de l'extérieur, comme l'a fait le Congrès des Etats-Unis en votant une aide de 10 millions de dollars à l'Union nationale d'opposition (UNO), lorsque des attentats sont planifiés contre la vie du président de la République, lorsque la Contra se trouve aux frontières mêmes du pays, refusant de se démobiliser malgré les accords signés. Le triomphe électoral de l'UNO est le résul-

A l'issue de sa dernière réunion, le Secrétariat unifié de la IVe Internationale a adopté cette résolution sur la situation au Nicaragua.

RESOLUTION DU SU

tat de cette politique d'agression impérialiste.

Le simple fait d'avoir pu mettre en échec les plans impérialistes en préservant un cadre démocratique, sans faire usage de méthodes répressives, plaide en faveur de la direction sandiniste. Ceci pèsera dans le sens du développement de la révolution.

La IVe Internationale s'est placée aux côtés de la révolution nicaraguayenne depuis ses débuts. Notre appui a été inconditionnel. Ses succès ont été les nôtres, voilà pourquoi, aujourd'hui, nous vivons comme notre cette défaite. Cette vision nous oblige donc à réfléchir avec les camarades du FSLN aux problèmes qu'a dû affronter la révolution et à ses faiblesses.

L'agression impérialiste contre le peuple du Nicaragua a disloqué l'économie nicaraguayenne. Elle a entraîné le développement d'une hyper-inflation qui a frappé de façon substantielle le niveau de vie de la population nicaraguayenne. Si la politique de réajustement a réduit le niveau de l'inflation, cela s'est fait au prix d'une agression supplémentaire contre la population. Ceci a provoqué un mécontentement social important qui s'est manifesté par le vote pour l'UNO. Le peuple nicaraguayen a voté contre la guerre, contre les bas salaires, contre la misère et la faim. Malheureusement, il a voté pour ceux qui sont en réalité les véritables responsables de cette terrible situation.

A la gravité de la situation sociale s'est ajouté l'affaiblissement des organisations de masse créées après la révolution. Il faut ajouter un autre élément de faiblesse : l'existence d'une démocratie de type parlementaire était sans aucun doute nécessaire pour consolider la révolution, mais nous nous demandons s'il n'aurait pas été nécessaire de développer des structures de démocratie directe pour

consolider la révolution, c'est-à-dire une démocratie permettant aux grands secteurs de masse de décider des grandes lignes de la politique économique et sociale à mettre en œuvre. La création de telles structures aurait aidé à gagner les élections et à renforcer le processus révolutionnaire. La construction d'un pouvoir populaire démocratique est toujours le meilleur chemin pour renforcer la légitimité de la révolution dans toutes les sphères de la société.

La terrible campagne anti-communiste développée par l'impérialisme a aussi joué contre le FSLN. Les crises des sociétés bureaucratiques de l'Europe de l'Est, et surtout le rejet — à juste titre — des déformations monstrueuses du stalinisme, ont été présentées comme inhérentes à tout projet socialiste. Le FSLN a pris une position correcte de soutien aux luttes des peuples de ces pays. Mais les effets idéologiques de la crise du stalinisme ont porté préjudice au FSLN.

Faible solidarité du mouvement ouvrier

Il faut aussi tenir compte de la faiblesse du mouvement de solidarité. L'ampleur de l'agression impérialiste méritait une réponse beaucoup plus forte ; la solidarité des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier (la social-démocratie et les partis communistes) a été limitée. Non seulement ces organisations n'ont pas été des moteurs pour développer la solidarité internationale, mais la social-démocratie s'est souvent alliée à des secteurs qui font partie de l'UNO. La politique de Gorbatchev, à la recherche d'une nouvelle entente avec l'impérialisme, a posé les jalons d'une politique plus agressive de l'administration Bush, comme cela a été le cas à Panama. Le rôle des staliens du Nicaragua (Parti socialiste du Nicaragua et Parti communiste du Nicaragua) est encore plus triste, ils sont partie prenante de l'UNO ; ils montrent leur vrai visage d'alliés de l'impérialisme.

Mais ces analyses ne signifient pas que nous nous éloignons de la révolution sandiniste, au contraire, nous en sommes toujours aussi proches.

Aujourd'hui, la tâche fondamentale, comme l'a décidé la direction du FSLN,

est la défense des conquêtes de la révolution. Nous devons défendre la réforme agraire et lutter pour son approfondissement, défendre la nationalisation des banques, le monopole du commerce extérieur, la propriété urbaine des secteurs populaires, le droit de grève, la politique extérieure anti-impérialiste, et surtout l'Armée populaire sandiniste. Tous ces aspects sont légitimés par la révolution du 19 juillet 1979 et jouissent encore du soutien de la majorité de la population

Il est probable que le gouvernement de Violeta Chamorro cherchera à détruire ces acquis révolutionnaires. La résistance qu'elle rencontrera sera beaucoup plus grande que ce qu'elle et ses soutiens internationaux imaginent. La révolution a subi une défaite mais n'est pas vaincue. Le FSLN a pris le chemin correct de la mobilisation populaire immédiatement après son échec électoral. Ce chemin est plus que jamais la meilleure voie. Les erreurs passées pourront être corrigées dans ce cadre.

Soutien au peuple nicaraguayen et au FSLN

Nous réaffirmons donc notre soutien au peuple du Nicaragua et à son avant-garde le FSLN. Si la révolution n'a pas été écrasée, l'impérialisme et ses collaborateurs se préparent à l'écraser définitivement. Une fois de plus, la IVe Internationale lance un appel à la solidarité internationale, seule garantie pour que nos frères nicaraguayens puissent compter sur un rapport de forces qui leur permette d'avancer dans le combat pour construire une société délivrée de l'exploitation et de l'oppression impérialiste.

Enfin, il nous faut attirer l'attention sur les dangers qui menacent la révolution cubaine. Au-delà de nos divergences avec la direction castriste, la défense de Cuba contre une éventuelle agression du gouvernement de Bush est une autre tâche internationaliste.

Il en est de même pour le Salvador. L'impérialisme et le gouvernement de Cristiani vont exercer une terrible pression sur le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN). La révolution salvadorienne est désormais entourée de gouvernements hostiles. Ces projets réactionnaires ne peuvent être mis en échec que par une relance de la solidarité.

La révolution centraméricaine a besoin de tout notre appui.

La IVe Internationale s'y engagera avec toutes ses forces. ★

5 mars 1990

Des jours difficiles pour la révolution

La défaite électorale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), le 25 février 1990, marquera la gauche révolutionnaire, notamment en Amérique latine. Le triomphe de la révolution sandiniste, en 1979, a signifié à bien des égards le début d'un processus de recomposition dans ces secteurs, inaugurant une étape de transformations dans le rapport de forces entre l'impérialisme et la lutte de libération nationale, et entre la gauche réformiste et la gauche révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier.

Si cette période, ouverte le 19 juillet 1979, ne se ferme pas aujourd'hui, son devenir apparaît plus incertain après la défaite électorale sandiniste.

Sergio RODRIGUEZ *



LA CRISE dans les pays post-capitalistes pèse sur l'élaboration des différentes hypothèses stratégiques. Pour la majorité de la gauche révolutionnaire, ce qu'on appelle le "camp socialiste" jouait un rôle fondamental : il était l'arrière-garde de la révolution. Ces secteurs médisaient en privé sur les bureaucrates de l'Est mais, publiquement et officiellement, ils maintenaient une attitude totalement acritique. Aujourd'hui, le "camp socialiste" n'existe plus en tant que tel, entraînant une sorte de vide politique, car les nouveaux processus à l'Est n'ont pas encore défini une position claire face à l'impérialisme et aux luttes du tiers monde.

La défaite du FSLN sera utilisée par l'impérialisme et les bourgeoisies nationales latino-américaines comme une nouvelle démonstration de l'échec du socialisme et de l'inutilité de la révolution. Selon eux, la révolution a été non seulement incapable de sortir l'économie nicaraguayenne du sous-développement mais, en plus, elle a plongé le pays dans la pire des crises de son histoire. Maintenant, ils vont tenter de nous faire payer l'addition, qui peut par ailleurs avoir des répercussions sur certains secteurs de la gauche révolutionnaire.

Il faut souligner que cette défaite représente une victoire de la politique des

"conflits de basse intensité" dirigée par l'impérialisme. S'il est vrai que la contre-révolution a été militairement écrasée, le sandinisme a payé un prix impressionnant sur ce terrain comme dans les domaines économique et social. La Contra n'a jamais pu gagner l'appui des masses qui lui aurait permis de s'installer dans une zone sous contrôle au Nicaragua, mais elle a néanmoins préparé la voie au triomphe de l'Union nationale d'opposition (UNO).

Une guerre d'agression meurtrière

Les coûts humains de cette guerre sont impressionnants : plus de 50 % du budget nicaraguayen a été consacré à la défense, la guerre a fait 70 000 morts et des milliers de blessés, pratiquement tous les foyers nicaraguayens comptent un mort, un blessé, ou des destructions matérielles. Cette situation a fortement pesé sur la conscience de la population qui a voté pour l'UNO, croyant ainsi arrêter la guerre et abolir le Service militaire patriotique (SMP).

Face à la lassitude de la population, les sandinistes ont été obligés d'avancer les élections pour chercher une légitimité et une hégémonie qui empêche la poursuite de la politique d'agression de l'impérialisme nord-américain. « Le but du FSLN est de gagner les élections avec 70 % des voix pour maintenir une majorité à l'exécutif et au parlement. Pour ce

* Dirigeant du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVe Internationale et membre du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Résultats des élections

Pour la présidence et la vice-présidence, le FSLN (Daniel Ortega et Sergio Ramirez) a recueilli 40,8 % des voix et l'UNO (Violeta Chamorro et Virgilio Godoy) 54,2 %. En ce qui concerne les élections législatives, le FSLN a obtenu la majorité des députés dans trois régions (la Région d'Esteli, la Région atlantique nord et la Région atlantique sud) et totalise 39 députés contre 51 à l'UNO, un au Parti social-chrétien (PSC) et un au Mouvement d'unité révolutionnaire (MUR). Le FSLN a également été minoritaire au niveau des élections municipales et ne conserve, comme villes importantes, que les municipalités de Leon et d'Esteli, perdant Managua, Chinandega, Matagalpa, Granada. Il reste néanmoins présent à l'intérieur de la plupart des conseils municipaux. ★

faire, le président utilise un langage compréhensible par tous les Nicaraguayens, celui du base ball : "il ne faut renvoyer la balle ni sur la droite, ni sur la gauche, mais au centre". » (1)

Cette citation reflète assez justement la stratégie électorale choisie par les sandinistes : il fallait obtenir une forte majorité à partir d'un discours simple, dépourvu de résonances gauchistes, dans une campagne d'où disparaissent les uniformes militaires. Mais cet antidote n'a pas été assez efficace pour apaiser les craintes d'une frange importante de la population qu'on ne peut qualifier d'antisandiniste, mais qui doutait que les sandinistes soient capables d'arrêter la guerre.

Un autre élément clé de cette défaite est la situation économique que traverse le pays. Le développement de l'hyperinflation a bouleversé toute l'économie. Les chiffres sont éloquentes : en 1985 l'inflation était de 334,5 %, en 1986 de 747,4 %, en 1987 de 1 347,2 %, en 1988 elle atteignait le taux incroyable de 36 000 % et en 1989 elle retombait à 1 700 %. Cela montre bien la pression qu'a subi l'économie nicaraguayenne. Evidemment, ce sont les secteurs populaires qui ont surtout payé le prix de la gestion économique du gouvernement sandiniste.

Dans son livre *Nicaragua*, Oscar René Vargas écrivait : « Le produit intérieur brut a reculé au niveau de la fin des années 50, alors que le produit intérieur par habitant a chuté au taux de celui des années 40. Selon des chiffres officiels, si en

1980 le pouvoir d'achat était de 100, à la fin de 1988 il était de 3,7. Ce qui montre la chute vertigineuse du niveau de vie de la population. Cet élément peut influencer les votes des élections générales de février 1990. » Ce pronostic s'est avéré plus juste que l'auteur ne le pensait.

Même si le taux d'inflation é été réduit au premier semestre de 1989 grâce à une politique d'ajustement (dans la meilleure tradition du Fonds monétaire international, FMI), le niveau de vie des masses ne s'est pas amélioré. L'inflation atteignait 792 % au début de l'année, mais les salaires n'ont augmenté que de 120 % ; pire encore, l'indice des prix des produits de première nécessité a augmenté de 927,56 %. Le taux d'inflation ne sévissant pas sur tous les produits de la même façon, le panier de la ménagère a été particulièrement frappé.

Une économie asphyxiée

Cette politique (que connaissent bien tous les pays d'Amérique latine) a été différemment appliquée au Nicaragua. Alors que le FMI impose les programmes d'austérité comme condition pour de nouveaux crédits, le Nicaragua n'a eu accès à aucun type de financement. L'aide économique et militaire des Etats-Unis au Salvador était de 1 630,8 millions de dollars entre 1983 et 1987 et de 3 769,8 millions de dollars pour le reste de la région, le Nicaragua n'a pas reçu un centime (selon les chiffres du *Congressional Research Service* et de l'Agence internationale pour le développement). Si le financement extérieur était de 100 en 1985, en 1988 il n'était plus que de 12,75.

Il faut aussi savoir que le volume des devises de l'agro-exportation s'est aussi réduit : en 1979 il était de 566,5 millions de dollars, alors qu'en 1988 il était de 235,7 millions de dollars. La politique d'ajustement appliquée au Nicaragua était bien particulière en ce sens qu'elle n'a même pas permis au pays de capitaliser.

La main-mise de l'impérialisme est plus évidente au Nicaragua que dans tout autre pays latino-américain. La politique de blocus économique a prouvé son efficacité sur un petit pays pauvre comme le Nicaragua.

Devant une telle situation, la question que l'on peut se poser est de savoir s'il y avait un autre modèle économique possible au Nicaragua. Certains seraient tentés de penser que la solution résidait dans la nationalisation de la majorité des moyens de production pour empêcher que les critères de marché incident de façon anarchique. Mais cette solution apparaît

comme utopique. Nous avons à faire à un pays très petit, avec un des plus faibles niveaux d'industrialisation du monde, avec une petite capacité de production essentiellement tournée vers le secteur agro-exportateur. La politique d'ajustement appliquée n'était pas idéale, certains aspects de la politique économique auraient pu être corrigés, notamment en ce qui concerne le réinvestissement des bénéfices, mais les données fondamentales du problème demeurent.

Il faut expliquer clairement ce que signifie le saccage impérialiste, sous peine de ne rien comprendre à ce qui se passe dans un pays comme le Nicaragua qui essayait de faire une révolution radicale et qui connaît de graves difficultés pour construire une société différente. Si l'on ajoute à tout cela le problème de la guerre, le tableau est complet.

Car le problème est complexe, les pays impérialistes ont connu une modification essentielle dans les rapports de travail. La restructuration économique a combiné de grandes transformations technologiques et des changements profonds dans l'organisation du travail. La remise en question du taylorisme a permis une nouvelle organisation dans les entreprises, qui a provoqué une augmentation substantielle de la productivité du travail. Tout cela s'est réalisé sans que la classe ouvrière des pays impérialistes ne puisse s'y opposer.

Aujourd'hui, les politiques d'ajustement économique appliquées dans les autres pays latino-américains nécessitent aussi de telles transformations... à la différence près qu'elles seront appliquées à des économies ravagées par la crise. Les niveaux de productivité ont tellement augmenté qu'ils englobent ces économies dans un sous-développement croissant. Cette situation concerne aussi l'économie du Nicaragua car la réorganisation du travail ne touche pas seulement l'industrie, mais aussi l'agriculture. Les niveaux standard de la productivité du travail fixés par le Japon, la RFA, etc, sont plus élevés que par le passé. Dans cette situation, l'asphyxie d'une révolution dans un pays pauvre du tiers monde par l'impérialisme ne peut être évitée que par la riposte opportune et ferme des travailleurs des pays développés. La révolution des pays plus pauvres du tiers monde ne peut avancer qu'avec le soutien des travailleurs des pays impérialistes.



1) *Pensamiento Propio*, Managua, décembre 1989.



File d'attente devant un bureau de vote à Managua, le 25 février dernier (DR)

Cela ne signifie pas que les sandinistes n'aient pas commis des erreurs sur le terrain économique, et plus précisément sur le terrain social. L'existence d'une couche de membres de l'appareil d'Etat jouissant d'une série de privilèges est devenue une réalité insultante. L'ouverture de magasins pour diplomates (les *diplotiendas*) où pouvaient s'approvisionner certains fonctionnaires nicaraguayens grâce à des tickets spéciaux, à des prix inférieurs à ceux du marché, a provoqué la rancœur des plus défavorisés. Le Che Guevara nous avait déjà prévenus contre ce danger. Nous ne pensons pas pour autant qu'il existait au Nicaragua une couche social bureaucratique cristallisée mais on ne peut pas nier les effets pervers de ces phénomènes dans un pays dévasté.

La faiblesse des organisations de masse créées après la révolution est un autre élément clé de la défaite du FSLN, ainsi que le rapport entre l'Etat, le Parti et les masses. Les grandes organisations populaires ont souffert de la politique économique mise en application. Elles se sont ainsi trouvées devant un dilemme : elles devaient ou se mobiliser pour créer une pression capable d'infléchir la politique économique du gouvernement ou l'avaliser en devenant ainsi de simples instruments de l'Etat aux yeux du peuple ; ces deux attitudes ont existé. Les "face à face avec le peuple" (2) étaient souvent préparés avec l'objectif avoué de faire pression sur le président et de modifier, ne fût-ce que partiellement, la politique salariale ou de crédits. Daniel Ortega a ainsi changé une série de mesures économiques. Mais ces réunions ont été aussi l'occasion d'avaliser et même de fêter la politique économique, provoquant un rejet populaire.

Ce mécontentement n'était ni orienté

ni organisé par l'UNO — à notre sens, il ne l'est toujours pas. Mais un rejet sourd et à peine perceptible s'est installé. Le meeting de clôture de la campagne de Daniel Ortega à Managua a réuni des centaines de milliers de personnes (500 000 selon les sources les plus modestes) ; les mobilisations de Masaya, de Leon, etc., ont été aussi importantes. Cependant, beaucoup de leurs participants n'ont pas voté pour le FSLN, mais pour l'UNO ; certains devaient déjà avoir pris la décision de voter pour Violeta Chamorro, et pour les candidats de sa liste aux législatives ou aux municipales. Le vote aux trois scrutins a d'ailleurs été très homogène. Et cependant, tous ces gens avaient participé aux meetings du FSLN.

A cela, il y a deux explications : les gens ont voté pour l'UNO en pensant que le FSLN gagnerait les élections mais qu'il fallait créer un contrepoids au sandinisme, ou sont venus contraints aux meetings. Ils n'ont pas participé parce qu'un en particulier les y obligeait, mais simplement à cause du poids de l'Etat sur la société, et de l'existence d'un parti d'Etat. Les Latino-Américains connaissent bien de telles situations.

Nous ne voulons absolument pas établir une comparaison entre le Nicaragua et les régimes totalitaires de l'Europe de l'Est, rien ne serait plus faux. Mais le FSLN a réduit le problème de la construction d'un pays démocratique au problème du multipartisme et aux élections au suffrage universel secret. Il n'a pas développé de démocratie d'un autre type — dont des embryons étaient présents au début de la révolution — qui est cependant fondamentale. Les grands secteurs de masse ne peuvent pas accepter une politique économique et une guerre comme celle du Nicaragua sans avoir la possibilité de décider

de façon directe. L'identification entre les masses et l'Etat n'est pas pour autant étouffée mais, en l'absence de vases communicants, la majorité des travailleurs de la campagne et de la ville n'a pas compris les raisons de certaines mesures économiques.

Aujourd'hui, le FSLN doit garder l'objectif de la construction du pouvoir populaire démocratique. Seul un tel pouvoir peut créer les conditions pour résister à une politique d'agression impérialiste, donnant aux travailleurs le rôle de sujet de leur histoire et de leur devenir. Dans les conditions actuelles du Nicaragua, la récupération du gouvernement grâce au schéma parlementaire peut même passer par la consolidation de ce pouvoir.

Conséquences du triomphe de l'UNO

Le résultat des élections a surpris non seulement le FSLN mais aussi l'UNO. Les discussions au sein de cette alliance ont toujours été déterminées par la place qu'auraient ses candidats aux législatives dans les listes régionales et par la désignation des cinq premiers noms de la liste. L'UNO pensait obtenir environ 33 % des voix. Plusieurs jours après le 25 février, elle n'était pas encore capable d'établir des critères pour la formation d'un gouvernement stable et éviter une guerre civile, tout en écrasant socialement le FSLN.

Cette incapacité est étroitement liée à la nature de l'UNO. Cette Union n'a été possible que grâce la pression du gouvernement des Etats-Unis. Des journaux comme le *Financial Times* (28 février 1990) caractérisaient l'UNO comme une « alliance hétéroclite soutenue par les Etats-Unis ». L'UNO va du Parti d'action nationale (PAN), d'extrême-droite, au Parti communiste du Nicaragua (PCdN), d'origine stalinienne. La question est de savoir combien de temps pourra durer une telle alliance. Dès le lendemain des élections, le vice-président élu, Virgilio Godoy a manifesté son désaccord avec la personne nommée par Violeta Chamorro pour négocier la transition avec le gouvernement sandiniste, en disant qu'il se considérait comme le plus apte à faire ce travail.

Godoy n'est pas seulement mégalo-mane, ces différences s'expliquent à partir des divergences qui existent entre les forces de l'UNO. Dans son discours de fin de campagne, Godoy a menacé direc-

2) Les "De cara al pueblo", ces réunions ouvertes, organisées par les organisations de masse, étaient des discussions avec des dirigeants du FSLN ou des membres du gouvernement.

tement les membres du gouvernement sandiniste en déclarant qu'il allait « leur faire payer la note » après le 25 février. Au contraire, Violeta Chamorro a compris qu'une position d'affrontement était totalement contre-productive, elle s'identifie avec le courant qui représente directement les intérêts des Etats-Unis, dirigé aujourd'hui par Alfredo Cesar, du Parti social-démocrate (PSD), qui avait appartenu au gouvernement sandiniste et ensuite à la direction de la Contra.

Ce courant veut réussir une transition pour changer la nature de l'appareil d'Etat sans passer par une guerre civile ; il essaye tout au moins de s'emparer d'une bonne partie du pouvoir avant de prendre des mesures plus radicales contre les sandinistes, en utilisant un élément incontestable, la légalité de l'UNO et du vote.

Le FSLN bute là contre une limite, qui est par ailleurs facilement explicable dans le cadre de l'agression impérialiste. Cherchant à être reconnu, le FSLN a assumé, en signant les accords de San Isidro (voir *Inprecor* numéros 300 et 301 des 12 et 26 janvier 1990), une doctrine d'Etat selon laquelle la légalité ou la légitimité des régimes provient directement des urnes. Dans cette optique, le gouvernement de Cristiani au Salvador est légal et légitime car il est le fruit d'un processus électoral, même si la force politique plus importante du pays n'y a pas participé et si le président n'a reçu que 20 % des suffrages. Pire encore, selon cette doctrine, un gouvernement peut faire ce qu'il veut s'il a été élu. Qu'il massacre des dirigeants du mouvement de masse, que son armée assassine six jésuites, qu'il bombarde de façon indiscriminée la population (voir *Inprecor* numéros 298 et 299 des 27 novembre et 11 décembre 1989)... ce n'est pas grave, car il a été élu.

Légalité ou légitimité ?

Cette vision brouille la différence qui existe entre la légalité et la légitimité. Alfredo Cristiani ou Violeta Chamorro ont été élus, selon des lois "réellement existantes" dans leurs pays, mais cela ne signifie pas qu'ils soient légitimes. La légitimité d'une révolution ou d'un mouvement social naît précisément de la perte de légitimité d'une institution gouvernementale. En d'autres termes, la légitimité exprime et englobe le problème de l'hégémonie politique au sein d'une société. Le gouvernement de Violeta Chamorro, de par l'appui reçu des Etats-Unis, de par ses rapports avec la Contra, etc., voit sa légitimité compromise.

Nous assisterons au Nicaragua à une sorte de coexistence de deux légitimités : celle issue du vote du 25 février et celle qui découle de la révolution du 19 juillet 1979.

Il est important de comprendre cette situation. Les Nicaraguayens ont voté massivement contre le FSLN, mais pas contre la révolution sandiniste. Ils ont voté contre l'administration et la politique économique du gouvernement, mais ils n'ont pas voté pour les projets politiques de l'impérialisme. Ils ont voté contre la guerre, mais pour la Contra. Ils n'ont pas non plus voté contre la réforme agraire, ni contre le droit des pauvres à être maîtres du lopin de terre où ils vivent, ni contre la nationalisation des banques, ni contre le monopole du commerce extérieur. Ils ont encore moins voté contre le droit de grève ou l'assistance aux personnes âgées. Ils n'ont pas plus voté contre l'Armée populaire sandiniste, même s'ils ne veulent plus du service militaire obligatoire.

Défense des conquêtes

Ces deux légitimités s'affronteront donc d'une façon ou d'une autre. Le FSLN est obligé d'accepter le résultat électoral mais aussi — comme l'a dit sa direction — de défendre les conquêtes de la révolution. Le chemin qui existe entre ces deux légitimités est semé de contradictions et de véritables voies sans issue. Le problème de l'armée est évident.

Il existe trois éventualités en ce qui concerne l'Armée populaire sandiniste qui synthétisent les différents scénarios possibles de l'affrontement entre ces légitimités.

Le FSLN peut penser qu'il est inévitable d'attendre six ans avant de revenir au gouvernement. Dans ce cas, il ne serait plus le parti de la révolution du 19 juillet et deviendrait un parti social-démocrate. Selon cette hypothèse, le FSLN n'agirait plus en fonction des conquêtes de la révolution et surtout entérinerait la dissolution de l'armée. Cette éventualité a peu de chances de se concrétiser. L'attitude prise par le FSLN, par sa direction et par sa base, après l'annonce du résultat des élections prend le chemin opposé. Nous restons donc optimistes quant à l'impossibilité d'une telle hypothèse.

Deuxième solution, la direction du FSLN assume une position dure et n'accepte aucun accord pour faciliter l'arrivée au pouvoir de Violeta Chamorro. Le FSLN insisterait alors pour garder les commandements et la direction de l'armée. Dans cette hypothèse, une inter-

vention impérialiste est très possible. Les Etats-Unis attendront patiemment que des accords soient trouvés pour effectuer le changement de gouvernement, faute de quoi la décision d'envahir le Nicaragua est déjà prise.

Et, dernière hypothèse, le FSLN serait contraint de négocier certains aspects de l'appareil d'Etat et même de discuter du problème de l'armée, pour ne donner aucun prétexte ni à l'UNO, ni à son chef, les Etats-Unis, pour une invasion. Il développe en même temps une position de lutte de classes et commence progressivement à créer des éléments clairs d'ingouvernabilité, gagnant la majorité de la population à la légitimité de la révolution. Dans ce cas, la question n'est plus de savoir si ce processus dure deux ans ou six ans, mais de récupérer l'hégémonie politique dans la société dans un contexte international assez complexe.

Le FSLN (avec toute l'avant-garde révolutionnaire latino-américaine) est confronté à une situation politique très difficile. La perestroïka, la politique agressive de l'impérialisme, l'échec des courants nationalistes, etc., constituent autant d'éléments favorisant une campagne internationale anticommuniste féroce. Les fables sur la "fin de l'histoire" ou sur la nécessité des idéologies "faibles" se heurtent à une réalité sociale de famine et de misère.

Un nouveau chapitre de la lutte des peuples d'Amérique latine se vit au Nicaragua. Comme en 1979, le FSLN se trouve aujourd'hui à la tête de cette lutte. Malgré la défaite électorale et certaines erreurs, le FSLN est toujours l'avant-garde des organisations révolutionnaires d'Amérique latine. ★

7 mars 1990

Récents articles d'*Inprecor* sur le Nicaragua

* n° 286 du 17 avril 1989

Entre base et pouvoir

Luis SERRA

* n° 291 du 3 juillet 1989

Numéro spécial Amérique centrale

* n° 292 du 4 septembre 1989

10e anniversaire de la Révolution

Arnold BERTHU

* n° 294 du 2 octobre 1989

Une transition économique difficile

Interview de Luis CARRION

Les bases du pacte social

Interview d'Egardo GARCIA

* n° 303 du 9 février 1990

Elections sur fond de crise

Eric TOUSSAINT

Le gouvernement change... la révolution reste

AVEC TOUS les militants sandinistes qui se sont réunis ce matin au Centre des conférences Olof Palme, nous avons voulu réaliser ce premier "Face à face avec le peuple" depuis le 25 février. Nous avons longuement débattu, durant des heures, pendant que vous vous rassembliez ici, sur cette place Omar Torrijos, place des Non Alignés, qui est devenue trop petite. Pendant ce temps, nous avons continué à discuter et à discuter sans cesse de ce qu'a été, de ce qu'est et de ce que continuera à être le Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

Nous nous sommes rappelés ces années durant lesquelles les militants sandinistes se sont formés dans les pires conditions, dans la clandestinité, en prison, sous la torture et face à la mort. Nous nous sommes rappelés que ce n'est pas le pouvoir matériel qui a fait le Front sandiniste. Ce n'est ni l'or, ni la richesse, ni la puissance matérielle qui a fait la révolution. Ce sont la combativité du peuple et la conscience sandiniste qui ont fait la révolution.

« Nous ne voulons pas de Guardias »

Comme vous l'avez dit, nous ne voulons pas de Guardias (1), et nous n'aurons pas de Guardias. Nous ne voulons pas de guerre, et nous n'aurons pas de guerre, parce que telle est la volonté du Front sandiniste et la volonté du peuple.

Ce 25 février, les sandinistes et tout le peuple du Nicaragua ont donné une grande leçon de démocratie. Et nous, les sandinistes, sommes fiers d'être la base, le fondement, le pilier principal de la démocratie au Nicaragua, car on ne peut comprendre la démocratie sans le sandinisme ni le sandinisme sans la démocratie.

Le grand gagnant, le grand vainqueur de ces élections c'est le Front sandiniste qui a donné la démocratie au Nicaragua. S'il n'y avait pas eu le Front sandiniste, le peuple du Nicaragua n'aurait jamais rêvé d'élections comme celles du 25 février 1990.

De cette place, devant ce peuple courageux, héroïque, dévoué et sacrifié, je veux déclarer que nous sommes entière-

Voici le discours prononcé par le président sortant Daniel Ortega à Managua le 27 février dernier, devant une foule enthousiaste d'environ 40 000 personnes. Ainsi, deux jours après la victoire électorale de l'Union nationale d'opposition (UNO), les partisans du Front sandiniste semblaient avoir retrouvé leur combativité et avoir la volonté de conserver intactes les conquêtes de la révolution.

Daniel ORTEGA

ment disposés à appuyer toutes les actions qui seraient menées en faveur du peuple, mais que nous avons la détermination et la ferme volonté de nous opposer et de résister, en nous appuyant sur la force du peuple, à toutes les actions qui iraient contre la volonté populaire.

La sécurité, la stabilité à l'intérieur du pays, et le développement de la démocratie au Nicaragua, sont les fruits des conquêtes fondamentales de la révolution. Ces conquêtes, il faut les respecter. Nous sommes entièrement disposés à contribuer à la paix et à la stabilité, à condition que le peuple ne soit pas menacé, à condition que le peuple soit respecté, à condition qu'il n'y ait pas d'esprit de vengeance. Car ce peuple a suffisamment de ressources pour affronter et écraser ceux qui seraient animés d'un esprit de vengeance.

Je vais vous lire la déclaration du Front sandiniste de ce 27 février, jour anniversaire de l'assassinat d'un groupe de jeunes par la Contra, à San José de las Mulas. Pour ces morts, nos morts, nous jurons de défendre la victoire.

Le Front sandiniste de libération nationale informe le peuple du Nicaragua, qu'aujourd'hui, la Direction nationale a convoqué tous les cadres et dirigeants révolutionnaires qui remplissent des tâches au sein du FSLN, dans le gouvernement, les Forces armées, les syndicats, les organisations de masse et les organismes professionnels, à une réunion plénière pour discuter et analyser les résultats des élections du 25 février 1990.

Cette réunion est parvenue aux conclusions suivantes.

1) Depuis la victoire de la révolution, le Front sandiniste de libération nationale

a donné au peuple, pour la première fois de son histoire, la possibilité d'accomplir un libre choix démocratique, par des élections libres, justes et honnêtes, et c'est une conquête de la Révolution.

2) Le Front sandiniste de libération nationale a aujourd'hui la responsabilité de garantir et de veiller à la continuité du processus révolutionnaire, de tous les acquis

et de toutes les transformations accomplies, dans les domaines tant politique que social et économique, car il est le parti de la révolution, et le parti le plus grand, le plus solide et le mieux organisé. Le changement de gouvernement ne signifiera en aucune sorte la fin de la révolution.

3) Le Front sandiniste de libération nationale luttera sans merci pour que l'on ne revienne ni sur le processus de réforme agraire ni sur la remise de terrains aux habitants des villes. Il en sera de même face à toute tentative pour démanteler les acquis sociaux obtenus grâce à la révolution, notamment le soutien aux Mères des héros et martyrs, aux orphelins de guerre et aux handicapés de guerre.

4) Le Front sandiniste de libération nationale exige le démantèlement et le désarmement immédiats de la contre-révolution, ainsi que la libération des personnes séquestrées, pour que la transition pacifique et régulière du gouvernement s'accomplisse.

5) Dans le cadre fixé par la Constitution politique, le Front sandiniste de libération nationale défendra l'intégrité et le professionnalisme de l'Armée populaire sandiniste et du ministère de l'Intérieur.

Le Front sandiniste défendra aussi l'irréversibilité des conquêtes fondamentales de la révolution, comme la nationalisation du secteur bancaire, du commerce extérieur, des ressources naturelles et de l'Aire de propriété du peuple (2).

6) Le Front sandiniste de libération nationale restera vigilant pour s'opposer à toute restriction des droits garantis par notre Constitution, comme le droit de s'organiser librement dans des syndicats, le droit de grève, le droit de se mobiliser

1) Les "Guardias" étaient les membres de la Garde nationale de Somoza.

2) L'Aire de propriété du peuple (APP) est le secteur nationalisé.

et la liberté de la presse. De la même manière, nous défendrons les travailleurs du secteur public contre toute tentative de licenciement, cette garantie ayant été établie dans la Constitution à l'initiative des partis politiques.

Au nom du Front sandiniste de libération nationale, je veux saluer la participation massive du peuple à ces élections ; je tiens à remercier les 40 % de Nicaraguayens qui ont accordé leur vote au parti le plus fort et le plus grand du Nicaragua, au FSLN.

Nous, les militants sandinistes, sommes également certains que la majorité de ceux qui ont donné leurs suffrages à l'UNO ne l'ont pas fait parce qu'ils sont contre-révolutionnaires.

Les peuples ne se vendent pas ; les peuples peuvent faire des erreurs, mais ils savent les corriger. Et je suis sûr que les Nicaraguayens sauront vite découvrir la vérité ; l'opposition lui a dit que tout

irait mieux, malgré cela une partie importante du peuple, une proportion immense de la population, 40 %, a donné ses suffrages au FSLN.

Mais il y a eu un autre secteur important de la population, qui a voté pour l'UNO, que nous devons respecter, car ce n'est pas le secteur extrémiste et sans honneur ; non, ces gens ne sont pas comme ça, ils ne sont pas malveillants envers la révolution. Ces Nicaraguayens ont cru que la situation s'améliorerait avec l'opposition. Ils pourront donc se convaincre d'eux-mêmes, et voir quel est le gouvernement qui, en réalité, a défendu le peuple, si c'est le gouvernement sandiniste ou le gouvernement à venir.

Nous sommes habitués à faire face aux moments difficiles. Et la situation que nous vivons aujourd'hui n'a rien à voir avec celle du FSLN avant le triomphe de la révolution.

Comme je le rappelais tout à l'heure aux camarades, lors de l'assemblée des cadres, le 7 novembre 1976, je me trouvais dans une maison clandestine dans un quartier de Managua. J'étais avec le camarade Eduardo Contreras. Carlos Fonseca (3) se trouvait dans la montagne. Nous cherchions le moyen de réunir les dirigeants sandinistes poursuivis par la Garde

nationale. Nous voulions nous rencontrer pour nous réunifier ; en effet, nous avions des problèmes internes, il y avait des divergences (4).

Je rappelais tout à l'heure aux cadres du Front à quel point les militants du FSLN, qui se trouvaient dans la clandestinité ici à Managua et dans tout le pays — nous étions alors quelques dizaines — furent bouleversés ce 7 novembre à l'annonce de la mort de Carlos Fonseca,



Manifestation du FSLN place de la Révolution à Managua (DR)

comme plus tard de celle d'Eduardo Contreras. Et, lorsque les journalistes m'ont demandé : « *Et avant la victoire de la révolution, comment imaginiez-vous le gouvernement du FSLN, comment pensiez-vous gouverner ?* », je leur ai répondu qu'à vrai dire, nous, militants sandinistes, nous étions certains de triompher, nous étions sûrs que le peuple allait gagner, mais nous étions également persuadés de ne pas voir la victoire parce que nous allions mourir au combat. Nous n'aurions jamais imaginé voir la victoire.

Ceci pour dire que nous, nous ne sommes pas nés là-haut. Nous sommes nés en bas, et nous avons l'habitude de combattre d'en-bas. Nous avons l'habitude de combattre et de lutter face à nos bourreaux, face à nos tortionnaires. Nous avons l'habitude de combattre et de lutter depuis les prisons. Aujourd'hui, alors qu'il existe un pouvoir populaire, un pouvoir révolutionnaire, nous sommes en de bien meilleures conditions à court terme pour gouverner à nouveau dans ce pays d'en-haut. Le jour où nous gouvernerons à nouveau d'en-haut reviendra. (...)

Nous continuerons à gouverner d'en-bas, et nous ferons respecter nos droits. Ils voulaient gouverner ? Eh bien, nous leur avons donné la possibilité de gouverner.

Nous leur transmettons ce fardeau, un fardeau qui est un peu lourd. Nous verrons comment ils s'en sortiront.

Ils voulaient que le Front soit dans l'opposition ? Eh bien, nous sommes dans l'opposition. Et nous allons défendre cette démocratie pour que le peuple puisse exercer son droit plein et entier à s'opposer, non pas à outrance, non pas sur des coups de tête, mais contre tout ce qui irait contre lui. Car nous ne permettrons pas cela.

C'est d'en-bas que nous voterons. Et, mes frères — ne manquons pas de foi — nous serons rapidement rejoints par tous ceux qui ont voté pour l'UNO : ils viendront voter pour le Front d'en-bas.

Tout ce peuple, le peuple qui a voté pour le Front, et celui qui a voté pour l'UNO, jamais au grand jamais ne votera contre ses propres intérêts. Eh bien, nous obtiendrons d'en-bas 99,99 % des suffrages.

Le FSLN a une position constructive, une attitude ferme, conséquente et patriotique. Maintenant que la balle se trouve dans l'autre camp, alors nous, mes frères nicaraguayens, nous nous engageons en tant que militants sandinistes à continuer à défendre ce Nicaragua libre depuis 1979. Il y aura des lâches qui trahiront, comme Judas, dans des moments comme ceux-ci. Mais, jamais, absolument jamais, le peuple n'a trahi, car il ne peut pas se trahir lui-même.

Mes frères, nous allons continuer la bataille pour la démocratie, pour la dignité nationale, pour le Nicaragua. Nous allons retourner dans les quartiers, dans les usines, dans les villages, nous allons continuer les "Face-à-face avec le peuple". Car le FSLN est né dans le peuple, il est dans le peuple, et jamais il ne cessera d'être dans le peuple. ★

Barricada

Managua, 28 février 1990

3) Eduardo Contreras et Carlos Fonseca étaient deux des principaux dirigeants du FSLN. Fonseca avait fondé le FSLN en 1961 avec, entre autres, Tomas Borge.

4) En 1976, le FSLN éclate en trois tendances (la tendance "Guerre populaire prolongée", la tendance "Proletaire" et la tendance "Tercériste" ou insurrectionnaliste) ; elles se sont réunifiées quelques mois avant la victoire de la révolution.

Un premier bilan

Durant les derniers mois de l'année 1989, le régime de la République démocratique allemande (RDA) a été renversé par la poussée du mouvement de masse. Cela a été suivi par la chute du régime stalinien en Tchécoslovaquie, et encore quelques semaines après, par celle du dictateur Ceausescu en Roumanie. Ces événements ont initié la fin de la domination stalinienne en Europe de l'Est ainsi que, parallèlement, la désintégration du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) et du Pacte de Varsovie. L'ordre de l'après-guerre en Europe, sa division en un bloc impérialiste et en un bloc d'Etats post-capitalistes bureaucratés est en train de se dissoudre. La question allemande est de nouveau à l'ordre du jour. Elle détermine un profond changement de la situation en Europe et un renforcement des forces impérialistes.

Angela KLEIN



LE RENVERSEMENT du régime en RDA s'est fait par une mobilisation populaire; il s'agissait d'un renversement révolutionnaire dans le sens où, « ceux d'en haut ne peuvent plus et ceux d'en

bas ne veulent plus ». Dès le début, sa force motrice a été composée de revendications démocratiques : droit de s'exprimer librement et publiquement, juridiction indépendante, pluralisme, élections libres, garantie du Droit, participation populaire à la gestion de la société et de l'Etat (voir *Inprecor* numéro 297 du 13 novembre 1989).

Le slogan qui exprimait le mieux ce désir populaire a été : « *Nous sommes le peuple !* ». A la mi-septembre, se sont formées les forces oppositionnelles qui ont exploité la situation de paralysie et de passivité dans laquelle se trouvait le Bureau politique du Parti socialiste unifié (SED) au pouvoir ; elles ont exhorté l'opinion publique à ne pas chercher la solution de leurs conflits avec le régime dans la fuite en République fédérale Allemande (RFA), mais dans un renouveau révolutionnaire en RDA. Il s'agissait de la Gauche unie, du Nouveau Forum, de "Démocratie maintenant" rejoints, plus tard, par le Parti social-démocrate (SPD).

Le processus de révolution politique en RDA a été marqué d'emblée par ses spécificités qui le distinguent de proces-

sus similaires dans d'autres pays d'Europe de l'Est.

En premier lieu, il faut mentionner le grand retard qu'a pris le processus de réformes en RDA. Il a fait irruption avec d'autant plus de violence. Depuis 1953, il n'y a plus eu de mouvement de masse en RDA (voir *Inprecor* numéro 298 du 27 novembre 1989). Avant la construction du mur, les masses pouvaient trouver une issue à leur mécontentement dans l'exode vers l'Ouest (en tout, 3,5 millions de personnes, en majorité des jeunes, ont quitté la RDA depuis sa fondation). Après 1961, peu de gens seulement ont encore pris le risque de la fuite ; quelques uns ont essayé de tester ce qui leur restait comme champ d'action à l'intérieur des structures existantes ; la plupart a pris le chemin de "l'émigration intérieure". L'existence de périodes de réformes a toujours été liée à des changements en URSS.

Mais le pouvoir n'a pas voulu se joindre à la perestroïka. A juste titre, il craignait que cela ne devienne irréversible et signifie donc la fin du régime du SED. En tant que force dirigeant un "Etat croupion" constamment comparé avec l'autre moitié, capitaliste, le SED craignait la libéralisation économique et politique plus que tout autre régime à l'Est, même plus que la direction du Parti communiste soviétique (PCUS).

Aux yeux de la population, cette attitude a détruit tout espoir d'une auto-réforme du régime. Pour beaucoup de gens, surtout les jeunes qui ne se sentaient pas liés au pays par des décennies de travail de construction, la seule possibilité de "réaliser une vie meilleure" était de quitter la RDA.

La possibilité d'une fuite de masse s'est créée dès que la Hongrie a déclaré l'ouverture de ses frontières vers l'Autriche, en mai 1989. Pour les citoyens de RDA, qui passent traditionnellement leurs vacances en Hongrie, une voie royale pour la fuite s'est ainsi offerte. L'émigration en masse a commencé fin août et se poursuit encore aujourd'hui. Cette possibilité pour un peuple d'émigrer en masse dans un autre pays, car il rejette son propre gouvernement qu'il ne peut cependant pas renverser, est unique dans toute l'Europe divisée. Les circonstances extérieures, la langue, la culture et les traditions communes, ont facilité le passage dans un pays qui n'est pas considéré comme étranger.

De l'autre côté, le gouvernement ouest-allemand, qui prétend parler au nom de "tous les Allemands", leur offre, dès le premier jour de leur arrivée, toutes les possibilités pour une intégration immédiate dans la société (argent, logement, travail, etc.) Les citoyens de RDA jouissent, parce qu'ils sont Allemands, de privilèges par rapport aux étrangers, et souvent même par rapport aux Allemands de l'Ouest issus de classes défavorisées.

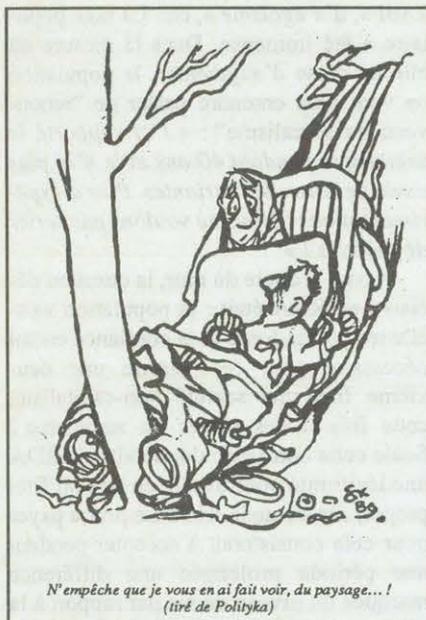
C'est donc la fuite quotidienne de milliers de personnes et, par la suite, le processus de structuration de l'opposition (qui, jusqu'alors, était illégale), ainsi que le développement d'un mouvement de masse toujours plus large qui ont constitué le levier qui a finalement conduit à la chute du régime. Ces éléments ont aussi déterminé le rythme et la direction du développement politique dans les semaines qui ont suivi. L'ouverture subite du mur qui, d'un jour à l'autre a posé à la RDA des problèmes économiques inimaginables, en a renforcé l'effet.

L'évolution des nouvelles forces politiques

Ces conditions générales ont aussi influencé le processus de formation des nouvelles forces politiques :

— La révolution s'est faite dans la rue, soit dans la foule de ceux en fuite, soit dans les cortèges des manifestants. Il n'y a pas eu de direction politique. Les groupes d'oppositions ont essayé de gagner une influence sur le processus, ils ne l'ont pas organisé.

— Au début, un processus d'auto-organisation des travailleurs dans les usines a fait défaut. Plus tard, il a été impulsé par quelques groupes d'opposition, notamment la Gauche unie, mais il a eu beaucoup de peine à démarrer. Les travailleurs ont constitué le gros des manifestants. Ils ont voulu exercer une pression politique pour que le régime entame



des réformes. Dans la mesure où ils ont été déçus par la lenteur de ces réformes, nombre d'entre eux ont plié leurs bagages et sont partis à l'Ouest. Cela semble être, jusqu'à aujourd'hui, une alternative plus simple que celle de construire des structures propres, alternatives de pouvoir. Après la chute du mur, est apparue une autre possibilité qui, encore une fois, a paru être la solution la plus simple : la réunification avec la RFA.

La réunification

Au début, la tendance vers un renouveau du socialisme était dominante. A la mi-novembre, l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences a constaté que 87 % des citoyens de RDA voulait demeurer dans leur pays et que 55 % de ceux-ci croyait à la possibilité de construire un socialisme démocratique. Le 24 novembre, 83 % voulait encore maintenir la RDA en tant qu'Etat souverain et socialiste ; 10 % seulement se déclaraient favorables à la réunification.

Peu de jours après, le 27 novembre, à la "manif du lundi" de Leipzig, l'état d'esprit a tourné : 200 000 personnes ont demandé non seulement des élections libres, la liberté d'opinion et la punition des ex-fonctionnaires du régime, mais aussi l'« *Allemagne, patrie unie* ». Le climat a aussitôt glissé à droite : les manifestants se sont montrés de plus en plus agressifs envers tout ce qui semblait être de gauche. Les mots d'ordre nationalistes, xénophobes, et même antisémites, se sont multipliés. Aujourd'hui, il est vraiment risqué pour la gauche de participer à la manifestation de Leipzig. Seuls des petits groupes osent encore le faire, en distribuant des tracts demandant : « *RDA — prière de ne*

pas jeter ». Ils sont poursuivis et attaqués physiquement par les manifestants. Les orateurs du Nouveau Forum sont interrompus à coup de mots d'ordre tels que : « *Rouge, hors de la manif !* » ou « *La gauche dans des camps d'internement !* ». Les "Républicains", force d'extrême droite de RFA, qui agissent ouvertement et provoquent des affrontements violents, sont tolérés. D'après des sondages récents, 76 % de la population de RDA se prononce aujourd'hui en faveur de la réunification.

Enlèvement et désarroi

Comment expliquer ce tournant ?

1- En premier lieu, tout en ayant un rythme très rapide, le processus d'auto-réforme et d'auto-rénovation, est resté trop lent et paraissait trop hésitant pour être réellement crédible et engendrer un nouvel espoir. Le SED s'est attelé à la tâche impossible de démanteler le régime dont il était le porteur et, en même temps, de constituer l'épine dorsale d'une nouvelle direction politique, c'est-à-dire à la fois de dissoudre son pouvoir et de le maintenir.

— Dans un premier temps, toutes les tentatives des réformateurs du SED pour redonner l'initiative politique au Parti en le soumettant à un processus de réformes ont été contrecarrées avec succès. En septembre/octobre, les changements ne se sont produits que sous la pression populaire et toujours "trop tard" pour que les masses aient confiance dans le SED : dix semaines de fuite massive se sont écoulées avant le retrait de Honecker (18 octobre) ; il s'est passé deux mois entre le moment où le régime a renoncé à une répression "à la chinoise" (9 octobre) et celui où il a abandonné le rôle dirigeant du Parti (1er décembre). Les conflits autour de la dissolution de la *Stasi* (police politique) ont renforcé la crainte de beaucoup de gens de voir le SED organiser la réforme uniquement comme un moyen de sauvegarder son pouvoir sous une autre forme.

— Lors du Congrès extraordinaire du SED, le 8 décembre, imposé contre la volonté de la vieille direction, les réformateurs ont pris la tête du Parti. Mais eux non plus n'ont pas été capables de donner un signal clair pour un renouveau. Les délégués ont réglé leur compte avec le passé stalinien et se sont prononcés clairement pour le pluralisme politique. Mais, en épurant le Parti de son aile conservatrice et les structures d'Etat des représentants de l'ancien régime, le Congrès a cru que la rénovation était achevée. Il n'a pas poussé au renversement des structures de domination existantes et n'a pas fait l'ef-

fort d'impulser des initiatives autonomes des citoyens, ce qui aurait pu constituer la base d'un nouvel ordre politique. En revanche, il s'est préparé à l'affrontement électoral face aux autres forces de l'opposition. « *Renforcez le SED !* » reste leur slogan. Beaucoup d'oppositionnels dans le Parti ont été déçus du résultat du congrès.

— Pendant le mois de janvier, la défiance de la population par rapport à une possibilité d'auto-réforme de l'Etat et du Parti s'est encore renforcée. Lors d'une réunion de la direction, le nouveau chef du Parti, Gregor Gysi, a réclamé le droit pour le Parti de garder la fortune qu'il avait accumulé pendant la période de son pouvoir monolithique (donc le droit du Parti à s'approprier l'Etat). Le nouveau Premier ministre, Hans Modrow, a brusqué la "table ronde" qui a été mise en place début décembre (voir *Inprecor* numéro 298 du 27 novembre 1989), en déclarant qu'il n'accepterait pas que celle-ci exerce une quelconque pression sur lui : tout le monde devrait respecter l'Etat de Droit existant (c'est-à-dire "l'Etat de Droit" créé par le régime bureaucratique).

Finalement, le gouvernement s'est rendu suspect pour s'être contenté de ne dissoudre la *Stasi* que formellement. En réalité, il aurait envisagé de garantir sa continuité par la proposition de créer un nouveau "Service de protection de la Constitution". C'est seulement sous la menace des partis de coalition (les anciens partis du bloc national) de quitter le gouvernement que Modrow a accepté de se plier à la revendication de la "table ronde" et a promis de n'instituer un successeur à la "Sécurité" qu'après les élections au parlement.

— Lors du Congrès extraordinaire du SED, fin janvier, il est devenu clair pour tout le monde que les réformateurs n'avaient pas su, dans ce court laps de temps, établir le Parti, qui s'appelait désormais le Parti du socialisme démocratique (PDS), comme une force dirigeante dans la vie politique. La direction du district de Dresde toute entière a quitté le Parti durant le week-end même. Elle a été suivie peu à peu par tout une série de tendances qui se sont constituées autour de diverses plates-formes. Le Parti a commencé à se décomposer. Aujourd'hui, des 2,3 millions de membres qu'il comptait encore en octobre, il ne lui en reste plus que 800 000 ; et le fond n'est pas encore atteint. Les sondages d'opinion lui donnent à peine 5 % des intentions de vote pour les élections en mars.

2) Dans ce court laps de temps, les groupes d'opposition n'ont pas su non plus se constituer comme une alternative crédible, indépendamment de la concep-

tion politique qu'ils présentaient. Seule exception notable : la social-démocratie. Leurs faiblesses sont dues aux circonstances dans lesquelles ils devaient travailler sous le régime du SED : aucune possibilité d'appâtre légalement ni de s'enraciner dans des milieux sociaux (cela vaut surtout pour la gauche et ses tentatives d'acquiescer une base ouvrière), ni même d'organiser ses propres partisans.

Leurs préoccupations politiques se sont essentiellement concentrées sur la démocratie, la paix, les droits de l'homme, l'antifascisme. Seule une minorité s'est posée la question de déterminer comment un ordre économique non-capitaliste alternatif devrait fonctionner.

Tournant inattendu

L'intelligentsia qui, auparavant, était presque entièrement liée au SED, a été profondément marquée par le travail de construction de l'Etat post-capitaliste durant les 40 dernières années — qu'elle a dû bien souvent défendre face aux tentatives systématiques de l'impérialisme ouest-allemand de remettre en cause l'existence de la RDA. Ses représentants les plus connus se situent à gauche. Ils se distinguent notamment par un grand effort de travail théorique et d'assimilation de théorie socialiste (même occidentale).

Ses premières analyses indiquant le caractère explosif de la situation datent de 1988. En dépit de cela, l'opposition a été surprise par la vigueur de l'éruption et la direction qu'elle prenait. Avant tout, la révolution politique l'a placée devant un problème auquel elle n'était pas préparée (et la gauche de RFA encore moins) : la soudaine ouverture du mur et, liée à cela, l'immédiate confrontation avec la réalité sociale et politique du capitalisme ouest-allemand. A part la Gauche unie, presque personne ne possédait d'éléments conceptuels ni de réponse à cette situation.

Très vite, l'opposition, dont les leaders étaient encore unis dans la lutte contre le régime stalinien, a commencé à se différencier autour de la question : propriété privée ou collective ? Economie de marché ou sauvegarde d'éléments de planification socialiste ? Avec la question de la réunification, ces thèmes sont devenus la ligne de démarcation entre la droite et la gauche. Pour l'aile gauche de l'opposition, ce clivage a commencé à devenir plus important que celui avec le SED.

3) L'effondrement du régime du SED va de pair avec la mise à nu de sa mauvaise gestion de l'économie. Jusqu'à présent, le fait que le pays, même sans offrir le niveau de vie de la RFA, soit néanmoins le premier des pays du COME-

CON et, au niveau international, à la 13e place aux côtés de la Grande-Bretagne, réconfortait la population dans une certaine mesure. Ces révélations ont donc créé un choc.

Un bilan économique catastrophique

Des informations tenues secrètes jusqu'à présent ont ainsi été dévoilées :

— La dette intérieure s'élève à 130 milliards de Marks (RDA).

— La dette extérieure s'élève à 20 milliards de dollars, soit 1 250 dollars par habitant. Golodkowski, le directeur du "Service de coordination commerciale", responsable de la gestion des devises, a stocké d'énormes sommes à l'étranger (notamment en Suisse et au Luxembourg). Pour gagner des devises, le même Golodkowski a organisé un trafic d'armes, entre autres, avec l'Iran et l'Irak.

— Six millions de Deutsche Marks (DM) ont été mis annuellement à la disposition des familles de membres du Bureau politique pour leur ravitaillement à la colonie de Wandlitz, leur ghetto de luxe.

— La profonde corruption et les privilèges quasi-féodaux de la nomenklatura (pavillons de chasse, terrains de chasse privées, brigades de construction et de réparation à libre disposition pour des fins privés, etc.).

— Les installations industrielles de RDA, à peu d'exceptions près (les secteurs de la micro-électronique, de l'optique de précision et quelques combinats de mécanique), sont pour la plupart si anachroniques que, du point de vue de la compétitivité sur le marché mondial, elles ne valent plus la peine d'être modernisées. La productivité en RDA représente 40 % de celle de RFA.

— La destruction de l'environnement est gigantesque et cause annuellement des dégâts de l'ordre de 30 milliards de Mark (RDA) et pour l'arrêter, des fermetures d'usines sont parfois indispensables.

— Et, ce qu'on savait depuis toujours : les bâtiments des grandes villes, surtout au Sud, tombent en ruines ; l'approvisionnement en biens de consommation de qualité supérieure manque ; les gaspillages dans le processus de production sont énormes, etc.

Avec l'ouverture du mur, des millions de gens ont pu voir de leurs propres yeux que la différence du niveau de vie avec la RFA était encore beaucoup plus grande qu'ils le croyaient. Pendant les deux premiers week-ends, quatre millions d'habitants de RDA ont visité l'Ouest à chaque fois. Cela a représenté une sorte de choc culturel. Le sigle SED est devenu synonyme d'« économie de merde », de

« vol », d'« égoïsme », etc. La rage populaire a été immense. Dans la mesure où elle ne cesse d'augmenter, la population ne veut plus entendre parler de "renouveau du socialisme" : « J'ai supporté le socialisme pendant 40 ans et je n'ai plus envie de nouvelles variantes. Plus d'expérimentations ! Nous ne voulons pas servir de cobayes ! »

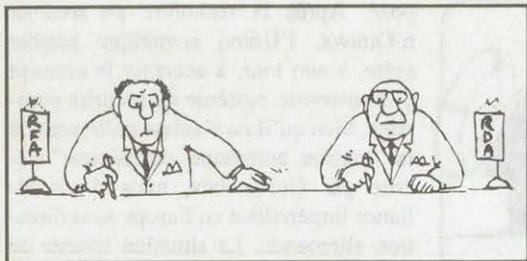
Après la chute du mur, la question décisive en RDA était : la population va-t-elle trouver la force et la confiance en soi nécessaire pour reconstruire une deuxième fois une société non-capitaliste, cette fois-ci des ruines du stalinisme ? Seule cette confiance donnerait à la RDA une légitimité pour exister en tant qu'Etat propre, séparé de la RFA. Le prix à payer pour cela consisterait à accepter pendant une période prolongée une différence marquée du niveau de vie par rapport à la RFA (et ce, avec des frontières ouvertes), et à considérer que la possibilité de créer une démocratie socialiste plus grande serait plus avantageuse que l'augmentation des biens de consommation pour une partie de la société.

L'exode

L'opposition n'a laissé aucun doute là-dessus. Dans son appel à tous ceux prêts à émigrer, le 8 novembre, Christa Wolf, le nouveau ministre de l'Economie, a déclaré : « Que pouvons-nous vous promettre ? Pas de vie facile, mais une vie utile. Pas de prospérité dans l'immédiat, mais la participation à de grands changements. » Quelques jours plus tard, le Nouveau Forum a renchérit : « Nous resterons pauvres pendant une période prolongée, mais nous ne voulons pas d'une société qui soit régie par des mercantis et par des gens qui jouent des coudes. »

Cette force et cette confiance en soi n'existent pas. L'exode de milliers de gens continue. De fin août 1989 à mi-février 1990, ils sont 400 000 à avoir quitté la RDA. Autant de monde, sinon plus, a fait ses valises et n'attend que les élections du 18 mars pour décider de partir ou non. Les gouvernements de RDA et de RFA estiment que le nombre des émigrés atteindra le chiffre d'un million ou d'un million et demi en 1990. Par manque de capital et de force de travail, l'économie de RDA risque de s'effondrer.

Pourtant, la conscience des gens est tout à fait contradictoire : d'un côté ils ont peur du capitalisme, peur du rachat de la RDA par la RFA. De l'autre, la RDA est restée depuis sa fondation "dépendante" de la RFA à bien des égards : la RFA a toujours été le principal partenaire économique à l'Ouest ; son niveau de vie a toujours servi de modèle ; l'ambition du ré-



gime est restée de "rattraper et dépasser" la RFA dans tous les domaines.

Rudolf Bahro, devant le Congrès du Parti en décembre, a décrit cette dépendance dans les termes suivants : « L'on met ici le doigt sur un maillon décisif de ce fameux cercle vicieux qui, durant ces dernières décennies, a abouti à la démolition de notre économie. En effet, sa régulation a été, de fait, déterminée par l'obtention de devises, en concurrence économique avec "l'ennemi de classe" (la RFA), qui était de toute façon toujours plus fort. La régulation de notre économie ne s'est donc pas effectuée à partir des besoins de la population. La conclusion est évidente : le DM de RFA domine, c'est une conséquence naturelle de ce choix. (...) Hans Modrow finit son exposé en concluant, que notre développement économique doit devenir compatible socialement et écologiquement. Mais cela est tout à fait contradictoire avec la nature même des forces économiques qui sont en train de pénétrer chez nous. (...)

« Une joint venture s'élevant à cinq milliards, comme on l'envisage semble-t-il avec IFA [entreprise fabriquant les voitures est-allemandes Trabant], signifie justement, dans la situation actuelle, une perte du pouvoir de décision politique et culturelle de la société, quelle que soit la forme que prenne cette joint venture. Cela découle de la résignation stratégique, de la non prise en considération des potentialités du pays. (...) Une telle joint venture signifie tout simplement accepter un morceau de société capitaliste. (...) C'est dans la logique de tous ces processus que notre société brade sa souveraineté, dans un domaine après l'autre. »

Au début des années 70, le régime Honecker a commencé à remettre en question la notion de "la patrie allemande unie". Mais il n'a jamais été très crédible car les arguments utilisés pour justifier la "patrie socialiste est-allemande" étaient parallèles à ceux de la bourgeoisie à l'Ouest qui, elle, défendait l'idée d'une "patrie pour tous les Allemands". Il n'est donc pas étonnant qu'une population, qui a été éduquée pendant des décennies avec les valeurs de la "patrie socialiste" (donc, du "socialisme dans un seul pays") voit

aujourd'hui (quand le "socialisme" s'effondre) plus d'avantages dans une "patrie" plus grande et plus efficace, même si elle est capitaliste.

Le gouvernement Modrow n'a pas su se libérer de cette dépendance. Il se déclare incapable de redresser l'économie sans le capital ouest-allemand et s'adres-

se donc presque exclusivement au gouvernement de RFA et aux milieux industriels et financiers, dans l'espoir d'obtenir un "apport solidaire".

La population est désarmée. Elle est convaincue que le principe dirigeant de l'économie doit être la compétitivité sur le marché mondial et le rattrapage du niveau de vie de la RFA, objectifs qui ne seront pas atteints sans le DM. Bien sûr, ce processus devrait être "amorti" socialement. Cet axiome est partagé par beaucoup de groupes d'opposition, y compris de gauche.

Les chances qui peuvent résider dans la perspective d'une économie orientée vers l'Est, vers les pays semi-industria-



lisés et vers des petits pays capitalistes qui n'ont pas les mêmes moyens de chantage, ne sont prises en considération que par des milieux intellectuels restreints. La grande majorité de la population de RDA ne voit pas la possibilité d'une voie indépendante.

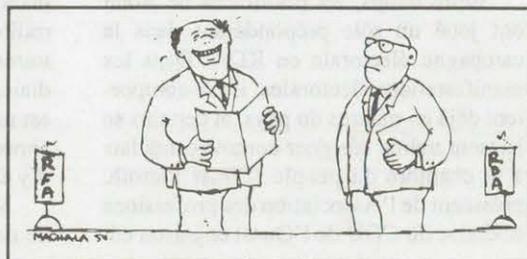
Très vite, le regard s'est tourné vers Bonn. Modrow a d'abord proposé un pacte entre les deux Etats allemands pour une confédération. Il croyait obtenir par ce biais "l'aide fraternelle" nécessaire. Mais le gouvernement Kohl a lié dès le début toute aide financière à des conditions précises qui, à chaque fois, devenaient plus exigeantes : élections libres, renoncement au "rôle dirigeant" du SED ; introduction de mécanismes de marché, abolition du change de devises obligatoire. Par la suite, s'y sont ajoutés : un accord de protection des investissements, la non-limitation des participations étrangères, la liberté d'établissement et de métier ; et, plus tard, l'adoption de l'ordre juridique et social de la RFA, et l'union monétaire. Hormis la mise en place

d'un fonds de devises, qui permet aux citoyens de RDA d'obtenir 200 DM par an pour leurs voyages à l'Ouest (qu'ils dépendent naturellement en RFA), le gouvernement fédéral n'a pas encore donné un centime d'aide financière à la RDA. Son argument : il ne veut pas "investir dans un gouffre".

Quand, lors du Congrès extraordinaire du SED, fin janvier, il est devenu évident qu'il ne pouvait plus s'appuyer sur le Parti, Modrow a fait volte-face et a annoncé sa capitulation. Il a offert à la "table ronde" d'assumer la fonction centrale exécutive et, quelques jours après, il a déclaré devant une conférence de presse : « L'Allemagne doit redevenir une patrie unie pour tous les citoyens de la nation allemande. » Le plan qu'il a présenté prévoit d'abord une confédération, après le transfert successif des droits de souveraineté des deux Etats à des organes communs confédéraux, pour aboutir à une fédération commune des *Länder*. Avec ce plan, il a renoncé à une voie indépendante de la RDA. Mais même cela ne pourra être réalisé. A Bonn, on ne veut plus de confédération ; on veut l'*Anschluss*, l'intégration pure et simple à la RFA. En RDA même, l'économie renverse les plans : la Banque centrale demande l'introduction d'urgence du DM comme deuxième monnaie et offre, en échange, le transfert d'une partie de ses pouvoirs à la Banque fédérale (*Bundesbank*). Modrow ne mène plus que des combats d'arrière-garde et se perd en lamentations sur l'arrogance de Bonn.

"L'Anschluss"

Le tournant à Berlin-Est a accéléré considérablement les projets du gouvernement de Bonn visant à utiliser l'effondrement du stalinisme pour s'approprier la RDA. Le plan en "dix points" de Kohl, du 28 novembre 1989 (voir *Inprecor* numéro 299 du 11 décembre 1989) envisageait encore une évolution par étapes, réalisant l'unité dans un Etat fédéral commun en passant par une confédération. Il y était question d'une période de dix ans pour arriver à égaliser l'économie des deux systèmes sociaux différents, l'union politique étant considérée comme le couronnement du processus.



La déclaration de Modrow, en faveur de la réunification, rendait tous ces plans caducs. Depuis, le gouvernement fédéral bricole fiévreusement la concrétisation d'un plan contraire : d'abord l'union monétaire (prévue pour le 1er juillet) ; puis l'union politique — celle-ci étant programmée à peu près dans deux ans — préparée par la formation de commissions parlementaires communes aux différents niveaux et par un processus de "transplantation" en RDA des systèmes de droit civique, pénal et social de la RFA ; l'établissement rapide du système fédéral avec des *Länder* en RDA, pouvant déclarer séparément leur entrée dans la RFA (ce qui est prévu par la Constitution ouest-allemande).

Une fois que la bourgeoisie ouest-allemande se sera appropriée du pouvoir d'Etat, elle sera mieux en mesure de faire payer aux salariés les frais du douloureux processus d'"adaptation" (plus précisément les coûts de la réunification), puisqu'elle exercera alors également le contrôle politique et juridique sur les travailleurs de ce qui est encore, aujourd'hui, la RDA.

Les mesures essentielles dans ce sens seront préparées avant les élections fédérales en RFA, ce qui mettra le futur gouvernement devant un fait accompli. Il n'est même pas exclu que le gouvernement fédéral remette les élections (prévues pour décembre 1990) et avance la perspective d'élections pan-allemandes quelques mois plus tard.

Les "partis-frères"

Les partis politiques ouest-allemands ont commencé à organiser eux-mêmes les regroupements de différents groupes d'opposition en RDA, pour créer des "partis-frères" dans la perspective des élections à la Chambre du peuple, le 18 mars. Sans intervention directe des chrétiens-démocrates (CDU et CSU) et du Parti libéral (FDP) ouest-allemands, ni l'Alliance pour l'Allemagne (*Allainz für Deutschland*) conservatrice, ni le Parti libéral allemand (LDP) n'auraient vu le jour en RDA. Le Parti social-démocrate (SPD) s'était déjà mis au travail bien avant, mais il n'avait pas à craindre de résistance, vu la tradition social-démocrate toujours vivante en RDA.

Entre temps, les politiciens de Bonn ont joué un rôle prépondérant dans la campagne électorale en RDA. Dans les manifestations électorales, ils se comportent déjà en maîtres du pays, et certains se laissent même désigner comme candidats à la chambre du peuple (Elmar Pieroth, président de l'Association des professions libérales du CDU de l'Ouest et patron cé-



lèbre pour avoir vendu du vin empoisonné, est candidat pour le CDU de l'Est, et donc de l'Alliance pour l'Allemagne, et a déclaré vouloir devenir ministre de l'Economie, puisque les autochtones de RDA n'y comprennent rien en matière d'économie de marché !).

Le deuxième pas était de venir à bout des obstacles qui auraient pu se dresser contre une réunification immédiate : la contestation des alliés de la Deuxième Guerre mondiale, de l'Union soviétique surtout. Avec le plan Genscher, le gouvernement de Bonn a trouvé une formule par laquelle l'Allemagne unifiée resterait membre de l'OTAN, avec un statut militaire spécifique qui reste à préciser pour le territoire de l'ancienne RDA. Le pilier en serait la construction d'un nouveau système de sécurité européen auquel participeraient tous les Etats, à l'exception de l'URSS. Les Etats-Unis et l'URSS seraient les garants (*Garantiemächte*) de cet ordre. Ce concept permettrait l'intégration aussi bien des Etats neutres en Europe que des Etats du Pacte de Varsovie. Bien entendu, ce plan vise au démantèlement du Pacte de Varsovie. En même temps, le système de sécurité européen serait associé à l'OTAN dans son intégrité, d'une façon ou d'une autre.

Des troupes soviétiques pourraient rester stationnées sur le territoire de la RDA, des troupes des Etats-Unis sur celui de la RFA. La présence éventuelle de troupes de la *Bundeswehr* (l'armée ouest-allemande) sur le territoire de RDA est objet de controverses. Une autre interrogation subsiste sur la garantie de la frontière occidentale de la Pologne. Ces deux problèmes ne sont pas insurmontables pour la bourgeoisie. La bourgeoisie allemande est experte en matière de statuts militaires spéciaux pour certains territoires. Après la Première Guerre mondiale, le territoire des deux côtés du Rhin est resté une zone démilitarisée jusqu'aux années 30. Cela n'a pas empêché Hitler d'y entrer avec la *Wehrmacht*.

Modrow n'a pas insisté sur le concept de neutralité qu'il avait initialement pro-

posé. Après la rencontre au sommet d'Ottawa, l'Union soviétique semble prête, à son tour, à accepter le concept d'un nouveau système de sécurité européen, bien qu'il ne s'agisse nullement de la "maison commune européenne" décrite par Gorbatchev, mais d'une alliance impérialiste en Europe sous direction allemande. La situation interne de l'URSS et celle dans le COMECON ne paraissent pas permettre au Kremlin d'insister beaucoup sur ses conditions.

Le troisième pas du gouvernement fédéral sur le chemin d'une réunification à court terme est la réalisation rapide d'une union monétaire. Une commission bilatérale a déjà été établie pour en étudier les conditions. Cela a suscité des controverses dans la bourgeoisie ouest-allemande. Tandis que la majorité des spécialistes économiques, y compris la *Bundesbank*, mettait en garde contre les risques d'une union monétaire rapide, toutes les forces politiques s'en sont déclarées partisans et l'ont imposée jusqu'à nouvel ordre. L'opposition du président de la *Bundesbank* n'a d'ailleurs pas duré plus de 24 heures.

Pressions patronales

Néanmoins, les risques sautent aux yeux : l'important décalage économique entre la RFA et la RDA ne peut être surmonté dans un temps très limité, même dans le cas d'une Allemagne politiquement unifiée. Il faudrait élever le niveau des prix et des salaires dans la RDA d'aujourd'hui. Sinon, il faudrait affronter la perspective d'une migration continue, alors au sein du nouvel Etat.

D'autre part, les milieux patronaux insistent explicitement pour que le niveau des salaires dans le territoire de la RDA reste bas, car ce n'est que dans ce cas qu'il y aurait "incitation aux investissements de capitaux". Cela signifie que la RDA d'aujourd'hui sera la région pauvre de l'Allemagne à venir. Par ailleurs, les salaires de la classe ouvrière ouest-allemande subiront aussi une pression terrible. Le chômage s'aggravera rapidement : les estimations du nombre de personnes menacées de perdre leur emploi en RDA (dans l'année en cours) varient entre 800 000 et 2,5 millions. Ces chiffres se fondent surtout sur les projets de fermeture d'entreprises (le président du PDS, Gysi, parle de la moitié du parc industriel) incapables de résister à la concurrence ouest-allemande. Mais ceci reviendra à multiplier le nombre de chômeurs en un temps minimum. L'assimilation du système de sécurité sociale engloberait des sommes énormes. La privatisation massive d'entreprises, de terres,

de maisons et de logements en RDA pousserait à la spéculation et à l'inflation. L'aboutissement de ce processus, y compris de ses effets sur les marchés financiers internationaux, est incontrôlable.

Les représentants du patronat ouest-allemand ont donné les chiffres concernant les coûts d'une rénovation totale de l'économie de RDA. Il lui faudrait 800 milliards de DM (ce qui correspond à la somme de capitaux flottant en attente des possibilités de placement) pour l'infrastructure, l'approvisionnement en énergie, la construction de logements et l'assainissement des villes, l'appropriation et l'assainissement des usines. Mais personne, tant à l'Ouest qu'à l'Est, n'a fourni les chiffres des coûts sociaux.

Les diktats de Bonn

Le gouvernement fédéral prétend que les coûts de la "non-réunification" seraient tout aussi élevés parce que, dans ce cas, la vague de migration, qui cause déjà une certaine agitation sociale en RFA, ne pourrait pas être stoppée. Mais cette migration pourrait bien être endiguée si les citoyens de RDA étaient traités comme des immigrés normaux, et si Bonn était prêt à donner l'aide financière immédiate (entre 10 et 15 milliards de DM) revendiquée par le gouvernement de RDA et par la table ronde. Ce n'est qu'à ces conditions, que la perspective d'une reconstruction de la RDA pourrait être crédible pour les Allemands de l'Est.

Mais le gouvernement de Bonn le refuse, parce qu'il veut contraindre la RDA à s'incliner et désire une réunification rapide et inconditionnelle. Aux soucis patronaux, il répond par un calcul opposé : l'expérience des investissements du passé dans les pays dits de "commerce étatique" enseigne que la rentabilité est limitée, tant que subsiste la prédominance d'un système politique où l'Etat impose un cadre de conditions précises, où on ne peut pas disposer librement des travailleurs, où les conditions économiques globales sont dictées par des critères politiques et non par de purs critères de marché. Selon Bonn, si l'on veut que des investissements privés rapportent un maximum de profits, il faut alors imposer le système politique et juridique de la RFA à la RDA : « *Ce n'est que lorsque nous aurons le pouvoir politique, que nous pourrions, de ce fait, contrôler les conditions pour les investissements, que nous pourrions, alors, éliminer les facteurs négatifs pour le marché.* »

Cette voie est très lourde de risques pour la bourgeoisie, mais celle-ci pense qu'elle est en possession tant des moyens financiers que des moyens de répression

(police et unités spéciales para-militaires) et d'intervention politique suffisants pour en venir à bout.

Qui va payer la note ?

La question est : qui payera les coûts de la réunification ? Certainement pas le capital. En premier lieu, c'est la RDA qui devra les assumer. Un gigantesque processus d'expropriation menace de commencer au lendemain des élections du 18 mars : 500 000 anciens propriétaires fonciers, et au moins le même nombre de propriétaires de logements, réclament ce qui, jadis, leur appartenait.

Des entreprises traditionnelles de RFA sont déjà allées "voir sur place" ce qu'elles pouvaient glaner sur le territoire de RDA. Les trust négocient déjà avec les combinats : Siemens s'est précipité sur Robotron, Volkswagen sur IFA, Zeiss Ikon sur Zeiss Jena, les trois géants de la chimie sur les ateliers Leuna, etc. Une liste de 3 000 entreprises qui veulent s'approprier des usines de RDA à un prix très bas, ou créer des entreprises privées nouvelles, a été rendue publique. Les conditions sont dictées par le capital ouest-allemand avec une brutalité et une agressivité très poussées.

En deuxième lieu, ce sont les salariés de RFA qui payeront la note. L'Association des patrons de la métallurgie a déjà rejeté toute réduction supplémentaire du temps de travail ainsi que la sauvegarde du week-end libre, en faisant référence à la RDA. Le président de l'Association des Caisses d'épargne est même allé jusqu'à affirmer qu'une réunification nécessiterait la limitation des libertés syndicales et de négociations sociales. Les négociations sociales des métallurgistes et des imprimeurs de cette année vont représenter un test du rapport de forces.

On doit aussi mentionner d'autres formes de coûts à payer qui menacent les salariés en RFA : on parle d'établir, après les élections fédérales, des mesures de "sacrifice d'urgence" pour la RDA, donc, par exemple, des taxes supplémentaires. La pression politique pour que les augmentations salariales restent à un niveau très modéré se fait déjà sentir. Sous la pression de la concurrence de la RDA, le niveau des pensions et des services de santé va baisser mais leurs coûts vont, en revanche, augmenter.

Une grande coalition, qui va des chrétiens-démocrates jusqu'aux rangs de la social-démocratie, promet que le "temps d'adaptation" sera bref et suivi par un nouveau miracle économique. Dieu seul le sait ! Ce n'est pas à exclure. Mais il est un fait que la nouvelle Grande Allemagne sortira du processus de réunifica-

tion profondément déstabilisée. En tout cas, ce ne sont pas les promesses d'avenir qui importent pour les salariés, mais les charges qu'ils ont à porter dans l'immédiat. Dans cette optique, il faut s'attendre à ce que leur niveau de vie baisse et que leurs acquis soient sérieusement réduits.

A proprement parler, au lieu de "réunification", on devrait employer le terme d'"incorporation de la RDA", parce que c'est de cela qu'il s'agit et non pas d'une "unification" de deux systèmes sociaux qui gardent toujours des rapports antagoniques. Il s'agit de la conquête de la RDA comme nouveau marché pour le capital ouest-allemand et de la prise du pouvoir politique et social par la bourgeoisie ouest-allemande sur le territoire et la population de RDA : donc de l'extension de la RFA au territoire de la RDA. C'est bien l'*Anschluss* qui est en vue.

La peur

En RDA se forme maintenant une résistance aux mécanismes de l'*Anschluss*. Fin janvier, la Confédération allemande libre des syndicats (FDGB) a tenu son congrès, qui a adopté une loi syndicale réclamant un droit de veto pour les syndicats en matière de conditions du travail et de décisions qui affectent les entreprises (changements de forme de propriété, de structure d'entreprise, de fonctionnement, d'investissement, etc.), des mesures de défense contre le lock-out ainsi que le droit de grève. La FDGB veut imposer cette loi avant même les élections, le cas échéant par une grève générale. On peut s'interroger sur la force de combat qu'aurait une FDGB rénovée. La même motivation — « *Il faut que nous soyons dans les usines avant le capital* » — soutient le mouvement pour la reconstruction des conseils ouvriers qui, pour l'instant, reste faible.

Les locataires, hantés par la peur d'être dépossédés et mis à la rue se sont regroupés dans une association. Les plans capitalistes provoquent donc, pour la première fois dans un Etat à domination bureaucratique, un réflexe anti-capitaliste sur une large échelle. Ainsi, peut-être que l'opposition contre le capital réussira ce que l'opposition contre la bureaucratie n'a produit qu'à une échelle embryonnaire : une prise de conscience anti-capitaliste et un processus d'auto-organisation de la classe ouvrière et de larges couches populaires.

La social-démocratie en RDA, qui a toutes les chances de gagner les élections, a été le premier parti à avancer des mots d'ordre nationaux. Le candidat du SPD ouest-allemand à la Chancellerie, Oskar Lafontaine, s'est attaqué aux "coûts de la

cial-démocratie démontre ainsi qu'elle est le meilleur artisan de la réunification. Au mieux, les délais de la réunification pourraient se prolonger quelque peu avec une telle ligne. Mais cela ne change rien au caractère d'*Anschluss* que prend la réunification ni aux conséquences sociales pour une grande partie de la population.

A l'heure actuelle, l'intégration de la RDA par le capital semble inéluctable. Même un mouvement de grève revendicatif pourrait aujourd'hui tourner en grève pour l'unification et donc ne gagner des droits que dans ce cadre.

"Allemands de seconde zone"

Le temps est devenu un facteur décisif dans cette révolution. Si, face à l'écroulement de l'économie bureaucratique, on a une économie capitaliste en pleine croissance depuis sept ans ; si la révolution politique est exposée à une pression telle que celle exercée par l'impérialisme allemand ; si une issue alternative n'est pas présente à un niveau de masse ; et enfin, si la critique de l'ancien régime se superpose en permanence au débat sur quelle autre voie non-capitaliste, le temps disponible pour développer une alternative prend un caractère décisif. Ce temps n'existe pas en RDA. Il n'existe donc pas de champ pour gagner une large partie de la population à une autre forme d'économie planifiée.

Cela ne signifie pas que les gens passent avec armes et bagages aux côtés du capitalisme. En RFA, le projet d'une rapide intégration de la RDA a suscité une grande angoisse. Les salariés ne sont pas disposés à payer les coûts de la réunification. Des angoisses encore plus grandes existent en RDA. La population a peur que la réunification crée une catégorie d'"Allemands de seconde zone". Ina Merkel, la présidente de l'Association indépendante des femmes (voir *Inprecor* numéro 303 du 23 février 1990), peut s'appuyer sur un large soutien quand elle dit que le capitalisme lui aussi a "grand besoin" de réformes.

Plus qu'ailleurs, dans les deux États allemands, la population cherche une troisième voie qui lui épargne les malheurs du capitalisme et de la bureaucratie. Cela explique la popularité de la social-démocratie, qui est perçue comme la seule force capable de réaliser une telle perspective. Le "quand" et le "comment" de la réunification seront l'objet de fortes contestations sociales dans les deux États allemands. Leur issue déterminera les circonstances et le rapport de forces sous lequel elle se réalisera. ★

1er mars 1990

Victoire de Sajudis en Lituanie

Lors du premier tour des élections du Soviet suprême lituanien, le 24 février dernier, la majorité écrasante des 90 sièges a été remportée par des candidats déclarant s'engager dans une perspective d'indépendance à court terme.

Gerry FOLEY



LES CANDIDATS appuyés par le Front national démocratique, Sajudis, ont gagné 72 sièges, dont 13 sont revenus aux membres du Parti communiste indépendant. 9 sièges ont été remportés par des membres du PC indépendant qui n'ont pas reçu le soutien de Sajudis, et 9 autres par le PC croupion appuyé par Moscou (voir *Inprecor* numéro 303 du 23 février 1990). Sajudis donnait son appui à des listes favorables à la libération nationale multipartite. 9 sociaux-démocrates, 2 verts, et 2 démocrates-chrétiens ont été également élus avec son soutien.

Le deuxième tour des élections a été avancé. Il semble que Sajudis obtiendra les deux tiers des sièges et va déclarer rapidement l'indépendance, en devançant l'élection à la présidence de la République de Gorbatchev qui tente d'y opposer de nouvelles barrières légales.

Le résultat des élections suggère que le Parti communiste est divisé en trois groupes : l'aile du parti indépendant que Sajudis trouve acceptable, celle qu'il rejette, et aussi le parti croupion resté loyal à Moscou.

Sajudis, comme les autres Fronts baltes, a plusieurs membres du Parti communiste en son sein. Envers qui sont-ils loyaux en premier lieu ? Sajudis possède-t-il la force politique nécessaire pour maintenir à la fois un front large pour des objectifs nationaux et démocratiques et une orientation cohérente vers la libération nationale ?

Jusqu'à quel point la trajectoire de Sajudis est-elle déterminée par les pressions des groupes nationalistes tenants d'une

ligne plus dure et qui se trouvent hors de Sajudis ?

Dans le cas de la Lettonie, le Mouvement pour l'indépendance de la Lettonie (*Latvian Neatkarības Kustība*) a rapidement grandi et exerce une forte influence sur le Front populaire. En Estonie, il existe également de nombreux groupes indépendantistes, et le projet de réunir un Congrès estonien qui refuserait de reconnaître la légitimité du Soviet suprême de la République. Il existe aussi des groupes indépendantistes radicaux en Lituanie, mais il n'est pas aisé d'évaluer l'influence qu'ils exercent.

Différenciation politique

Les résultats des élections indiquent également que, dans la mesure où le régime du parti unique vole en éclats et que les choix économiques et politiques réels commencent à être posés, l'unité de Sajudis en tant que bloc anti-totalitaire s'effrite. C'est inévitable et signifie une avancée politique, mais présente néanmoins un danger immédiat quant à l'unité nécessaire pour mener à bien les objectifs du mouvement national. Edgar Savisaar, dirigeant du Front du peuple estonien (*Rahvarinne*) a mis l'accent sur ce problème à travers un long article dans le numéro du 26 janvier de *Reede* (*Vendredi*), l'hebdomadaire des écrivains estoniens.

Savisaar a pris note de l'émergence de douze partis, et averti que la fragmentation pourrait permettre au Parti communiste estonien de jouer un rôle de contre poids pour faire reculer le mouvement national. Un sondage effectué en décembre indiquait que seulement 9 % des votants dans la République appuyaient le PC : 2 % des Estoniens et 19 % des non-Estoniens (ces derniers constituent 40 % de la population de la République).

Le numéro du 23 février de *Reede*, rapporte les propos du dirigeant de Sajudis, Landsbergis, selon lequel les élections en Lituanie étaient une lutte entre le PC indépendant et Sajudis. Mais c'était une compétition compliquée, puisque Sajudis a appuyé la plupart des membres du PC indépendant élus au premier tour !

Le second secrétaire du PC indépendant, un Russe (en règle générale, les seconds secrétaires des PC des Républiques

sont russes), Vladimir Berezov, aurait lui déclaré que les Pays baltes devaient réfléchir sur la façon d'exercer une influence dans les négociations avec Moscou, vu que l'appui des forces démocratiques est essentiel pour atteindre leur objectif.

Si l'indépendance a été acceptée comme objectif immédiat par les Fronts nationaux et démocratiques des Pays baltes, la question des tactiques pour y arriver est également ardemment débattue. Selon Marju Lauristin, une dirigeante du Front populaire estonien et du Parti social-démocrate récemment fondé : « Le territoire annexé de la République estonienne, appelé République socialiste soviétique d'Estonie, est en transition vers une République estonienne indépendante. Nous avons tous intérêt à ce que cette transition soit la moins mauvaise possible pour tous les habitants d'Estonie, et sans grandes catastrophes économiques et sociales. Aujourd'hui, toutes les forces politiques estoniennes qui discutent de l'indépendance insistent sur le fait qu'elle doit voir le jour par la voie parlementaire. » (Reede, 16 février 1990)

La Pravda analyse les clivages du PC estonien

Les élections du 18 mars au Soviet suprême estonien, vont probablement se solder par la victoire des forces indépendantistes, bien que les règles électorales soient truquées. Le correspondant de la Pravda à Tallin rapporte que la situation dans le PC estonien semble relativement similaire à celle du PC lituanien avant la scission encouragée par Moscou.

« Jusqu'à une période récente, le PC estonien prenait ses distances avec les tendances séparatistes. Lors des plénums des comités du Parti, on déclarait que la sécession était impossible. Les groupes politiques tels le Parti de l'indépendance nationale, les Comités de citoyens, etc., étaient dépeints de manière négative. Mais, petit à petit, dans les rangs du PC aussi, l'idée d'une auto-détermination nationale a commencé à être débattue. » (Pravda du 1er mars 1990)

Ainsi, deux positions sont apparues lors de la conférence du PC de la République, accentuées, selon la Pravda par un conflit entre les Estoniens et les non-Estoniens. « La première variante a été baptisée : "Programme pour rénover le PC d'Estonie". Elle décrivait la période actuelle en Estonie comme transitoire. Cette période s'acheverait à l'indépendance. Le Parti devrait s'engager à lutter pour une Estonie indépendante et une société démocratique semblable à celles des pays scandinaves. Ses relations avec le PC d'Union soviétique ne seraient que

des rapports d'alliance, basées sur une idéologie commune.

« La deuxième variante est, plus modestement baptisée : "Programme d'action." Elle annonce une politique destinée avant tout à la réalisation des valeurs humaines universelles, à la construction d'une société qui tient compte des besoins des individus. La République serait un Etat souverain membre de la Fédération soviétique, et un Etat constitutionnel. Donc, l'Estonie aurait sa propre citoyenneté, participerait à l'activité des organisations internationales et son gouvernement élu déciderait de toutes les questions de sa vie interne. Le PC estonien serait une partie inaliénable du PCUS. »

Le correspondant de la Pravda garde un ton circonspect mais écrit, insidieusement : « Qu'est-ce qui a empêché les délégués de scissionner ? Je pense que l'un des facteurs majeur a été la résolution du plénum de février du Comité central du PCUS sur le 20e Congrès du PC lituanien lors » (référence à l'excommunication provisoire de la majorité du PC lituanien et au fait que Moscou ait mis sa force matérielle au service de la branche loyaliste).

La Pravda ajoute : « L'idée d'une paix civile [un compromis avec les non-Estoniens] commence à être développée même par les groupes politiques radicaux qui se maintiennent sur des positions séparatistes dures. Ainsi, après la fameuse assemblée de Tallin du 2 février, qui a résolulement adopté une "Déclaration sur la façon de mener à bien l'indépendance de l'Estonie", des documents caractéristiques sont parus dans la presse. La plupart des Comités de citoyens ont déclaré : "Une fois de plus, nous assurons les Russes, les Slaves et les autres nationalités qu'en République démocratique d'Estonie, la discrimination sur la base de la nationalité n'existera en aucun cas." »

Moscou sur la défensive

L'approche filandreuse de la Pravda, différente du ton grossier habituel de ce genre d'attaques, est évidemment motivée par le rapport de forces. Politiquement, Moscou est sur la défensive, son outil local de pouvoir était en train de se briser les reins en essayant de s'adapter à une situation qui échappe à son contrôle. Le seul avantage politique qui reste au PC estonien est le soutien apparent de près de 20 % de la population non-estonienne. C'est cette carte qu'il joue.

Dans le numéro du 16 février de Reede, Edouard Tinn, représentant le PC, répond à l'article de Savisaar du 26 janvier, et déclare que le PC estonien est la seule force capable de résoudre la "question russe" en Estonie : « Si nous allons

vers un Etat démocratique normal, voulons-nous qu'il y ait dans le futur parlement des partis séparés qui seraient les porte-parole d'une population non-estonienne qui représente 40 % de l'ensemble de la République — c'est-à-dire des partis formés autour de principes ethniques et linguistiques ? »

Mais qu'est-ce qui attire spécialement les non-Estoniens dans le PC, si ce n'est une identification avec le pouvoir de l'Etat russe, sensé défendre contre des pressions réelles ou présumées de la population indigène ? Mais selon cette logique, le PC ne servirait pas de pont entre les différentes communautés mais survivrait et se basant sur les craintes des non-Estoniens. Mais c'est apparemment pour cette même raison — son identification avec la dictature stalinienne et grand-russe — que la majorité des non-Estoniens s'en est éloignée. C'est le mouvement démocratique national qui a pris en charge la cause de la démocratie de la manière la plus constante et énergique.

Menaces contre la Lettonie

En Lettonie, ceux qui ne sont pas originaires de la région forment presque la moitié de la population. Moscou a répondu brutalement à la croissance et à la radicalisation du sentiment national. On a mentionné de nombreuses menaces, dont un détachement de militaires reprenant le slogan « Aujourd'hui, l'armée est neutre », insinuant que demain elle pourrait ne plus l'être. Une campagne très importante sur des présumées insultes envers les militaires y a été menée.

La Pravda du 22 février présentait une "Lettre des vétérans soviétiques" dénonçant les tentatives du Soviet suprême letton pour corriger les vieilles affirmations stalinienne prétendant que le peuple letton avait revendiqué l'incorporation de son pays à l'URSS. Le 24 février, le même journal publiait une déclaration du Conseil des ministres de l'URSS, intitulée "Contre la distorsion de la vérité historique", qui reprend également les vieux mensonges, aujourd'hui dénoncés tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'URSS.

La situation politique dans les Républiques baltes devient de plus en plus instable, et cela a une importance clé pour le mouvement démocratique à travers toute l'Union soviétique. Malgré la montée d'autres mouvements nationaux et démocratiques, dont l'un des plus décisifs en Ukraine, ils restent la figure de proue de la lutte nationale-démocratique. Les élections législatives dans ces Républiques seront sans doute suivies de nouveaux pas vers l'indépendance. ★

5 mars 1990

Débat sur la question nationale

L'INTERVIEW ci-contre de Boris Kagarlitsky nous intéresse à plus d'un titre. D'une part, pour les informations qu'il apporte sur les activités de la gauche marxiste en Union soviétique, d'autre part pour son jugement sur la classe ouvrière et les questions nationales. C'est sur ce dernier point que nous avons un désaccord qui mérite d'être à nouveau souligné (le débat avait déjà été entamé à propos d'un article du même camarade, dans le numéro 283 d'*Inprecor*, du 6 mars 1989). Le point de vue de Kagarlitsky est d'ailleurs très dominant dans la gauche marxiste en Russie (voir également la lettre de Piotr Laskine, p. 22).

Précisons d'abord ce qui ne fait pas problème entre nous. Il y a un accord sur le droit à l'auto-détermination, donc à la libre séparation des Républiques non-russes. Kagarlitsky et ses camarades mènent une campagne contre le chauvinisme grand-russe de Pamiat (l'organisation d'extrême droite russe) et son anti-sémitisme. Nous sommes aussi d'accord pour souligner l'insuffisance du programme concret des mouvements nationaux des Républiques non-russes par rapport aux travailleurs. Il y a évidemment accord aussi sur la dénonciation des crimes politiques du passé stalinien.

Cependant, la relation entre la conscience nationale et sociale chez les ouvriers non-russes est un problème complexe qu'il faut analyser concrètement et qui se présente apparemment d'une façon différente selon les Républiques. En Arménie et en Lituanie les revendications nationales ont pris le devant des mobilisations de masse. Le caractère massif des fronts ne fait pas de doute, et il est donc clair qu'ils disposent également d'un large soutien ouvrier. La situation est différente en Ukraine.

Le problème se complique quand il existe, comme en Estonie, une classe ouvrière russe et la divergence porte sur la façon de traiter cette situation. Les ouvriers russes ne sont certes pas en position "dominante" en Estonie (il s'agit de travailleurs non qualifiés occupant des postes refusés par les Estoniens), et ils y sont allés pour trouver du travail. Mais, « le centralisme bureaucratique a facilité le processus en finançant de façon planifiée les embauches et les logements de ces travailleurs » et il y a en outre « une situation dominante [de la langue] russe au plan de la Fédération, et parfois régionalement. » (voir l'article de C. Verla dans *Inprecor* numéro 283 du 6 mars 1989). De plus, l'assimilation forcée des Républiques baltes (et de la Moldavie) à l'URSS, de surcroît par des accords secrets entre Staline et Hitler — comme cela a été largement révélé, y compris dans la presse soviétique (voir la rubrique "Glasnost", dans *Inprecor* numéro 292 du 4 septembre 1989) — impose une reconnaissance particulière des sentiments nationaux qui s'y expriment.

Au Caucase, où existe une lutte à plusieurs dimensions, il faut éviter les jugements à l'emporte-pièce, *a fortiori* dans une interview qui n'a pas la vocation d'exprimer une analyse exhaustive. A l'origine du problème, des erreurs graves ont déjà été commises par le pouvoir bolchevique dans les années 20 (voir *Inprecor* numéro 302 du 9 février 1990). La responsabilité de la bureaucratie centrale (avant tout russe) et locale, dans le pourrissement de la situation actuelle au Caucase est accablante. La récente intervention militaire de Gorbatchev en Azerbaïdjan (voir *Inprecor* numéros 301 et 302 des 26 janvier et 9 février 1990) montre que, même en ces temps de "glasnost", les minorités nationales d'URSS ont de bonnes raisons de se méfier de la brutalité et du cynisme de l'Etat central. La presse libérale soviétique elle-même a dénoncé cette "expédition punitive" (voir *Les Nouvelles de Moscou* du 16 février 1990).

En général, la gauche russe a tendance à analyser principalement les manipulations bureaucratiques et les points de vue libéraux-marchands derrière les mouvements nationalistes. Il est nécessaire d'en faire état. Mais il ne faut pas utiliser deux poids deux mesures. Les fronts populaires baltes ne sont pas homogènes. Par ailleurs, (comme l'explique Kagarlitsky lui-même dans son interview) la gauche marxiste en Russie est aussi amenée à côtoyer, voire même dans certains cas à collaborer ponctuellement avec des secteurs de l'appareil et des forces libérales-marchandes non moins manipulatrices...

Le ton que l'on emploie dans les critiques envers les mouvements nationaux minoritaires est aussi très important. Toute arrogance, surtout venant de Russie, ne peut qu'être perçue par les nations opprimées comme une manifestation du chauvinisme de la nation dominante, dont elle est d'ailleurs l'une des caractéristiques.

En abordant la question nationale en URSS, il est donc nécessaire (surtout quand on est en Russie) de mettre d'abord l'accent sur les crimes staliniens et de dénoncer, au-delà de Pamiat, le chauvinisme grand-russe et les manipulations de l'appareil central. Le rôle de la gauche en Russie, consiste sans aucun doute à expliquer ce passé à la classe ouvrière russe (notamment en Estonie) et à lui faire admettre le nécessaire respect de la priorité aux langues minoritaires et, au-delà, la reconnaissance du droit à l'auto-détermination des nations opprimées, non seulement en parole, mais aussi en pratique. C'est aux marxistes de ces nations opprimées qu'il appartient, en revanche, de critiquer plus explicitement les faiblesses des mouvements nationaux et de mettre en avant, notamment dans les Républiques baltes, un programme qui puisse aussi gagner la confiance et l'adhésion des ouvriers russes. ★

Catherine Verla/Erdal Tan

Les persp la gauch

Interview de B



Boris Kagarlitsky
auteur de plusieurs
animateurs du Front
et du Comité pou

INPRECOR : Parle-moi du Parti socialiste que tu essayes de construire ?

Boris KAGARLITSKY : Effectivement, nous sommes en train de mettre en place un parti socialiste. Mais toute discussion là-dessus n'aurait pas eu de sens si un mouvement ouvrier n'était pas apparu en Russie, pour la première fois en 60 ans. C'est un mouvement qui a évolué à une vitesse surprenante à travers plusieurs des étapes historiques que les mouvements ouvriers occidentaux ont traversé pendant plusieurs décennies : de grèves spontanées à des divisions professionnelles sectorielles impressionnantes (le manque de confiance initial et l'hostilité des autres travailleurs envers la grève des mineurs) et à la formation de syndicats indépendants et de mouvements politiques.

Nous représentons les Comités des nouveaux socialistes et nous existons dans plusieurs villes et régions. Un congrès est prévu pour janvier, et il est possible qu'il décide de la fondation d'un parti. Depuis la grève de juillet, un réalignement des forces politiques s'est produit. Auparavant le paysage politique était limité à l'opposition entre libéraux et conservateurs. Mais il apparaît aujourd'hui que, tandis que les conservateurs ont gardé leur base sociale, le front des libéraux s'est divisé. Il s'est transformé en un groupe étroit, centré sur Moscou. Au même moment, une gauche a commencé à émerger : c'est le mouvement ouvrier, comme les Nouveaux socialistes qui cherchent à construire leur base dans la classe ouvrière et ont déjà des liens importants avec les comités de grève.

◆ **Qui sont les conservateurs ?**

C'est une révolte de l'appareil, comme par exemple le Front uni des tra-

ctives de marxiste

is Kagarlitsky

logue marxiste et rages, est un des populaire de Moscou parti socialiste.



ailleurs (FUT). Plus personne ne tremble devant Gorbatchev. Depuis six mois les libéraux criaient : nous devons avancer la date du prochain congrès du Parti ! Et ils n'ont rien mené à bien. Aujourd'hui, il semble que l'appareil appuie cette revendication. Le rassemblement de masse du Parti organisé le 24 novembre par les comités du parti de Léninegrad représente le populisme conservateur. Ce secteur de l'appareil essaye de trouver une base sociale dans la partie des masses qui, non seulement n'a rien reçu des réformes, mais qui, de plus, est incapable de résister de manière indépendante. Dans le Manifeste du Parti communiste, Marx et Engels ont évoqué le socialisme réactionnaire de l'aristocratie dirigé contre la bourgeoisie. C'est identique : ils s'orientent vers le passé et vers les masses contre la nouvelle élite, et cela menace de faire chavirer la barque de Gorbatchev.

◆ *Que penses-tu de l'économiste Sergeev (professeur de la Haute école des syndicats), qui s'est révélé être le principal théoricien du FUT ?*

Sergeev et les autres, en pratique — bien que non explicitement et peut-être même pas nécessairement consciemment — font appel à la partie conservatrice de l'appareil et, à travers elle, aux couches de la classe ouvrière qui ne sont pas encore réveillées et continuent à suivre l'appareil, tant organisationnellement qu'idéologiquement. Quand une crise éclate, nous allons vers les travailleurs ; ils s'adressent aux comités du Parti. Nous ne rejetons pas en principe la possibilité d'une coopération avec le FUT dans la mesure où des travailleurs en font partie. Mais nous ne pouvons pas discuter avec la direction actuelle des FUT de Moscou et de Léninegrad. Il semblerait

également qu'il y aurait un nombre significatif de membres de Pamiat dans le FUT de Moscou, malgré le fait que Pamiat considère la révolution d'Octobre comme une catastrophe et soit anti-socialiste.

Le FUT ressemble au mouvement de Zubatov [Syndicat de la police en Russie avant la révolution de 1905]. Mais le régime tsariste avait fini par perdre le contrôle de sa créature, et le mouvement était devenu révolutionnaire. Cela peut se produire aussi avec le FUT.

◆ *Vos analyses de la réforme en cours et celle du FUT, dans ce que vous décrivez comme la droite et la gauche, ont des points communs.*

Nous sommes d'accord sur le fait que le concept de la réforme actuelle conduit uniquement au chaos et à la désintégration de l'économie et du pays. Mais ils rêvent d'un retour au passé, et nous rêvons d'une réforme démocratique. Or, il s'agit d'une réforme qui nécessite une dose considérable de centralisme. Sur ce thème, à propos, nous avons des alliés dans le mouvement écologique, dont les membres comprennent le besoin de centralisme. La décentralisation, telle qu'elle est actuellement pratiquée, signifie uniquement le brigandage des ministères, qui détiennent des monopoles de production. Un réel programme de restructuration de l'économie requiert de puissants instruments de planification centrale.

Mais ces instruments devront être utilisés pour introduire des relations de marché, dans le sens de la création de conditions qui donnent du pouvoir aux consommateurs, rendent possible une politique de disparition des monopoles, la création de conditions pour la concurrence. Mais il s'agit d'une concurrence qui servirait pour le bien de tous. C'est ce qu'Ota Sik a baptisé le cadre macro-économique.

Ce qui est principalement nouveau dans ce modèle de socialisme — et les travailleurs revendiquent spontanément la même chose — c'est la fin de la propriété en tant que propriété abstraite de l'Etat et son transfert à des Soviëts à différents niveaux, depuis le national jusqu'aux micro-districts. Et, d'en bas, il pourrait exister un contrôle par des organisations autogérées, ou par des associations, ou par des entreprises autogérées. La propriété collective, c'est-à-dire la possession des entreprises par les travailleurs, est également possible, sous forme d'un secteur coopératif, bien que personnellement je n'apprécie pas trop cette idée. Un secteur privé pourrait également exister.

Le FUT appelle à fermer les coopératives, dont les revenus élevés, les prix et les pratiques crapuleuses ont créé une colère populaire considérable. Nous nous opposons à cela. Elles devraient plutôt être taxées ou l'on devrait restreindre leur utilisation de main-d'œuvre salariée. Mais le secteur d'Etat n'utilise-t-il pas aussi de la main-d'œuvre salariée ?

◆ *Peux-tu nous dire comment tu vois les attitudes des ouvriers vis-à-vis du marché ?*

Les travailleurs sont favorables au marché. Toute la question est de savoir comment ils l'entendent. Tous les travailleurs croient, à des degrés divers, que le marché leur permettra de résoudre certains problèmes qui, pour l'instant, restent sans solution. Mais alors que les libéraux, comme Shmelev et Popov, identifient le marché avec le capitalisme et tentent de s'en servir comme alibi pour demander des privatisations, l'apparition d'un actionnariat, l'admission des multinationales, les travailleurs pensent que l'introduction de certains stimulants via le marché signifierait une organisation plus rationnelle du travail, leur permettrait de gagner davantage d'argent pour l'investir socialement et créerait également la base nécessaire à l'autogestion.

Nous, les membres des Nouveaux socialistes, nous envisageons l'introduction d'éléments de marché par le gouvernement comme l'apport de certains éléments de rationalité à l'économie et, parallèlement, comme une intensification des contradictions de classes et de la résistance sociale. Voilà l'envers du décor. La réforme de marché du gouvernement va stimuler les travailleurs, et c'est très positif. Cependant, jusqu'à présent, nous avons connu une situation de



pénurie générale de main-d'œuvre et un marché du travail excédentaire. Le but de la réforme gouvernementale est de changer cela, de créer un marché du travail déficitaire. Mais il est très peu probable que cela aille jusqu'à engendrer un chômage de masse. Les travailleurs répondraient avec une vague de grèves et de manifestations. Ainsi la réforme gouvernementale est apparemment une phase que les travailleurs vont devoir traverser (jusqu'à ce qu'ils développent leur propre programme de réformes).

La réforme du marché en cours n'apportera pas les résultats espérés. Au mieux, elle introduira quelques rapports

de marché, mais combinés aux rapports bureaucratiques traditionnels. Si cela crée une rationalité du marché à certains niveaux, cela la détruira à d'autres. Elle conduira à un marché délirant, au chaos. Tant que l'Etat fixait les prix, même s'ils étaient souvent artificiels, il essayait au moins de prendre en compte les coûts de production. Avec cette réforme, des prix différents seront pratiqués selon les régions. Il existera des dizaines, voire des centaines de marchés particuliers. L'argent ne sera plus le moyen d'échange universel.

L'économie est effectivement dominée par des monopoles. Afin de créer une concurrence, on a besoin d'un Etat central fort capable de prendre des décisions pour l'investissement qui créent les conditions de la concurrence. Paradoxalement, la création d'un marché requiert la création d'une planification centrale qui, pour l'instant, n'existe pas. Nous ne sommes donc pas opposés en principe au marché. Bien sûr, il peut tout à fait exister des contradictions entre l'organisation socialiste du travail et le caractère marchand de l'économie. Mais, ce sont des contradictions qui peuvent être résolues tout au long d'une époque historique entière.

◆ *Cela ressemble beaucoup à l'analyse d'un petit nombre de chercheurs sociaux marxistes de différents instituts de Moscou et de l'université.*

Oui, nous travaillons avec eux. Ils ont formé un club de "Chercheurs marxistes". Certains ont publié récemment des articles critiquant la réforme dans le journal économique populaire *EKO*. Il est notable qu'ils n'aient pas demandé à Sergeev de participer. C'est comme si vous aviez une personne malade en face de vous. Sergeev a effectué un bon diagnostic : œil infecté, rhume de cerveau, otite. Mais son remède est : qu'on coupe la tête ! Il est difficile de dire à quel degré cela correspond aux attitudes d'une partie des travailleurs. Pendant ce temps, les libéraux mettent l'accent là-dessus et disent : regardez comme il exagère. Nous ne voulons qu'enlever les yeux. En outre, je pense qu'une réforme monétaire est inévitable.

◆ *Parle-moi un peu de Sotsprof, la Fédération des syndicats socialistes à laquelle tu participes. En lisant quel-*

ques unes de ses publications, j'ai été surpris de voir qu'ils voulaient faire entrer des syndicats de coopérateurs dans la fédération. Or plusieurs coopératives utilisent des travailleurs salariés. Ne sont-elles pas des organisations d'employeurs ?

C'est un problème important. Je pense aussi que beaucoup des coopérateurs sont en réalité des entrepreneurs privés. Mais étant donné que c'est une fédération, si les coopérateurs y entrent, ils seront probablement marginaux. Dans tous les cas, Sotsprof n'a pas encore tenu de conférence de fondation ; donc on ne sait pas



encore qui aura la haute main sur Sotsprof et ce que cela représentera.

En vérité, Sotsprof a deux faces, celles de ses deux dirigeants — Khramov et Volovik. En lisant leurs documents respectifs, on a l'impression qu'il s'agit de deux organisations différentes. Khramov, océanographe de profession, est un social-démocrate par essence. Il a des positions modérées quant à ses relations avec les autorités. Il ne veut pas que la politique entre dans Sotsprof, ne veut pas de conflits avec les autorités et ne pas attiser la lutte des classes. Il est modéré, et ses positions sont conciliatrices. Volovik, pour sa part, est partisan d'un modèle de syndicats combattifs. Récemment, à Vorkuta, il a soulevé la colère des autorités en déclarant : « *Nous sommes contre le gouvernement. L'on ne demande pas des choses à son ennemi. On se bat contre lui.* » Volovik est ingénieur. Il a travaillé pendant six mois comme ouvrier dans une usine et maintenant travaille à plein temps pour Sotsprof.

C'est l'un des dirigeants potentiel les plus prometteurs des Nouveaux socia-

listes. Il existe donc deux positions à l'intérieur de Sotsprof : l'une orientée vers le modèle social-démocrate occidental et l'autre vers la gauche occidentale.

◆ *Parlons maintenant un peu des mouvements nationalistes.*

Dans les Pays baltes, ces mouvements sont ancrés dans une large mesure sur les parties libérales et nationalistes de l'appareil local d'un côté, et sur l'intelligentsia nationaliste de l'autre. Ils sont appuyés par la classe ouvrière, c'est certain, mais n'ont pas de racines dans la classe ouvrière.

En Estonie, la classe ouvrière, qui est pratiquement toute de langue russe, est hostile au mouvement nationaliste. Mais, même en Lituanie, où le Syndicat des travailleurs fait partie de Sajudis (le mouvement national) son dirigeant, Kazimir Suoka, qui est aussi un membre loyal de Sajudis, se plaint constamment que Sajudis se moque totalement des intérêts des travailleurs. D'un côté, il se plaint de l'échec de Sajudis à prendre en charge ce qui concerne les travailleurs. Mais, de l'autre, il fait tout pour orienter les travailleurs vers Sajudis. Il existe aussi un nombre significatif de travailleurs parlant russe et po-

lonais en Lituanie, et même des Lituanais qui, bien qu'ils ne soient pas ennemis de Sajudis, ne s'y identifient pas (1).

◆ *Que représente exactement le Syndicat des travailleurs en Lituanie ?*

Il a été fondé par Suoka comme une espèce d'aile de Sajudis pour la classe ouvrière. Mais il devient de plus en plus clair actuellement que si le Syndicat des travailleurs développe en fin de compte sa propre personnalité, il sera très différent de Sajudis. Ainsi, même en Lituanie, les différences de classe commencent à être très ressenties. En Lettonie, où des clubs de travailleurs sont apparus, leurs dirigeants ont rejoint le Front populaire, mais tous se plaignent aujourd'hui également qu'il se moque éperdument des travailleurs et ne fait aucun effort pour dépasser les divisions nationales à l'intérieur de la classe ouvrière. Même

1) Lors des récentes élections, le Sajudis a été majoritaire. Voir l'article de G. Foley, page 16.

Egeryonok, l'un des dirigeants du mouvement ouvrier à l'intérieur du Front populaire de Lettonie, a écrit dans le journal du Front, *Atmoda*, que le Front populaire ne suivait pas quand les travailleurs réalisaient des efforts pour aplanir ces divisions. Cela en dit beaucoup. Bien sûr, la bureaucratie locale est très intéressée par le maintien des divisions nationales.

En Estonie, en revanche, la confrontation nationale a pris un caractère de classe clair, vu que la classe ouvrière parle russe, tandis que l'intelligentsia, la bureaucratie et les coopérateurs sont Estoniens.

◆ *Peux-tu nous parler de l'organisation des travailleurs russes en Estonie, Interdvizhenie ?*

Elle a deux tendances. L'une est conservatrice, proche du FUT et représente actuellement la majorité. Il y a aussi une minorité, proche de nous, les Nouveaux socialistes, dirigée par Konstantin Kignadze, l'un des fondateurs d'Interdvizhenie. Il est favorable à la création d'un parti socialiste sur une base de classe et non nationale. Mais, à présent ce n'est pas possible en Estonie, vu que le fossé national est très profond. Je considère que les responsables du Front national en sont responsables en très grande partie. Au début, la population parlant russe réagissait favorablement vis-à-vis ce mouvement. Si les problèmes avaient été posés, non sur des bases nationales mais sur des bases sociales et démocratiques, la situation aurait évolué différemment.

Ainsi, d'un côté les mouvements nationaux dans les Pays baltes ont représenté une force pour le développement du pluralisme dans l'ensemble du pays. Ils ont conduit à l'émergence de nouvelles possibilités démocratiques. Ils ont contribué à modifier le processus politique qui était au point mort. Je ne les attaque absolument pas sur toute la ligne et je ne prends pas mes distances avec eux. Mais, à côté du potentiel démocratique qu'ils contiennent, existe aussi un fort élément national-bureaucratique. Le fait que le Vice premier ministre d'Estonie soit Edgar Saivis, un dirigeant du Front populaire, et que des membres du Comité central du PC estonien non seulement aient des rencontres avec des membres du Front populaire mais président en fait ces rencontres en dit également long.

◆ *Tu as dit qu'il s'agit d'une coalition de l'intelligentsia nationaliste et du secteur national libéral de l'appareil. Mais qu'est-ce que ce dernier pense qu'il se passera après l'indépendance ? L'un d'entre eux a accordé une interview au Canada où il disait*

que le Front populaire ne faisait qu'utiliser les communistes comme écran contre Moscou, mais qu'une fois l'indépendance obtenue, ils seraient mis dehors.

C'est une illusion. S'ils obtiennent l'indépendance, ils seront encore davantage les rangs contre le peuple. Et cela parce qu'ils auront perdu l'appui des travailleurs. Cela s'est déjà produit en Estonie. Ce n'est pas encore aussi clair en Lettonie et en Lituanie. L'intelligentsia devra choisir entre le peuple et l'appareil.

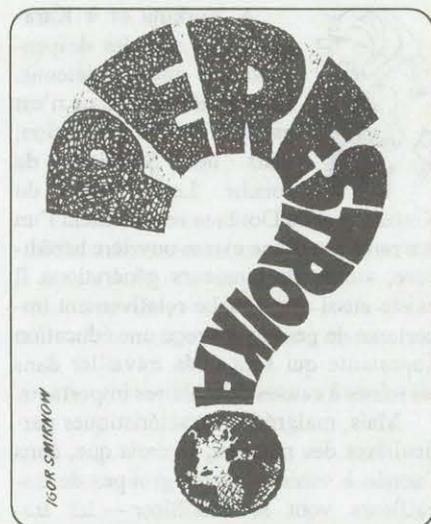
J'ai des réserves si importantes envers les mouvements nationaux parce que les camps ont été formés sur une base nationale, mais les problèmes réels ne peuvent pas être résolus dans le cadre des Républiques particulières.

◆ *Cela peut être objectivement vrai. Mais vous avez le problème de la conscience des gens. Tu te rappelles que Lénine a dit : « C'est facile d'être internationaliste quand on appartient à la nation dominante ».*

Mais toi et moi sommes Juifs, et nous n'appartenons pas à la nation dominante. Mais, sérieusement, nos camarades sont des internationalistes authentiques. J'ai été très frappé, en allant au Karaganda de constater une absence totale de divisions nationales et ethniques. Or, il y existe de nombreuses nationalités : les Kazakhs, les Russes, les Tatars, les Ukrainiens et de nombreux autres groupes qui ont été exilés là. Les mineurs étaient très unis et quand j'ai demandé à l'un d'eux ce qu'il pensait des divisions nationales, il a répondu : « Descends dans la mine. Là tout le monde porte des masques et est couvert de saleté. Alors tu verras si les questions nationales se posent. » Ils ont une approche totalement différente de celle des Fronts populaires des Républiques.

◆ *Le Soviet suprême lituanien vient de voter une loi garantissant les droits culturels, civils et politiques égaux aux minorités de la République. Cela semble très progressiste.*

Cela ne s'est produit qu'après que les Polonais, qui sont majoritairement regroupés dans un village à l'extérieur de Vilnius, se soient auto-proclamés région autonome. Les Lituanais n'avaient pas le choix. Ceci ne s'est pas encore passé en Estonie. Les Estoniens se sont mobilisés contre l'oppression impérialiste des petits peuples par le régime soviétique et par les Russes. Mais, dès que leur propre minorité russe a commencé à parler de cette ma-



nière, ils ont déclaré que l'Estonie était une et indivisible. En Géorgie, le mouvement national pousse également à l'indépendance par rapport à l'Union soviétique. Mais quand les Abkhazes ou les Ossètes du Sud ont demandé à se séparer de la Géorgie, les Géorgiens n'ont pas voulu en entendre parler. Paradoxalement, la Géorgie est probablement la République qui se trouve actuellement le plus près de la séparation. Ils n'ont pas de minorité russe pour leur poser des problèmes, mais ont leurs propres minorités.

Il existe énormément d'irrationalité et d'illusion dans ces mouvements nationaux, l'illusion qu'une fois que l'indépendance aura été gagnée, tous les problèmes disparaîtront. En Arménie, le mouvement revendique l'indépendance parce que le gouvernement soviétique ne lui permettra pas d'entrer en guerre avec la Turquie et l'Azerbaïdjan pour retrouver ses terres ancestrales (2). Bien sûr, les Arméniens seront perdants dans une telle guerre. D'autre part, les Azéris se soulèvent parce que l'Union soviétique ne garantira pas l'intégrité de leur République contre les Arméniens qui veulent le Nagorni-Karabagh. Un officier revenu récemment du Caucase a déclaré qu'il y avait vu de véritables batailles comme il n'en avait pas connu de semblables lors de son service en Afghanistan.

Une chose, alors, est d'appuyer le droit démocratique à faire sécession, autre chose est de dire que les socialistes doivent donner leur appui à tous les mouvements de sécession.

◆ *Revenons à la situation des travailleurs, quelles sont les origines sociales des mineurs ?*

2) Il semble que la réalité soit moins simpliste ! Voir *Inprecor* numéro 302 du 9 février 1990.



A Vorkuta et à Karaganda, ce sont les descendants des anciens détenus. Dans le Kouzbass, ce n'est pas la première génération, mais des Sibériens de souche. Les mineurs du

Kouzbass et du Donbass représentent l'un des rares cas d'une classe ouvrière héréditaire, vieille de plusieurs générations. Il existe aussi une couche relativement importante de gens ayant reçu une éducation importante qui sont allés travailler dans les mines à causes des salaires importants.

Mais, malgré les caractéristiques particulières des mineurs, je crois que, dans l'année à venir, d'autres groupes de travailleurs vont se mobiliser — les travailleurs de l'industrie vont commencer à bouger, peut-être dans la métallurgie, certainement dans les transports.

◆ *Les mineurs du Donbass sont-ils inquiets par rapport à un projet de fermeture des mines. Si un marché réel est introduit, il est clair que de nombreuses mines seront fermées car elles ne sont plus rentables.*

Ils sont bien sûr préoccupés. Mais c'est vrai que beaucoup de puits ont réellement besoin d'être fermés. Or la question n'est pas simplement de les fermer, mais de créer de nouveaux lieux de travail, une nouvelle économie, de donner une nouvelle formation aux mineurs, de cultiver la terre, de la sauver écologiquement. Il y a beaucoup de charbon qui est stocké dans des décharges car il est considéré comme détérioré. Quelques uns disent que la région pourrait vivre pendant une génération entière uniquement sur la récupération du charbon de ces énormes entassements. Mais, pour le faire, une nouvelle technologie est nécessaire.

Cela demande des investissements de capitaux considérables et leur contrôle démocratique. Si le marché libre a le droit de décider, une solution à la Thatcher se dégagera : la région sera abandonnée, et ce sera la fin de ce mode de vie. Les mineurs comprennent qu'il existe deux façons de faire. Ils ont soulevé le problème d'un nouveau profil économique de la région de façon très sérieuse. Ils savent que cela ne peut pas se produire spontanément à travers les forces du marché. Ils ne peuvent pas compter non plus sur les directeurs, qui ne se préoccupent pas de se qui se passe. Cela demande une réflexion, une stratégie à long terme, et cela ne peut être réalisé que sur une base démocratique. ★

Propos recueillis par David SEPP
Moscou, 25 novembre 1989

Lettres de Léninegrad

Nous publions ci-dessous de larges extraits de deux lettres envoyées à notre camarade David Seppo par son correspondant en URSS, Piotr Laskine, militant marxiste des organisations informelles de Léninegrad.

Piotr LASKINE



DANS une période de révolution, ou de quasi-révolution (comme cela se passe pour l'instant ici), chaque jour équivaut à une année d'évolution pacifique. Durant ces 120 derniers jours, nous avons connu : la première

session du Soviet suprême — que le pays entier a regardé et écouté, tout comme il l'a fait pour le premier Congrès des députés du peuple. Le congrès et la session ont fait davantage pour l'éducation politique des larges masses et pour l'augmentation de leur compétence sur les questions les plus variées touchant à notre pays que les 65 années précédentes réunies, les grèves, la crise permanente au Caucase et dans les Pays baltes.

Tu possèdes un avantage très important sur la majorité absolue des citoyens soviétiques car il me semble que tu trouves le temps de lire notre presse et nos revues économiques. Le citoyen soviétique moyen, comme moi, n'en a pas le temps, et donc il connaît les idées des intellectuels "radicaux" favorables au marché, tels G. Popov et N. Shmelev, mais n'a jamais entendu parler des marxistes comme Y. Sukhotin, V. Bogatchev et N. Buzgalin. Il est difficile de dire à quel point nos intellectuels "de gauche" sont motivés par le désir d'aller eux-mêmes vivre à l'Ouest. De tels états d'esprit (avant vers le marché !) se diffusent à la vitesse de la lumière et sont appuyés par notre propagande officielle (et aussi "informelle").

Je te le dis honnêtement : je me trouve actuellement dans une position idéologique très étrange. Il y a un an encore, dans

mon groupe "informel" nous étions tous unis. Aujourd'hui (c'est-à-dire depuis environ la seconde moitié de 1988) tous nos démocrates ont commencé à évoluer vers la droite quant à leur pensée socio-économique. Cela va à l'encontre de mes idées. Au niveau politique (la démocratie !), tout comme au niveau des actions pratiques, j'ai quelques petites divergences avec mes camarades. Mais, quand il s'agit de nos idées sur un ordre socio-économique, les divergences augmentent notablement.

Nous avons ce qu'on appelle un Front uni des travailleurs (FUT). Son idéologie (phraséologie) est, pour dire la vérité, très proche de la mienne. Mais c'est une fiction et une création de la partie conservatrice de l'appareil. Nous devons développer le marché — c'est une nécessité objective, que cela nous plaise ou non (et cela ne me plaît pas). Toute direction, quelle soit de droite ou de gauche, Pamiat, Ligatchev, Yakolev, Afanassiev, sera *forcée* de suivre cette voie. Mais la question est : jusqu'à quel point ? Et la question suivante est : cela devra-t-il être applaudi, être considéré comme une *fin* en soi, ou simplement comme un *moyen*. Là nous disons : nous sommes forcés de faire cela, mais c'est parce que n'avons pas le choix.



En général, les pays socialistes sont toujours sortis des crises socio-économiques en élargissant les rapports de marché. Cela semble être une règle : l'URSS en 1921 et en 1933 (élargissement du marché agricole), Krouchtchev, la Pologne en 1956 et 1982, la République démocratique allemande (RDA) après le 17 juin 1953, la Hongrie sous Kadar et Nagy, la Chine après le "Grand bond" et récemment encore, etc.

La gauche n'est pas à la mode en URSS ou en Europe de l'Est. Elle n'aura pas beaucoup de succès dans un futur *proche*. Mais cela ne signifie en aucun cas que les gens de gauche doivent rejeter leurs positions idéologiques. La situation créée un net clivage entre les opportunistes et les gens ayant des principes. L'histoire du mouvement de gauche au niveau mon-

dial nous a légué des centaines d'exemples où il semblait qu'aller contre le courant revenait à se taper la tête contre les murs. Mais ces personnes se sont toujours attachées à une perspective à long terme (et non à un succès immédiat). Les développements politiques sont toujours le résultat de l'interaction de différentes forces politiques. Aucune d'entre elles ne peut imposer entièrement ses conditions et réaliser pleinement son programme. Par exemple, vos camarades n'ont certainement pas imposé la situation dans votre pays, et cependant, dans une certaine mesure, il est affecté par leurs luttes.



Pourquoi suis-je en train d'écrire tout cela ? Parce qu'en Union soviétique il est nécessaire de construire une idéologie et un mouvement de gauche indépendant (marxiste) et de les distinguer du courant général "trotz Alledem" [malgré tout], comme l'a dit Karl Liebkecht. Cela doit être fait, même si cela semble voué à l'échec et donquichottesque.

Je suis de très près les événements polonais (cela fait dix ans que je lis *Tribuna Luda*, l'organe du PC). Courant 1989, il a changé comme un caméléon — comme s'il était devenu un autre journal. Là-bas, la situation est très compliquée. L'opposition entre la bureaucratie et le mouvement populaire ne reflète que l'un des aspects de la situation. L'on ne peut pas expliquer grand chose avec uniquement cela. J'ai récemment lu de nombreux exemplaires du journal *Solidarité*. J'en ai gardé une impression très étrange. Un mouvement ouvrier anti-communiste et pro-capitaliste. Mais il n'existe pas d'unité de vues. Dans un même numéro, l'on peut trouver des articles qui adoptent des positions totalement opposées : tant des positions pro-socialistes (cela ne signifie pas qu'ils utilisent le mot "socialiste" — qui est une bête noire, une cible où à maudire et sur laquelle cracher — je parle du contenu réel de l'article) qu'une quasi explicite apologie effrontée du capitalisme sauvage (laissez faire), qui va jusqu'à porter la richesse aux nues. Même Reagan ou Thatcher ne se sont jamais permis de déclarer des choses pareilles.

En général, hormis un rejet partagé de l'"ancien régime" et un amour du pape, polonais (!), il n'existe pas de positions communes dans l'idéologie de l'opposition. Tant qu'ils luttaient contre les autorités, pour la démocratie, la lutte en commun et la répression les unissaient. Maintenant la différenciation est à l'œuvre. Il se passe la même chose dans le

Parti, où le spectre idéologique va de "en avant vers le capitalisme" (cela a été dit ouvertement par le ministre de l'Industrie du gouvernement Rakovsky) à l'extrême gauche. Quand on lit les deux hebdomadaires, *Polityka* et *Solidarité*, il n'est absolument pas clair qu'il s'agit de publications de forces politiques d'opposition. Les gens étaient divisés en deux camps uniquement autour de la question du pouvoir. Maintenant, c'est en train de se réduire comme une peau de chagrin. (...)

Ce qui est nouveau en Pologne, c'est ce que l'on a baptisé la "privatisation de la nomenklatura". Nous ne possédons pas encore de mot russe équivalent, mais ce processus grâce auquel les bureaucrates deviennent des propriétaires apparaît de plus en plus nettement ici aussi. Par des moyens légaux, un directeur d'entreprise, ou l'administration toute entière, achètent une quantité importante d'actions et parfois s'attribuent l'entreprise tout entière. Officiellement, tant la direction du PC que celle de *Solidarité* tonitruent contre ce phénomène (bien que la revue *Solidarité* ait publié une série d'articles qui l'appuient). Cela a commencé l'an dernier, si ce n'est auparavant, c'est-à-dire avant le gouvernement Mazowiecki. J'ai lu récemment que, déjà dans les années 30, Trotsky avait présenté ce processus comme une voie possible du développement de la bureaucratie soviétique.



J'ai lu que Rudi Dutschke (1) s'est rendu à Prague durant l'été 1968 pour rencontrer des étudiants tchécoslovaques. Malgré de grands espoirs, les deux parties se sont retirées déçues. Dutschke n'a pas trouvé chez les Tchécoslovaques les opinions qu'il attendait. Pour lui, la République fédérale allemande était un Etat bourgeois, pour eux il était idéal. Pour lui, la guerre du Viet-Nam représentait un crime de l'impérialisme, pour eux ce n'était que de la propagande. Quelque chose de semblable est en train de se passer avec les gens de gauche de l'Ouest. (Je ne parle pas de toi, qui connaît notre réalité, mais des gens éloignés de l'Union soviétique). Ils viennent en grands nombres, et beaucoup d'entre eux espèrent voir une seconde révolution, la terre promise du socialisme rénové. Et ils ne peuvent pas comprendre ce qu'ils voient. Dans les couches les plus diverses, l'humeur est pro-capitaliste. L'Ouest représente



l'idéal. Le Parti communiste veut créer une bourse et vendre des actions. Les travailleurs font grève — non pas contre leurs directions, mais avec elles.

J'ai été le témoin d'une conversation entre des gens de gauche occidentaux et des militants des "syndicats indépendants" (à Piter [Leningrad], derrière ces grands mots, on trouve, pour l'instant, quelques douzaines de personnes dans des organisations à moitié hostiles les unes envers les autres et n'ayant absolument aucune influence). Les gens de gauche de l'Ouest défendaient le socialisme, la propriété sociale, etc. Les autres les regardaient comme des Martiens. D'autant plus quand les premiers exprimaient leur admiration pour la révolution, pour Lénine, pour les bolcheviques. Et le plus intéressant, c'est que la propagande officielle jongle avec des attitudes tout à fait identiques. Il est devenu de bon ton de mépriser la révolution. Bien sûr, rendre les bolcheviques de 1917 coupables de la crise de 1989 revient presque à rendre Jésus responsable de l'Inquisition.

Trotsky a déjà été réhabilité de facto. Il est paru énormément de matériel sur l'Opposition de gauche, ses participants, leurs articles et des extraits de leurs écrits (Voir *Inprecor* numéro 302, du 9 février 1990). Aujourd'hui, partout, le marxisme est attaqué (tant dans la presse officielle que dans l'"informelle"), et je pense que très prochainement nos idéologues officiels vont se saisir de Trotsky. Cela a déjà commencé. Trotsky et les trotskystes représentent un atout important — ils sont marxistes, et comme ils le disent, plus catholiques que le pape. On peut les accuser de tout sauf d'être anti-marxistes ou anti-léninistes. Et ils se sont opposés à Staline depuis le commencement (bien sûr, ils s'opposaient en réalité à quelque chose de

1) Rudi Dutschke était l'un des animateurs du mouvement de contestation étudiante ouest-allemande dans les années 60.

à quelque chose de bien plus important que la personnalité de Staline en elle-même). Ainsi, en mettant l'accent sur Trotsky, ils montreraient que le stalinisme n'a aucun rapport avec le marxisme, et que Staline l'a dénaturé.



J'essaie de dire que les intérêts de la gauche et d'une partie de la nomenklatura coïncident dans la volonté de présenter l'Opposition de gauche au grand public. La nomenklatura n'est pas unie, ses idéologues non plus. Dans le passé, les publications officielles sur l'Opposition de gauche me rendaient malade. Mais récemment, ils ont publié beaucoup de matériaux inédits. Par exemple, dans *Nedelya*, sont parus quelques articles de Rakovsky, avec une introduction du professeur Sirotkina. Ce dernier semble avoir des opinions libérales de droite. Il est, en fait, spécialiste de la France contemporaine, mais se fait de l'argent aujourd'hui en écrivant les introductions aux œuvres issues des "trous noirs" de l'histoire soviétique. Un autre qui tire profit de Trotsky est l'historien Vasinksii. Il existe probablement de nombreux autres opportunistes qui festoient grâce à cette mine d'or.

Oui, ils sont en train de publier ces choses. Mais jette un œil sur les commentaires ! J'attends de voir imprimer des écrits de Trotsky qui ne soient ni des mémoires ni des descriptions historiques mais des analyses politiques de la société soviétique, ou ses programmes, slogans et prévisions.

Gorbatchev a perdu sa popularité initiale (1985-1987) parmi la base de la population. A l'Ouest, beaucoup sont aveuglés par son offensive sur la paix et ne voient pas que l'attitude à l'intérieur du pays est très différente. Quand il était encore le maître de la situation — et quand la situation n'était pas mauvaise — chacun de ses gestes, qu'il soit sévère (la campagne anti-alcoolique, la purge des cadres, le contrôle de l'Etat sur qualité) ou libéral, était très bien accueilli. Mais aujourd'hui, la situation a "légèrement" changé, et a échappé à son contrôle. Son aura dans l'opinion publique a fait long feu. Il est faux de dire que chaque jour cela devient plus difficile de vivre. Faux que le pays est un bazar et que règne le désordre généralisé. Cela prouve que Mikhaïl Gorbatchev est un piètre politicien ! Bien qu'il soit maître incontesté dans l'art des intrigues "nomenklaturistes", il a fait une désastreuse impression en ce qui concerne la réelle (grande) politique. Il a

oscillé, il a temporisé, il est effrayé, il n'a pas de positions, il est passif, il laisse passer le moment. L'exemple le plus extrême et le pire est le blocus du Karabagh et de l'Arménie. Mais c'est pareil dans tous les domaines.

Prenons les gens ordinaires de Leningrad que je connais. Ils sont bien plus furieux actuellement à propos du blocus du Karabagh qu'à cause de la hausse des prix et des pénuries. On assiste à une paralysie progressive du pouvoir. Plus personne ne prendra jamais les discours de Gorbatchev au sérieux. Enormément de bla-bla. Tout le monde sait que, quoi qu'il dise, cela n'aura aucune influence ni de conséquences pratiques, tout comme, à une autre période, les milliers de Chinois qui "déconseillaient" aux Américains de bombarder le Viet-Nam.

Plus personne ne l'apprécie. Ni les radicaux, ni les conservateurs, ni les nationalistes ni les orthodoxes... Il se maintient, tout comme Staline dans les années

20, sur la base d'un équilibre de forces et grâce à son contrôle de l'appareil. Tout son charisme a disparu, même aux yeux des libéraux de Moscou, eux qui, il n'y a pas si longtemps, étaient follement entichés de lui. Si quelque chose arrive au secrétaire général, qui pourrait prendre sa place ? Il semble que le seul à pouvoir le faire serait Ryjkov. D'ailleurs, le Premier ministre semble actuellement plus populaire que le secrétaire général. Cela peut sembler bizarre pour vous qui êtes au loin, mais, de manière parallèle, le désir d'une démocratisation complète et finale et celui... d'une main de fer, qui apporterait un certain ordre coïncide souvent chez les mêmes personnes. Cela rappelle d'une certaine manière l'été 1917, quand Miliukov [dirigeant du parti libéral] écrivait : ou Kornilov [conspirateur militaire de droite] ou Lénine. (...). ★

Leningrad, le 18 octobre 1989

« La crise idéologique traverse toute la société »

J'AI REÇU l'autre jour par la poste depuis New York un exemplaire du *Bulletin de l'Opposition* de 1938 ainsi que le *Programme de transition*. Ainsi, il semble qu'aujourd'hui tout puisse être envoyé par la poste, si ce n'est pas volé par les agents des douanes. Au marché noir, des choses comme *Ma vie* [de Trotsky] et *Staline* [de Isaac Deutscher] atteignent une jolie somme. Je viens à peine de finir ce dernier livre, alors qu'il a été publié il y a 40 ans ! (...)

En juin, j'étais à Tallin. Là-bas, et par la suite, j'ai lu certaines des publications des "Fronts populaires". On peut y trouver des diatribes nationalistes dirigées contre les "immigrés" telles que même Le Pen n'a rien à leur envier (2).

Nous vivons actuellement une crise idéologique qui traverse toute la société. On ne peut pas continuer comme auparavant. Mais où aller ? En essence, on entend les mêmes arguments qu'entre les marxistes et les populistes dans les années 1880 et 1890. Aller vers le capitalisme ? Est-ce juste ? Pour le plus grand nombre, le capitalisme (dans ses versions de l'Europe occidentale et de l'Amérique, bien sûr) est l'idéal. La volonté de réaliser dans l'agriculture ce que Stolypin [le Premier ministre du tsar après la révolution de 1905, qui a voulu créer une classe de fermiers prospère] n'a pas réussi à faire.

La crise idéologique est patente dans la vitesse à laquelle les gens changent d'opinions et de valeurs. Les politiciens, certes, ne changent pas tant leurs convictions (ils n'en avaient aucune) ni leur phraséologie.

Pour quelqu'un de l'Ouest, Eltsine en est probablement le meilleur exemple. Il a été chassé il y a deux ans comme marxiste-léniniste orthodoxe, plus dévot que le pape. Mais il développe aujourd'hui une ligne entièrement différente, la même que celle des libéraux de Moscou. Eltsine possède un instinct politique très développé. Il suit le sens du vent et son "changement de casaque" en dit beaucoup sur l'évolution vers la droite d'une couche significative de la population.

Le mot "socialisme" lui-même n'est plus à la mode ici. Gorbatchev et d'autres officiels l'utilisent plus ou moins de manière rituelle, comme un signe de la persistance de l'idéologie officielle. Mais même ainsi, ils mettent le contenu qu'ils veulent dans le mot socialisme.

Par exemple, les sociétés par actions sont présentées comme étant... le développement du socialisme, même si n'im-

2) Ndrl : Cette comparaison nous semble totalement abusive. Si, en effet, des formules assez contestables sont utilisées dans les publications du Front populaire contre les "immigrés russes", on ne peut établir un simple parallèle entre la situation en France et celle de l'Estonie. Voir p. 18 "Débat sur la question nationale".

porte quel crétin sait qu'elles ne contiennent aucune trace de socialisme, que le revenu dans ce cas provient du capital et absolument pas du travail et que cela aura comme résultat que les riches deviendront plus riches et que les pauvres seront marginalisés. Dans l'usine, la crème de l'administration achètera pour des milliers de roubles d'actions, tandis que l'ouvrier ou l'ingénieur moyen ne pourront en acheter que peut-être pour une centaine. Ceux qui ont de faibles salaires ou ceux qui ne peuvent pas travailler n'en achèteront aucune. Ainsi, ils ne survivront que grâce à leurs revenus.

Tout cela est clair comme de l'eau de roche. Mais, pour "certaines raisons", la presse se tait sur ce thème. Tant que l'idéologie officielle continue à faire mine d'être marxiste, des choses étonnantes sont en train de se produire. Ainsi, notre député démocratique (!) de Leningrad, le professeur Denisov, dans les *Izvestias* du 12 décembre 1988 "démontre" que Karl Marx n'était pas opposé à la propriété privée. (...)



En général, en Union soviétique (et encore bien davantage en Hongrie et en Pologne) l'on en est revenu à la question fondamentale : quel type de propriété ? Ceux que notre propagande qualifiait en Pologne, en 1980-1982, de forces "anti-socialistes" n'étaient, pour la plupart, rien de tel. C'était une fausse appréciation. Mais, aujourd'hui, il semble que cela ait acquis une certaine réalité.

Toute personne ou étude anti-soviétique (et à fortiori anti-révolutionnaire) est ressortie des oubliettes de l'histoire, a accès aux médias officiels (surtout les revues) comme une découverte, une vérité irréfutable et définitive. Les écrivains de Vekhy [écrivains de droite qui ont attaqué la révolution de 1905 après son échec], les Blancs, Solejnitazine, etc. Ce dernier a été haussé au niveau d'autorité maximale.

Les libéraux sont terriblement irrités par la haine de la population envers les "coopérateurs" (voir *Inprecor* numéro 296 du 30 octobre 1989). Ils essayent de montrer que c'est entretenu artificiellement, qu'il s'agit d'un complot, etc. C'est faux. La population n'aime réellement pas du tout les coopérateurs. Pour de nombreuses raisons. Le prix élevé de ce qu'ils vendent et de leurs revenus importants, la spéculation, leur récupération des biens (et du personnel) du secteur d'Etat. Je me souviens comment en Pologne, durant chaque plenum du Comité central,

après 1981, des travailleurs se plaignaient à chaque fois du fait que les coopératives étaient réellement des entreprises privées. Nos libéraux ont "découvert" un nouveau juron : "populisme" ! Chacun considère de son devoir de l'attaquer. Je suis sûr que tu as lu de tels articles, qui abondent partout.

A Leningrad, le "populisme" a commencé à inclure Pamiat et des organisations nationalistes similaires, et également ce qu'on appelle le Front uni des travailleurs (FUT). Ce dernier a été créé avec l'aide d'une partie de la nomenklatura de Leningrad. Ses slogans ne sont pas vraiment mauvais, c'est du pur "marxisme-léninisme". Cependant, généralement tout le monde comprend ce qu'il y a réellement derrière cela. L'appareil développe une attitude réellement contradictoire vis-à-vis du FUT (je connais cela de très près). D'un côté, ils l'aident et l'encouragent, de l'autre ils s'en méfient en tant que concurrent potentiel, comme d'un génie sorti de la lampe qui peut échapper à leur contrôle. Ainsi ils le maintiennent à l'arrière-plan.

De nombreux dirigeants du FUT vous disent de but en blanc : si les événements continuent à aller dans la même direction, nous serons amenés à créer notre propre Parti communiste sur les bases du FUT. Ils insultent ouvertement Gorbatchev. Et tu peux comprendre comment, pour toute personne de la nomenklatura, quelles que soient ses opinions personnelles, de tels plans du FUT représentent une épée de Damoclès. Tant le FUT que le Front populaire de Leningrad tentent de prendre d'assaut la classe ouvrière de Leningrad. Mais, jusqu'à présent, aucun d'entre eux n'a connu beaucoup de succès. Les autres organisations qui ont le même but (les clubs de travailleurs, les "syndicats indépendants", etc.) n'y sont pas parvenues non plus.

Durant les derniers mois, j'ai rencontré plusieurs étrangers. Je suis surpris par leur vision angélique des événements en Union soviétique. Nous avons devant nous une période très compliquée, une époque historique entière peut-être. Et, pour "remettre à l'heure les pendules de notre cerveau", il est important que nous soyons au courant des théories de la gauche occidentale.



Je pense qu'aujourd'hui, l'Internationale communiste (au sens large : tant les "staliniens" que les "trotskystes", tout comme les "eurocommunistes" de gauche) se trouve dans une situation qualitativement nouvelle. Les vieilles questions autour des polémiques des années 50 et 60 (et, parmi les PC officiels, après 1968) perdent de leur pertinence. Des conditions totalement nouvelles sont en train d'apparaître. (...) Ainsi, il semble anachronique aujourd'hui que les organisations marxistes de gauche soient divisées et se battent entre elles. Objectivement, un regroupement, une nouvelle synthèse des forces de gauche est nécessaire. C'est également inévitable.

Peut-être cela nécessite-t-il une nouvelle montée du mouvement populaire.

Il existe un phénomène totalement nouveau — l'apparition de nouvelles organisations marxistes en Europe de l'Est. Les révisionnistes hongrois, avec un soulagement évident, ont jeté aux orties leurs habits "marxistes" et "communistes" et ont revêtu des atours européens respectables. Mais, sur les ruines du

Parti ouvrier socialiste de Hongrie, plusieurs nouvelles organisations marxistes sont apparues. Leur destin n'est pas clair pour l'instant. Mais il est clair que, si des organisations concrètes peuvent apparaître et se dissoudre, ce courant politique ne peut disparaître — il existera toujours. De cette manière, j'ai entendu à la radio occidentale qu'il existait une sorte d'organisation trotskyste en Hongrie, et qu'elle a organisé des grèves ouvrières. (...)

En RDA, il existe la Gauche unie. Il y a également des gens inorganisés comme Stefan Hermlin, qui a refusé de signer la pétition du Nouveau Forum parce que le mot "socialisme" n'y figurait pas. Nous pouvions auparavant trouver *Neues Deutschland* [l'organe du PC est-allemand] dans chaque kiosque et l'acheter par kilos entiers. Mais il a disparu depuis deux semaines — il n'a pas été importé. (...)

Un phénomène intéressant dans une série de pays d'Europe de l'Est est la révolte des syndicats officiels. Cela se manifeste ici aussi ; ils organisent des rassemblements contre les coopérateurs et la hausse des prix. Mais ces manifestations ne vont pas les aider. (...)

Leningrad, le 30 octobre 1989

« Moins d'Etat, plus d'autogestion »



Tiré de Przeglad Tygodniowy

Notre camarade Petr Uhl a été nommé à la tête de l'Agence de presse officielle tchécoslovaque (CTK). Inprecor l'a rencontré lors de son passage à Paris à l'occasion du colloque sur les pays de l'Est, qui s'est tenu le 20 février.

INPRECOR : Ne penses-tu pas que vous risquez, en Tchécoslovaquie, d'arriver à une situation un peu analogue à celle de la Pologne : Litinski dit que, même si les gens considèrent le gouvernement comme un gouvernement ami, il existe une certaine apathie vis-à-vis de lui, comme vis-à-vis des gouvernements antérieurs ? Peux-tu nous expliquer un peu, par rapport à cela, ce que veut dire être "de gauche", aujourd'hui ?

Petr UHL : Pour la Tchécoslovaquie, on assiste maintenant à un phénomène de recul de l'enthousiasme et de l'activité des masses. Je pense que c'est temporaire. Mais, de toutes façons, je crois que pour la Pologne, pour la Tchécoslovaquie, pour l'URSS mais aussi pour la Roumanie, il y a toujours un choix : ou bien la direction, ceux qui sont engagés dans la lutte révolutionnaire, essaient de canaliser tout le processus révolutionnaire dans les rails de l'Etat, d'établir des institutions d'Etat "justes", qui "servent le peuple", qui garantissent la justice sociale, etc., ou bien ils essaient au contraire d'institutionnaliser des organismes ou mécanismes sociaux non étatiques, c'est-à-dire politiques ou représentatifs d'intérêts de groupes, etc.

Je pense que, dans le premier cas, une certaine aliénation des citoyens par rapport aux institutions d'Etat est inéluctable. Dans le deuxième cas, au contraire, ce sont les gens, en nombre croissant, qui sont partie prenante de ce processus. Pour moi, dans mon vocabulaire de gauche, il s'agit d'une étape nouvelle du processus révolutionnaire qui, bien sûr, change son caractère.

C'est ce qu'on appelle l'auto-organisation. Ou bien les gens sont organisés par l'Etat ou bien ils s'auto-organisent. Ce sont deux chemins tout à fait différents. Le premier chemin c'est la conception de l'Etat comme un moindre mal capable de résoudre des conflits sociaux. Dans le deuxième cas, il s'agit plutôt d'un dépérissement graduel, certes à long terme, de l'Etat. Cela ne peut pas être une activité spontanée. La révolution commence par une spontanéité mais, peu à peu, il faut avoir des théoriciens, des gens qui forment les conceptions et les présentent aux autres. Peu à peu, toute la société doit être engagée dans cette lutte, autrement cela n'a pas de sens.

Tant qu'il s'agit de dire qu'on est contre le "communisme", contre le stalinisme, contre la bureaucratie, tout le monde est d'accord. C'est une splendide unité. Mais une fois le but atteint, cette activité tombe et on se retrouve dans une situation analogue, mais pas tout à fait la même, disons, plus agréable pour les gens, mais une situation qui, sur le plan des rapports sociaux et politiques, reste analogue.

◆ Pratiquement, quels sont les pas concrets qu'il faudrait faire ?

Les "occidentaux" pensent généralement que les institutions non étatiques, les institutions sociales qui sont en train d'être mises en place en Tchécoslovaquie sont identiques à ce que vous avez à l'Ouest. Mais, il faut bien comprendre que ces institutions sociales n'existaient pas pour nous. On ne les met pas en place aujourd'hui simplement parce qu'elles existent à l'Ouest mais parce que la société en a besoin.

◆ A quoi penses-tu, par exemple ?

Je pense notamment à la création de nouveaux partis politiques, à des sociétés de gens ayant des intérêts en commun, il y a un mélange de tout ça. Il existe même un Parti des sportifs, par exemple.

Ce ne sont pas réellement des partis, mais plutôt des clubs, des associations.

Tout est en train d'être créé. Il existe surtout chez nous la grande idée de l'autogestion territoriale. Nous souffrons comme la France de la centralisation, du poids de la capitale. Partout en Bohême, mais surtout en Moravie, les gens ont mis en avant le mot d'ordre d'autogestion territoriale : on utilise le terme de *Samosprava* (*samo*=auto et *sprava*=gestion). Le projet de l'autogestion économique est moins avancé, parce que ce n'est pas le fruit de la révolution de novembre mais le produit, au moins sur le plan du vocabulaire, de l'ancien pouvoir bureaucratique. Mais, là-aussi, beaucoup de choses sont en train de changer.

Les comités, les conseils de travailleurs sont maintenant plus actifs, et les entreprises qui sont gérées ou co-gérées par des conseils de travailleurs ont fondé récemment une union indépendante des entreprises autogérées. Il est clair qu'il s'agit de syndicats. C'est un autre type d'activité non étatique, une activité sociale. C'est un mouvement très fort actuellement chez nous qui, contrairement à la Pologne, n'était pas à l'origine de notre révolution mais en est le débouché. Car notre révolution était très politique, mais très peu sociale.

On pourrait discuter dans quelle mesure la théorie de Léon Trotsky sur la révolution politique a été justifiée. Si vous comparez, par exemple, l'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Tchécoslovaquie, l'Union Soviétique, je pense que c'est la Tchécoslovaquie où la réalité est la plus proche de cette théorie. On trouve certes un grand décalage ou une grande différence entre la théorie de Léon Trotsky et la réalité, parce que le caractère de classe de cette révolution n'était pas clair. C'est la société tout court qui s'est révoltée contre le système. Initialement, les ouvriers ont manifesté mais ils n'étaient pas à la tête de ce mouvement. Pour nous, je pense qu'il est très intéressant d'en tirer aussi les conséquences pour notre théorie. Les conséquences économiques et sociales de notre révolution ne sont réalisées que maintenant, graduellement.

C'est le cas aussi pour les libertés : indépendance des Eglises par rapport à

l'Etat et liberté de l'information. Par exemple, on a parlé de l'Etat de Droit. J'aimerais bien le remplacer par l'Etat avec un "e" minuscule, l'état du Droit. Pour ça, il faut absolument que la presse soit indépendante et que le monopole de la presse et des mass médias soit aboli.

◆ *Tu viens d'être nommé à la direction de l'Agence de presse tchécoslovaque (CTK)... C'est un paradoxe, une accélération fantastique. Je crois qu'il y a 1 700 employés dans l'agence. Brusquement, on te met à la tête de ce qui était auparavant une machinerie d'information et de désinformation du Parti-Etat. C'est un peu comme si on te mettait à la tête des prisons. Tu n'as évidemment pas envie d'embellir et d'améliorer une machine de propagande du Parti-Etat. Comment vois-tu tout ça ?*

Je suis venu à la CTK au moment où les liens avec le Parti étaient déjà interrompus depuis deux mois. Ce n'est plus une agence de désinformation pour le peuple et d'information pour le sommet. C'était cela auparavant : des bulletins étaient secrets. Par exemple, une information présente dans tous les kiosques de France, dans un journal français, a été diffusée en un seul exemplaire pour Husak (1), car il s'agissait d'une critique de Indra contre Husak et il ne fallait pas qu'Indra sache qu'Husak le savait.

Ceci dit, en Tchécoslovaquie, il n'existe que trois mass médias, qui sont les mass médias appartenant à l'Etat : la radio, la télévision, la CTK. Il faut absolument que ce monopole soit brisé. Dans le cas de la radio et de la télévision, on peut faire quelque chose. D'ailleurs, des tentatives en ce sens existent. Les étudiants veulent faire une radio, installer un poste émetteur à Prague et dans la banlieue, etc. Pour les informations d'agence, au moins trois petites agences existent, l'une d'elle est VIA — Agence d'information sur l'Europe de l'Est — dont je suis (où plutôt j'étais encore, jusqu'à ces derniers jours) le responsable. Il existe aussi une agence des étudiants, SPA, et une autre culturelle. Ce n'est pas à moi de fonder des agences parallèles, mais je peux soutenir tout ce processus en disant que ce n'est pas à la CTK d'avoir le monopole des informations d'agence mais qu'il faut aussi collaborer.

Je pense surtout à l'accès des journaux, de la radio et de la télévision aux informations de ces agences. Il faut briser le monopole parce que nous avons besoin (je parle au nom de la CTK) d'une concurrence, parce que ce n'est qu'ainsi qu'on pourrait améliorer notre travail et donner

des informations plus exactes, plus objectives et de manière plus rapide.

Quand à notre rapport à l'Etat, il faut le clarifier, il faut absolument qu'existe un contrat clair formulé rapidement. On sous-entend généralement que si nous dépendons de l'Etat, nous soutenons le gouvernement, ce qui n'est pas exactement le cas. Nous devons bien sûr "respecter" le gouvernement mais s'il y a, par exemple, un conflit c'est plutôt à un comité parlementaire d'en décider parce que le parlement, à mon avis, représente davantage l'Etat que le gouvernement qui peut tomber, qui peut être changé. Tout cela doit être clarifié, notamment financièrement. Nous avons la tâche de propager des informations sur la société tchécoslovaque à l'étranger. Cela concerne l'Etat tchécoslovaque parce qu'il représente pour le moment la société tchécoslovaque et que c'est lui qui doit couvrir une partie de nos frais.

◆ *Ne seras-tu pas dans une situation difficile étant à la fois le responsable de l'agence CTK, ce qui représente une grosse responsabilité et t'impose d'avoir une direction impartiale et honnête à tout point de vue, et un militant marxiste et révolutionnaire qui a toujours défendu ses propres idées ?*

Pour moi, c'est un problème depuis 1976, date à laquelle je me suis engagé dans la Charte 77 dont le système de valeur reposait tout d'abord sur les droits de l'homme et non sur la lutte des clas-

ses. Cela me posait beaucoup de problèmes à l'époque ! Je dois dire que le fait d'avoir été invité à élaborer le manifeste de la Charte m'a forcé à le signer et à m'engager envers lui. Si on m'avait simplement présenté le manifeste, et qu'on m'avait demandé de le signer, peut-être que je ne serais pas "chartiste" et que je me serais retrouvé en marge de tout le mouvement qui a suivi. Au cours des années suivantes, non seulement je n'ai jamais caché mes opinions politiques, mais j'ai toujours essayé de les harmoniser à l'intérieur de moi-même et aussi à l'extérieur, avec notre lutte pour les droits de l'homme.

Lorsque la situation s'est développée dans le sens où il a fallu donner des informations sur nous, je l'ai fait par le biais d'un bulletin bimensuel d'informations sur la Charte 77. Je me suis rendu compte que, si je faisais des commentaires, il s'agissait bien sûr de positions politiques un peu extrêmes. C'est pourquoi je me suis orienté vers les informations d'agence, et c'est comme ça que VIA a été créée, parce que dans les informations d'agence, même si la politique et l'orientation politique jouent un grand rôle à travers le choix des informations, la formulation doit être tout à fait dépourvue d'une idéologie, d'une rhétorique marxiste. C'est ainsi que j'ai pu harmoniser mes opinions politiques, exprimées par ailleurs, avec un travail de journaliste d'agence. Je l'ai souligné dans ma discussion avec Vaclav Havel à propos du poste qu'on me proposait à la direction de la CTK. J'ai dit que c'était le domaine qui me convient le mieux et que je peux mieux l'harmoniser avec mes opinions politiques. La réaction à Prague a été de dire que la nomination d'un trotskyste à la tête de la CTK était une preuve de notre démocratie.

Le *Rude Pravo* (journal du PC) m'a demandé une interview après ma nomination à la CTK. Ils m'ont surtout interrogé sur l'Alternative de gauche dont je suis membre, sur le Forum civique, sur mon passé. Mais surtout, comme le *Rude Pravo* le fait toujours, ils se sont intéressés aux finances du Forum civique, de la Charte, à l'aide de l'étranger. Ce sont toujours les mêmes questions. ★

Propos recueillis par Hubert Sandor, Paris, le 2 mars 1990

1) Husak, ancien secrétaire général du PC tchécoslovaque et Indra, ancien dirigeant, opposé à Husak, sur une ligne conservatrice.



**INPREKOR
TCHEQUE
INPREKOR**

Č 10

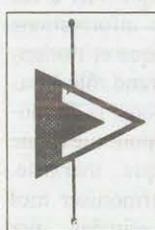
17.12.89

numéro 10
du 17 décembre 1989
Pour toutes commandes s'adresser à :
Inprekor, 2, rue Richard Lenoir,
93108 Montreuil

La colère noire

Le continent africain est actuellement touché par une vague de troubles sociaux qui en dit long sur l'état de délabrement économique et politique de ces pays. Au moment où se fête, paraît-il, la victoire du capitalisme sur le socialisme, il est important de revenir sur les dégâts, et plus simplement les crimes, commis par la domination impérialiste en Afrique noire.

Claude GABRIEL



EN QUELQUES semaines, le Niger a été touché par une vague de grèves étudiantes durement réprimée et le Bénin a connu une profonde instabilité politique après des vagues de grèves étudiantes et ouvrières. Après le Sénégal, théâtre depuis plusieurs années d'une crise sociale et politique rythmée par des grèves étudiantes et lycéennes, c'est maintenant au Gabon et à la Côte d'Ivoire, deux pays parmi les plus "stables", de connaître à leur tour des troubles politiques et des émeutes. Enfin, le Kenya et le Mozambique font face eux-aussi à des problèmes du même ordre.

Sur ces six pays actuellement touchés par la contestation, quatre appartiennent à la zone de domination française. Quatre, le Sénégal, le Gabon, la Côte d'Ivoire et le Kenya ont des régimes ouvertement pro-occidentaux. Le Mozambique du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) se réclamait voilà encore peu du camp socialiste et du marxisme (1). Quant au Bénin, membre de la zone franc et petite néo-colonie française, son régime a opté pour le "marxisme léninisme", mimétisme dérisoire du modèle stalinien par une équipe militaire populiste. Ainsi, malgré leurs différences, tous ces pays connaissent de graves conflits sociaux.

Les étudiants et les lycéens ont été le plus souvent au cœur de ces mobilisations mais, selon les pays, on retrouve aussi des enseignants, des fonctionnaires, ainsi que des secteurs ouvriers des services publics. Au moins dans le cas du Sénégal, du Gabon et de la Côte d'Ivoire, il y a eu des formes d'explosion populaire avec occupation de la rue (2). Dans ces trois pays ainsi qu'au Bénin, les mouvements ont pris pour cible le chef de l'Etat, ont exigé sa démission, s'en sont pris à la corruption du pouvoir et se sont élevés contre une série de mesures d'austérité (3).

On peut tirer quelques leçons générales de ces mouvements de contestation. Premièrement, dans aucun de ces pays, il n'existe de véritable force politique organisant ces mobilisations et ce, qu'il existe ou non une opposition structurée aux régimes en place. Des groupes politiques ou des personnalités peuvent avoir une influence importante sur les manifestations mais il faut garder à l'esprit qu'il s'agit de pays où le mouvement ouvrier est d'une extrême faiblesse et n'a souvent aucune indépendance organique par rapport au pouvoir. La conscience anti-impérialiste, pour ne pas parler de la conscience de classe, y est encore très faible.

"Implosion" des Etats

Deuxièmement, Il faut souligner la facilité avec laquelle ces mouvements sociaux se transforment rapidement en émeutes avec pillages, mobilisant la jeunesse des quartiers pauvres. On ne peut donc conclure simplement à une nouvelle montée de radicalisation politique et sociale dans ces pays. Le processus est plus complexe et plus ambivalent dans la mesure où, en l'absence d'alternative aux pouvoirs en place, ces mouvements expriment également des formes de décomposition sociale. Aujourd'hui, il existe un véritable risque d'assister à ce qu'il est maintenant convenu d'appeler une "implosion" des Etats sans qu'il existe en face de force sociale capable d'exprimer une véritable alternative.

L'effet destructeur de la crise capitaliste sur ces sociétés est l'une des princi-

pales causes de ces événements. La déstabilisation et la décomposition de ces sociétés sous l'effet de facteurs exogènes va aujourd'hui bien plus vite que leurs capacités propres à engendrer des forces politiques et sociales capables de représenter un projet alternatif à la gabege néo-coloniale. Le sort actuel de l'Afrique noire doit être au centre de l'acte d'accusation contre l'impérialisme.

En effet, l'anarchie capitaliste a produit les pires dégâts, occasionnant de très rapides et brutales mutations sociales :

1) La dette à long terme de l'Afrique noire a été multipliée par 19 depuis 1970. Elle égale maintenant son Produit national brut (à titre comparatif, la dette latino-américaine représente 60 % du PNB). Malgré la négociation d'une centaine de rééchelonnements au cours de cette période, les arriérés continuent de s'accumuler (4).

2) Deux tiers de la population rurale et un tiers de la population urbaine vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le taux de mortalité infantile était de 104 pour mille en 1985, contre 71 pour mille dans l'ensemble du tiers-monde. La même année, « seuls 65 % de la population urbaine et 26 % de la population rurale avait accès à de l'eau saine, contre 75 % et 42 % pour l'ensemble des économies en développement. L'espérance de vie à la naissance était de 49 ans pour les hommes et de 53 ans pour les femmes, contre respectivement 60 et 62 pour l'ensemble des pays en développement » (5).

3) A la misère s'ajoute une terrible oppression des femmes, un très faible

1) Le Mozambique connaît par ailleurs une situation de guerre civile face à la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), longtemps soutenue par l'Afrique du Sud. Guerre dévastatrice qui a mis le pays à genoux.

2) Au Sénégal la crise avec la Mauritanie voisine a permis au pouvoir de bénéficier pendant un temps de l'exutoire social et raciale qu'a constitué le déchaînement contre la communauté maure. En Côte d'Ivoire, la presse a signalé des pillages contre les commerces libanais.

3) Le Sénégal est le seul de ces pays où il existe une véritable opposition politique structurée, sans que pourtant cela donne une direction et des perspectives au mouvement de masse. C'est encore au Sénégal, mais aussi au Bénin, que des syndicats ont joué un rôle plus ou moins significatif dans les événements récents.

4) Voir *De la crise à une croissance durable*, publication de la Banque mondiale. Washington 1989.

5) Ismail Serageldin *Pauvreté, ajustement et croissance en Afrique*, publication de la Banque mondiale. Washington 1989.



usage de la contraception, un taux d'analphabétisme massif chez les femmes. Fait unique, le taux de croissance démographique a augmenté régulièrement au cours de la dernière période pour atteindre 3,2 % par an, chiffre le plus élevé du monde. Si ces tendances se maintiennent, la population de l'Afrique noire sera de plus d'un milliard en 2010 (6).

4) Du fait de cet accroissement démographique et dans une situation de très grande pénurie, les problèmes écologiques prennent un tour dramatique. L'usage du bois de chauffe comme seul moyen populaire pour cuisiner a abouti à une vitesse de déboisement 29 fois supérieure à la vitesse de reboisement. C'est l'Afrique sahélienne qui est la plus touchée, avec un abattage de 4 % par an. En même temps, 55 millions d'Africains sont confrontés à une pénurie de bois. On assiste par ailleurs à une érosion et à un épuisement chronique des terres cultivées entraînant dans beaucoup d'endroits une baisse de la productivité agricole, et donc un déficit colossal de la production vivrière.

5) En 1987, pour 450 millions d'habitants, le Produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique noire était de 150 milliards de dollars, soit à peine plus que celui de la Belgique. Dans certains pays, la baisse du revenu par habitant a atteint 25 %. Au cours des dix dernières années, compte tenu de la baisse des profits escomptables,

on a assisté, dans de nombreux pays africains, à une baisse des investissements et à une désindustrialisation.

6) La rapide évolution des techniques de production et des besoins en matières premières dans les pays développés a déstabilisé ces économies. La modification des habitudes alimentaires dans les pays consommateurs et l'utilisation croissante de produits de substitution modifient la division internationale du travail issue de la colonisation (7). Le résultat, est que les pays d'Afrique connaissent une surproduction de café, de cacao, d'arachide, de cuivre, etc. qui entraîne une baisse des cours sur le marché mondial. Ainsi, la part de l'Afrique dans le commerce mondial tend à reculer, aggravant d'autant plus les moyens de règlement de la dette.

Corruption et répression

7) Les Etats et les cliques dirigeantes pratiquent une corruption vertigineuse, principal source de leur enrichissement. La crise n'a rien empêché, bien au contraire mais, en revanche, elle a limité les retombées de cette manne vers les couches populaires. L'impérialisme a entretenu et reproduit cette situation comme instrument de contrôle et de reproduction des couches dirigeantes. Il s'agit, ni plus ni moins, d'une gestion privée des biens "publics" et d'un détournement massif des "aides".

8) L'ensemble des régimes d'Afrique noire, sans exception, est constitué par des dictatures ou des pouvoirs hautement répressifs. Sous une forme ou sous une autre, l'Etat se confond au parti dominant (souvent parti unique), et le mouvement syndical lui est majoritairement inféodé.

9) Les "aides et coopérations" étrangères ont représenté des moyens supplémentaires de reproduire la dépendance. Loin de permettre à ces pays de "décol-

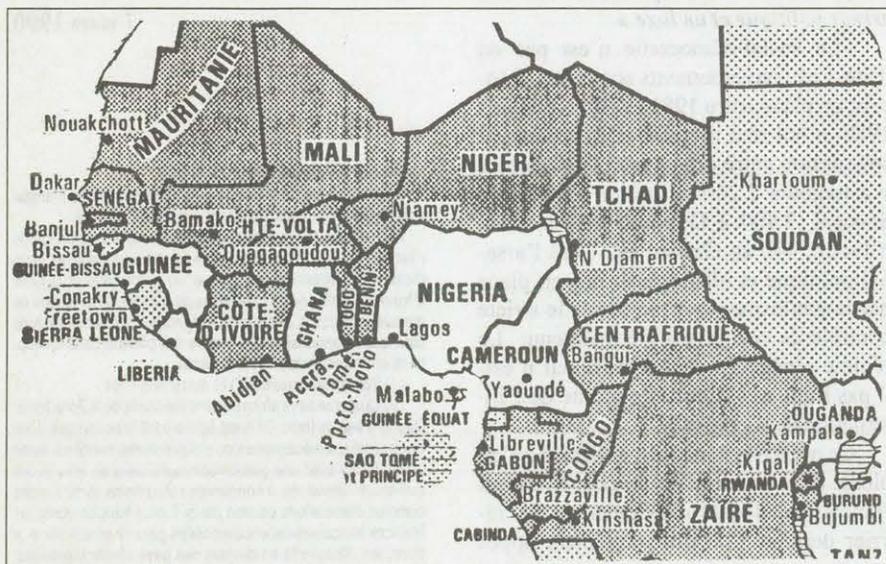
ler", elles ont facilité la présence massive de fonctionnaires et entrepreneurs européens. Dans de nombreux pays, ils sont bien plus nombreux qu'au moment de l'indépendance. La domination culturelle et linguistique a enfermé ces pays dans une totale aliénation.

En conclusion, on peut dire que les vingt dernières années ont coûté plus cher aux Africains que la traite des esclaves à l'origine de la colonisation. A une époque où l'on juge les "réussites" du capitalisme à la seule mesure du PIB allemand ou japonais, il n'est pas inutile de rappeler que l'économie capitaliste mondiale forme un ensemble. La manière dont les pays impérialistes ont pu limiter chez eux les effets de la longue dépression ouverte au début des années 70 n'est pas étrangère au sort des pays du tiers monde. Une partie du coût de la crise a ainsi été déplacée vers ces économies. Le sort actuel de l'Afrique noire n'est pas un phénomène marginal. Les facteurs récurrents de la crise engendrent maintenant des phénomènes de recul absolu et de chaos. Il y a un seul accusé à ce procès : l'économie capitaliste mondiale.

La jeunesse descend dans la rue

C'est dans ce contexte général qu'il faut comprendre les explosions sociales récentes. La jeunesse qui descend dans les rues constitue en quelque sorte la génération des "ajustements structurels". Dans les mouvements de protestation, on retrouve les étudiants, par exemple, qui savent que malgré le déficit de techniciens et de professeurs, ils seront au chômage en sortant de l'université pour cause d'austérité budgétaire. On retrouve aussi ceux qui subissent directement une baisse de leur niveau de vie quand le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale imposent la "vérité des prix" pour les biens de consommation courante ou la réduction des dépenses publiques.

Le problème n'est pas de nier l'hypertrophie des effectifs de certains secteurs de la fonction publique, mais il faut comprendre que celle-ci a servi la stabilité sociale des régimes néo-coloniaux pendant trente ans. On demande aujourd'hui aux salariés d'en payer les frais sans aucune politique de rechange, au moment même où les investissements industriels étrangers diminuent. Et, dans la mesure où la



6) Ces chiffres impliquent un taux de fécondité de 6,5 enfants par femme. 5% des couples utilise la contraception contre 30% en Inde et 70% en Chine. Les femmes africaines cultivent environ 80% des denrées alimentaires, mais ne gagnent que 10% du revenu monétaire et ne possèdent qu'environ 1% des biens.

7) Voir Inprecor numéro 262 du 28 mars 1988.

corruption des couches dirigeantes ne se réduit pas, les coupes budgétaires touchent en premier lieu les services sociaux, pourtant déjà dérisoires.

Au Zaïre, par exemple, 20 % des instituteurs ont été renvoyés entre 1983 et 1984, alors que l'Afrique connaît un taux d'analphabétisme de 54 % chez les plus de 15 ans (contre 36 % en Asie et 17 % en Amérique latine) (8).

Echec de la Convention de Lomé

Il faut tout le cynisme des fonctionnaires de la Banque mondiale pour défendre les grandes mesures d'austérité, en ajoutant cependant qu'il « faut reconnaître néanmoins que des changements de cette importance se traduisent par de graves perturbations des conditions d'existence de nombreux secteurs de la population » (9). Or, précisément, dans un pays comme la Côte d'Ivoire, les secteurs touchés par une baisse de 25 % des revenus entre 1980 et 1985 ne se trouvent pas parmi les couches dirigeantes et la famille du président Houphouët Boigny. Le revenu moyen annuel par habitant qui était, selon la Banque mondiale, de 1 150 dollars en 1980 est passé à 650 dollars en 1985. En même temps, Houphouët Boigny faisait construire une cathédrale pharaonique pour signifier la grandeur de son règne (10).

Deux autres leçons méritent d'être tirées de la situation que traversent les pays d'Afrique noire. Tout d'abord, elle illustre l'échec de la Convention de Lomé, entre autres, la plupart des pays africains à la Communauté européenne (CEE). La Convention est censée remédier aux effets de l'échange inégal, notamment grâce à des mécanismes compensatoires (Stabex et Sysmin) pour les manques à gagner à l'exportation des économies africaines. Dans la mesure où il ne

s'agit que d'une rectification a posteriori des effets du marché, ces mécanismes ont été incapables de remédier à la détérioration cumulative des termes de l'échange (11). Au moment où la CEE cherche les fonds nécessaires à son intervention en Europe de l'Est, on ne peut être que dubitatif sur les moyens dont pourrait disposer, à l'avenir, la Convention de Lomé.

La seconde constatation à faire est que la zone franc, supposée protéger les Etats membres au moyen d'une monnaie ayant un taux de change absolument fixe par rapport au franc français, ne fait plus la différence avec les autres économies africaines (12). Des six pays touchés actuellement par une crise politique ouverte, quatre sont membres de la zone franc et traditionnellement sous l'emprise des intérêts français. Or, il est tout à fait affligeant de constater l'ampleur du consensus national en France sur ses rapports avec l'Afrique noire. Le non-dit fait le plus souvent office de ligne politique pour toutes les grandes forces parlementaires et pour les grands médias.

Toutes sortes d'excuses et d'explications sont ainsi données pour justifier l'existence des dictatures africaines. N'a-t-on pas entendu souvent l'explication qu'en Afrique, il y avait une tradition du « chef » et l'un des principaux dirigeants de la droite française, Jacques Chirac a pu sans gêne expliquer que « pour les pays en voie de développement, le multipartisme est une erreur politique et un luxe ».

La social-démocratie n'est pas en reste. Les gouvernements socialistes français, en place entre 1981 et 1986 et depuis 1988, n'ont rien modifié aux rapports de soumission entre ces pays et la France. Il y a toujours 2 200 militaires français au Sénégal, 3 900 à Djibouti, 500 en Côte d'Ivoire, 400 au Gabon, etc. Tout l'arsenal politique et idéologique mis en place par le gaullisme pour maintenir le strict contrôle de ces pays a été maintenu. Le régime sénégalais de Abdou Diouf n'est-il pas l'un des figures de pointe de l'Internationale socialiste ?

Ce n'est pas non plus par hasard qu'en pleine crise gabonaise, le gouvernement français ait décidé d'extrader, le 28 février dernier, l'un des principaux oppo-

sants au régime d'Omar Bongo, par une procédure d'urgence. L'Afrique francophone continue d'être la scène de nombreux scandales et affaires louches où trempent inmanquablement tous ceux qui passent par le pouvoir.

Tout cela n'est pas sans conséquence sur le comportement du mouvement ouvrier à cause du rôle corrupteur de la prétendue mission française en Afrique. Alors qu'il faudrait que la gauche française se range totalement aux côtés des populations africaines et dévoile les objectifs économiques, politiques et militaires auxquels les peuples africains devraient s'attaquer, on assiste au triste spectacle d'un Parti socialiste français qui se veut le meilleur gestionnaire possible des « intérêts » français.

La conséquence de cette politique est, qu'en l'absence d'un soutien important du mouvement ouvrier dans les pays tutélaires, les forces de contestation, aujourd'hui au Sénégal ou en Côte d'Ivoire, demain au Nigéria ou au Kenya, auront de graves difficultés à établir un rapport de forces qui leur soit favorable. Avant de se demander

ce que les peuples africains pourraient bien faire du renversement des régimes en place, le mouvement ouvrier européen devrait plutôt se demander ce qu'il doit faire pour changer un monde qui condamne aujourd'hui 450 millions d'êtres humains au chaos et à la mort lente. ★

7 mars 1990



8) Voir *Le Monde* du 6 mars 1989.

9) Ismail Serageldin, directeur du Département de l'Afrique occidentale et centrale à la Banque mondiale. *op. cit.*

10) En 1988-89, le régime ivoirien a tenté une opération de rétention de son cacao afin de faire pression sur les cours mondiaux. L'opération s'est soldée par un fiasco total et la Côte d'Ivoire a dû plier devant les règles du marché. Mais ce type de mesures politiques pris par des régimes affaiblis montre bien que l'irrationalité et le désordre ont pénétré dans les rapports entre ces Etats et l'impérialisme.

11) Voir *Inprecor* numéro 171 du 16 avril 1984.

12) Quatorze pays africains sont membres de la Zone franc. Depuis 1948, le franc CFA est égal à 0,02 franc français. L'un des principaux mécanismes de protection des membres tenait au fait qu'il y avait une gestion communautaire de leurs avoirs extérieurs centralisés, à concurrence d'au moins 65 %, sur des comptes d'opérations couverts par le Trésor français. Ainsi, les finances françaises étaient supposées garantir sans limite et, a priori, les découverts en devises des pays africains associés.

Le Willowgate

À l'heure où l'on s'oriente vers des pourparlers en Afrique du Sud entre le pouvoir blanc et le mouvement noir, en vue d'aboutir à une solution négociée, une analyse de la situation au Zimbabwe acquiert une grande importance. En effet, ce pays (ancienne Rhodésie) a acquis son indépendance il y a dix ans, à la suite des accords de Lancaster House, imposés par la Grande-Bretagne aux deux principaux partis (ZANU, dirigé par Robert Mugabe et ZAPU dirigé par Joshua N'Komo) au terme d'un processus de négociations qui a mis fin à la guerre de libération (1). Récemment, Nelson Mandela a déclaré que le Zimbabwe représentait pour lui l'exemple de la réconciliation qu'il souhaite pour l'Afrique du Sud. De plus, la région dans son ensemble va vivre une période capitale avec la Namibie qui sera bientôt indépendante, et l'Angola et le Mozambique qui tentent de mettre en œuvre de fragiles plans de paix avec l'aide de leurs voisins de la "ligne de front" (2).

L'année 1990 sera cruciale pour le Zimbabwe, car les dispositions contenues dans la Constitution de Lancaster House prendront bientôt fin et des élections législatives se dérouleront en mars/avril. La ZANU et la ZAPU se présenteront unifiées sous le sigle de la ZANU, après un processus d'intégration qui a duré deux ans et qui est maintenant presque achevé.

Sophie HAWES



L'ANNÉE 1989 a été marquée par l'expression de certaines tensions sociales. Tout d'abord, la question toujours sous-jacente de la corruption des dirigeants de la ZANU a ressurgi brutalement avec une série de révélations sensationnelles surnommées "Willowgate".

Ensuite il y a eu les grèves, les manifestations et les faibles résultats aux élections partielles. Tout indique que les travailleurs, les étudiants et les paysans ne sont pas prêts à accepter un faible niveau de vie tout simplement parce que « la Banque mondiale est impressionnée par les succès du Zimbabwe » et souhaite pour cela la poursuite de la même politique économique. Enfin, la répression et les arrestations incessantes de ceux qui critiquent ouvertement le régime ont de nouveau posé la question de la liberté d'expression et de rassemblement.

Les manifestations paysannes et estudiantines de 1988 ont produit la soudaine disparition du "climat de peur" qui était la norme auparavant. Malgré la répression, le franc-parler des étudiants et l'audacieuse défiance du peuple de Gutu (3) ont

servi de catalyseur à la colère populaire. D'un seul coup, tout le monde s'est mis à se plaindre des méfaits de ceux qui sont au pouvoir ainsi que de la hausse des prix, des énormes dépenses consacrées à construire le nouveau stade, le centre de conférence et l'état-major du parti, de l'état lamentable des logements et des transports publics ainsi que de l'absence de progrès de la réforme agraire.

La boîte de Pandore

Auparavant les critiques étaient formulées de façon plus détournée, passive, par exemple par le boycott des manifestations officielles où l'on répondait à contre cœur aux slogans habituels du Parti.

Maintenant que la boîte de Pandore est ouverte, les plaintes commencent à fuser de partout, dans les autobus, les magasins, les matchs de football ou les bars.

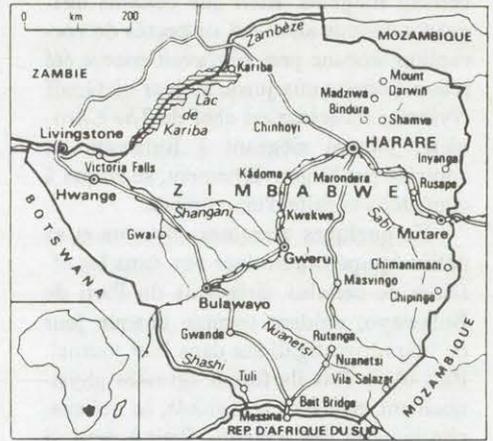
En grande partie, tout a tourné autour

1) Les accords néo-coloniaux de Lancaster House (Londres, décembre 1979) prévoient le maintien de fait du Zimbabwe dans le giron impérialiste, tout en préservant les intérêts des colons blancs.

Ces accords prévoient l'organisation d'élections avec la participation de la ZANU et de la ZAPU, mais 20 % des sièges étaient d'emblée réservés aux blancs.

La ZANU (Zimbabwe African National Union—Patriotic Front, Union nationale africaine du Zimbabwe) dirigée par Robert Mugabe est au pouvoir depuis février 1980, date de la proclamation de l'indépendance.

La ZAPU (Zimbabwe African People's Union, Union nationale du peuple africain du Zimbabwe) est dirigée par Joshua



du "Code de direction" qui a été mis en avant par les militants de base au IIe Congrès du ZANU en 1984. Le code suggérait que les dirigeants du Parti ne devaient pas posséder de capitaux, pas plus de vingt hectares de terre, ni plus d'une maison. Ils ne devaient pas toucher plus d'un salaire ni diriger une entreprise capitaliste.

Dans un Parti qui manie fortement la rhétorique socialiste, mais qui est très faible sur tout ce qui concerne la transformation socialiste réelle, le "Code de direction" a symbolisé pour beaucoup la direction anti-capitaliste et socialiste que le parti devait prendre. Mais les dirigeants ont trouvé à chaque fois de bonnes excuses pour ne pas l'appliquer. Maurice Nyagumbo, mis en cause par la suite dans le Willowgate, a déclaré qu'il était difficile au Parti d'appliquer le code, car les dirigeants s'étaient transformés en "bourgeois". Un autre notable impliqué dans le Willowgate, Enos Nkala, a souligné que « le débat était houleux dans le Parti car tout le monde n'était pas socialiste » (4). Le président Mugabe lui-même a déclaré que les dirigeants avaient deux options : « quitter leur poste ou renoncer à leur propriété », mais rien n'a été fait.

Il est bien connu que de nombreux dirigeants du parti possèdent différents types de propriétés, de grandes fermes, des ranchs, des hôtels ou aussi des participations à des affaires, utilisant souvent le nom des membres de leur famille. Mais, comme le "Code de direction" ne fait pas partie de la loi, ces choses ne sont pas for-

N'Komo. La ZAPU a été exclue du pouvoir lors des élections de 1982, après avoir été dans l'opposition.

Ces deux organisations ont signé un accord d'unité en décembre 1987.

2) Les pays de la "ligne de front" (Angola, Mozambique, Zambie, Zimbabwe, Tanzanie) sont les pays qui sont en guerre ouverte avec l'Afrique du Sud.

3) Les manifestations étudiantes ont éclaté à la suite de l'arrestation de la vice-ministre des Affaires politiques, député de Gutu, accusée d'incendie volontaire (voir *Inprecor* numéro 279 du 9 janvier 1989).

4) Interview d'E. Nkala par Saul Ndlovu dans *Magazine Price*, décembre 1985.

cément illégales. Bien que certains dirigeants connus aient été suspectés de corruption, aucune preuve n'avait encore été retenue contre eux jusqu'au jour où Geoff Nyarota, rédacteur en chef de *The Chronicle*, journal siégeant à Bulawayo et contrôlé par le gouvernement, se risqua à enquêter à la suite d'une rumeur.

En quelques semaines, Nyarota et sa petite équipe mirent leur nez dans les affaires de certains dirigeants du Parti de Bulawayo, rendant compte chaque jour de leurs investigations dans leur journal. Plus d'une fois ils furent agressés physiquement, menacés et insultés, ce qui suscita l'intérêt des lecteurs. Petit à petit, il devint clair que certaines personnes très haut placées étaient impliquées dans un trafic de vente de voitures de luxe qui leur étaient fournies par un magasin gouvernemental, Willowvale Motor Industries, à des prix fixés par le gouvernement. Elles étaient revendues à des prix fortement majorés à une série d'hommes d'affaires. C'est ainsi que ce scandale fut surnommé "Willowgate".

La corruption au grand jour

La révélation du scandale du Willowgate eut l'effet d'un coup de tonnerre. *The Chronicle* devint la marchandise la plus recherchée du pays, de longues queues se formaient chaque jour aux points de vente. Désormais la question de la corruption au plus haut niveau du Parti ne pouvait plus être ignorée. Mugabe forma immédiatement une commission sous la direction du magistrat Wilson Sandura pour enquêter publiquement sur l'ensemble de l'affaire.

Ceux qui ne pouvaient justifier la provenance de leurs véhicules fournis par Willowvale furent traduits devant une cour publique et interrogés sur leurs affaires personnelles. Le rapport de la commission recommanda la poursuite pour faux témoignage de quinze personnes dont les réponses étaient apparues comme très douteuses. Six d'entre elles étaient des membres importants du gouvernement. Ils occupaient également diverses responsabilités dans la ZANU, au plus haut niveau du Bureau politique ou au Comité central (sauf Mudenda qui était un dirigeant provincial). Nyabumbo était le secrétaire national du Parti à l'administration et Nkala, le secrétaire du Parti aux finances.

Un autre des inculpés, Shava, fut plus tard condamné à une amende de 150 000 dollars zimbabwéens (1 dollar US = 2 dollars zimbabwéens) pour avoir vendu des automobiles au-dessus du prix réglementaire. Il fut aussi accusé de parjure durant les audiences de la commission et

condamné à neuf mois d'emprisonnement. Il fut gracié par le président avant d'effectuer sa peine. Depuis lors, aucun de ses autres collègues du Willowgate n'a été traduit en justice pour faux témoignage, bien qu'ils aient probablement été condamnés à une amende pour avoir enfreint la réglementation des prix.

Si le Willowgate a représenté la plus sérieuse crise qu'ait connue la ZANU depuis l'indépendance, Mugabe a réussi à se sortir relativement indemne de ce mauvais pas. Sa réputation dans la classe dirigeante de "remarquable pragmatique" a même été renforcée par ces événements. Il a montré qu'il était prêt à admettre la critique publique de certains de ses collègues les plus proches et a même encouragé vivement leur démission, sachant bien que c'était le prix nécessaire à payer pour calmer les critiques de plus en plus vives sur la politique du Parti.

Politiquement, la commission d'enquête a réussi à détourner l'attention du public de la question beaucoup plus fondamentale de l'accumulation massive de propriétés et de richesses par une grande partie de la direction du Parti. La question sous-jacente de la transformation du Parti en une couche bureaucratique qui défend les intérêts du capital — dans la mesure où un nombre croissant de ses membres deviennent eux-mêmes des capitalistes — fut éludée sans difficulté.

Le goût amer de la perestroïka

Les retombées du Willowgate furent également instructives. Geoff Nyarota, rédacteur en chef de *The Chronicle*, fut gentiment "remercié" et nommé responsable des relations publiques à Harare, la capitale. Son adjoint, Davison Maruziva, a été muté et nommé éditeur adjoint du journal *Herald* à Harare. Le député Byron Hove, proche du gouvernement, mais qui n'hésite pas à formuler des critiques, a cité Gorbatchev au cours d'un débat parlementaire sur la "promotion" de Nyarota : « *La critique est une médecine amère, mais les maladies dont souffre la société la rendent nécessaire. Ceux qui pensent qu'il ne faut utiliser la critique que par petites doses et seulement à certains moments se trompent. Ceux qui ont tendance à penser que la stagnation est complètement surmontée et que l'on peut maintenant se relâcher se trompent tout autant. Un ralentissement de la critique fera inévitablement du mal à la glasnost et à la perestroïka.* » (9)

Mais si le Willowgate a permis de goûter aux délices de la glasnost, le goût amer de la perestroïka n'allait pas se faire attendre. En mai 1989, Mugabe mit en

Ce qu'ils disent à propos du Zimbabwe

La Banque Mondiale :

« Le Zimbabwe est la clé de cette partie de l'Afrique, (...) il a un niveau de développement et d'organisation plus élevé que la plupart des autres pays de la région et (...) semble être prêt pour un éventuel décollage économique. » (5)

Le gouvernement :

[A l'annonce des nouvelles directives d'investissement orientées par le marché] « La nouvelle avancée du Zimbabwe [s'appuie sur] une plus grande reconnaissance du rôle des forces du marché. Rien n'est figé, mais la direction vers le socialisme est claire. Il n'y a pas de contradiction inhérente entre le socialisme et les forces du marché. » (6)

Les travailleurs :

« Le gouvernement doit être sérieusement prévenu que ses tentatives pour faire taire le mécontentement croissant des masses à propos de la hausse des prix, des problèmes de transport, du chômage, de la misère ainsi que beaucoup d'autres phénomènes socio-économiques négatifs, va certainement plonger assez rapidement la société entière dans un complet chaos. » (7)

Les étudiants :

« [Le fait] que l'on se soit battu pour ce pays ne justifie pas que l'on pille, dépouille et ruine l'économie du Zimbabwe (...) encore moins que l'on étouffe les droits démocratiques du peuple. » (8) ★

place la politique gouvernementale d'ajustement structurel qui devait accompagner les nouvelles orientations d'investissement.

Le ministre responsable des Finances, de la Planification économique et du Développement, le docteur Bernard Chidzero — qui dirige également le comité de la Banque mondiale de développement — déclara qu'après avoir analysé la croissance en dents de scie du Zimbabwe depuis l'indépendance et la montée du chô-

5) Extraits de la conférence de presse donnée par M. B. Conable, président de la Banque mondiale, lors d'une récente visite au Zimbabwe. *The Herald* du 23 novembre 1989.

6) Dr Bernard Chidzero, ministre principal des finances, de la planification économique et du développement. *The Herald* 9 mai 1989.

7) Extrait d'une déclaration à la presse du 3 octobre 1989 de la Confédération des syndicats du Zimbabwe sur la fermeture des universités du pays.

8) Extrait d'un tract ; "En défense de la liberté universitaire" diffusé par le Conseil représentatif des étudiants de l'université du Zimbabwe, 2 octobre 1989.

9) Débats parlementaires du Zimbabwe, 15 février 1989.

mage, le gouvernement avait au plus haut niveau « franchi un grand pas dans la reconnaissance du besoin du Zimbabwe d'une politique orientée vers le marché, de moins d'intervention gouvernementale et d'une dérèglementation. »

Parallèlement, il s'empessa de nier que cela représentait une négation des principes socialistes du Zimbabwe, soulignant que le gouvernement restait « attaché à la transformation du système social pour que les pauvres puissent être intégrés. » Dans le plus pur style néo-keynesien, il épousa les principes d'une « croissance rapide, du plein emploi, de la stabilité des prix, de l'efficacité dans l'allocation des ressources et d'un partage équitable des bénéfices. » (10)

Facilité aux investisseurs étrangers...

Fondamentalement, les directives d'investissement ont été conçues pour offrir des incitations aux investisseurs potentiels (particulièrement les étrangers), sous la forme de réductions de taxes, d'incitations à l'exportation, d'abolition du contrôle des prix ainsi que de l'assouplissement des règlements de contrôle des changes. La politique précédente, qui voulait que les « nouveaux » investisseurs (qui ont investi après septembre 1979, au moment où la guerre tirait à sa fin) puissent rapatrier 50 % des profits nets d'impôts, alors que les « vieux » investisseurs (d'avant 1979) pouvaient continuer à rapatrier 25 % de leurs profits nets d'impôts, fut réaffirmée. Des investisseurs très privilégiés pourraient même être autorisés à rapatrier 100 % de leurs profits nets d'impôts pendant une courte période.

Les nouvelles orientations soulignaient que la priorité serait donnée à l'établissement de nouvelles industries capitalistes de biens intermédiaires et de biens de consommation ainsi qu'à celles qui se consacraient sérieusement à une production orientée vers l'exportation.

En particulier, pour promouvoir la croissance des zones rurales, il était annoncé que les investissements proposés dans des zones éloignées des grands centres urbains seraient jugés très favorablement. On insista sur les mines et la manufacture, mais par égard à la sensible « question agraire », le rôle de l'agriculture commerciale à grande échelle fut diminué de façon à encourager les investissements dans les zones communales et les zones de population transférées qui forment approximativement 70 % du total de la population (11). Une nouvelle politique salariale était prévue, ainsi que le retrait graduel du contrôle des prix et un programme de libéralisation du commerce.

La réaction des propriétaires fut prudemment optimiste. La Confédération des industries du Zimbabwe (CZI), salua surtout la levée du contrôle des prix tout en soulignant qu'il fallait en faire plus pour aider les petites entreprises à obtenir des liquidités, particulièrement sous la forme d'une dérèglementation des taux d'intérêt.

... austérité pour les travailleurs

Mais c'est lorsque que la première série d'augmentations de prix fut annoncée que les implications de la nouvelle politique économique se firent sentir pour les travailleurs et les consommateurs. En juin, le prix du *Roller meal* (farine de maïs, la nourriture de base du pays) augmenta brutalement de 32 %, le pain de 21 % et l'huile de cuisine et la margarine de 10 %. Ces hausses furent suivies par des augmentations des prix du lait, de la viande et du riz. Mugabe essaya de présenter cela comme des instruments qui devaient « permettre aux travailleurs de connaître les revendications à faire au cours des négociations avec leurs employeurs. » Personne ne l'a cru et cette déclaration eut pour effet d'élargir encore plus le mouvement d'indignation.

Ces hausses furent suivies par la fin du blocage des prix — en place depuis 1987 — et par l'introduction de nouvelles procédures de contrôle des prix, libérant celui de tous les produits, sauf des biens de première nécessité ou stratégiques. Presque immédiatement les prix se mirent à grimper.

La politique salariale fut dévoilée en juillet. Elle proposait une « libre négociation collective » dans les industries dirigées par les Conseils industriels, tout en recommandant que les augmentations se situent entre 5 et 16 %. Ceci exclut les travailleurs des grandes fermes ou plantations, les domestiques et les compagnies ayant des difficultés financières pour lesquelles le ministre ferait des propositions particulières.

Déjà avant que les hausses de prix ne fassent sentir leurs effets, il a été estimé (12) que le dollar zimbabwéen avait chuté de 65 % depuis 1980 et que pour préserver le taux d'inflation les augmentations ne devraient pas dépasser 15 % par an. Les effets des règlements sur le minimum salarial — qui a été mis en place peu de temps après l'indépendance — ont fait que les salaires ont été régulièrement réduits, la plupart des observateurs arrivant à la conclusion que le niveau actuel des salaires est à peu près celui de 1975.

Les grèves qui en ont résulté ont témoigné des difficultés du peuple pour s'en sortir. En juin, les jeunes médecins des hôpitaux — c'est-à-dire les médecins mal payés du secteur public — partirent en grève sur des revendications salariales. En août, ce fut le tour des ouvriers des chemins de fer, des mécaniciens et des aiguilleurs qui entreprirent une série de grèves pour des augmentations salariales de 15 à 20 %. Plus tard, au cours du même mois, les employés des télécommunications se battaient également pour des augmentations salariales. Le gouvernement répondit par des licenciements massifs et l'établissement de nouvelles réglementations d'exception concernant les conflits du travail. Les nouvelles règles stipulaient que quiconque faisait grève ou encourageait à la grève dans un service essentiel pouvait être condamné à 2 000 dollars zimbabwéens d'amende (soit juste un peu moins que le salaire annuel moyen d'un ouvrier), et à deux ans de prison ou aux deux à la fois.

La « libre négociation collective »

Les services dits essentiels comprennent les hôpitaux, les transports, l'eau et l'électricité, les égouts et les systèmes sanitaires, les mines de charbon, les communications et tous les services liés à la production, à l'approvisionnement, à la livraison et à la distribution de nourriture, de carburant et de charbon. Le nombre de travailleurs concernés est vaste, compte tenu de la structure de l'économie du Zimbabwe, basée sur l'agriculture (15 % du Produit national brut, PNB) ; sur un secteur de manufacture (30 % du PNB) fortement lié à l'agriculture (en particulier pour l'industrie alimentaire) ; sur les services de transport de ces deux secteurs, sans parler des mines, du transport de pétrole et de la production électrique. Visiblement, la « libre négociation collective » appuyée par des mobilisations a ses limites !

En plus des conflits du travail, de nombreux conflits sociaux importants ont eu lieu. Un des plus spectaculaires s'est déroulé à Kariba, la plus grande station balnéaire du Zimbabwe, sur le lac de Kariba. Des résidents appartenant à la classe ouvrière manifestèrent



10) *The Herald*, 9 mai 1989.

11) Ces zones communales ou tribales sont les zones où la population noire était cantonnée avant l'indépendance. Les zones de réinstallation sont les terres rachetées aux fermiers blancs pour être redistribuées aux noirs.

12) Chiffres établis par la RAL Merchant Bank, parus dans la *Financial Gazette* du 5 mai 1989.

dans les rues, armés de bâtons et de pierres, pour protester contre les augmentations de plus de 100 % des loyers municipaux. Ils marchèrent vers les bureaux de la municipalité où ils séquestrèrent des officiels durant plusieurs heures et brisèrent systématiquement toutes les fenêtres jusqu'à ce qu'ils soient dispersés par la police à l'aide de matraques et de gaz lacrymogènes (13).

Mais, probablement, l'indication la plus claire des orientations de la ZANU vers des solutions bourgeoises aux problèmes sociaux et économiques est la façon dont elle s'oppose régulièrement aux critiques les plus anodines ou à l'expression pratique de la démocratie. Ses deux principales armes sont le musellement des médias appartenant à l'Etat et l'utilisation continue de règlements exceptionnels qui datent des premiers jours de la Déclaration unilatérale d'indépendance (UDI) faite par le régime blanc raciste de Smith, en 1965. Alors que le gouvernement justifie le maintien de l'état d'urgence se prévalant des réelles menaces et attaques de l'Afrique du Sud et des rebelles de la Résistance nationale du Mozambique soutenue par l'Afrique du Sud (RENAMO), les décrets qui permettent la détention sans jugement ont régulièrement été utilisés contre de simples critiques dont le seul crime était d'avoir osé prendre la parole en public (14).

Le parti de Tekere

Un ancien chef de la guérilla qui critiquait ouvertement la ZANU, le député Edgar Tekere, avait été exclu du Parti (voir *Inprecor* numéro 279 du 9 janvier 1989). Il a maintenant fondé le Mouvement pour l'unité du Zimbabwe (ZUM) basé dans sa région d'origine, la province orientale du Manicaland. Politiquement le ZUM n'est pas très important, il n'a pas de programme public ni même de leaders reconnus, hormis Tekere lui-même. Cependant, la grande habileté politique de Tekere est d'articuler les sentiments et les critiques faites par le *povo* (15). C'est pour cette raison que la ZANU a systématiquement empêché le ZUM de faire des manifestations, des meetings ou d'imprimer des tracts ; des organisateurs du ZUM ont même été détenus et pourchassés.

Malgré cela, le ZUM a réussi un score honorable de 28 % aux élections partielles de juillet à Dzivaresekwa, une banlieue noire de Harare, même si ce pourcentage a été considérablement réduit dans les élections partielles ultérieures or-

ganisées à cause des démissions qui ont suivi le Willowgate. Mais, bien qu'ayant remporté tous les sièges, la ZANU et la ZAPU ont été rudement frappées par la faible participation électorale (30 %).

Les femmes de la ZANU et les syndicats haussent le ton

La démocratie n'était pas non plus très visible lors des Congrès des femmes et des jeunes, réunis pour décider de l'unification des branches correspondantes des anciens partis ZAPU et ZANU. Le rôle joué par les Ligues de jeunes et de femmes s'est illustré par le fait que seuls les discours de Mugabe lors de ces congrès ont été publiés. Alors que les meetings de province avaient établi leurs propres listes de candidats aux postes nationaux, dans les deux cas, ce fut la "présidence" tenue par Mugabe qui établit la sélection finale des candidats au nom à la fois des jeunes et des femmes. Dans le cas du Congrès des femmes, ceci provoqua presque un affrontement lorsque l'assemblée refusa purement et simplement de cautionner le choix fait par la "présidence" de deux candidates, Abigail Vera et Ivy Gwaradzimba.

Il y eut également un grand mécontentement suite à l'élection de Sally Mugabe comme secrétaire des Affaires féminines, mais il fallut s'y résigner car il était difficile de dire ouvertement au président que sa femme est largement impopulaire et suspectée de corruption à une grande échelle.

Pour le cas d'Abigail Vera ce fut différent. Les femmes n'hésitèrent pas à dire que l'unique raison pour laquelle elle avait été choisie est qu'elle est une amie proche de Sally Mugabe, qu'elle n'a aucune base populaire et qu'elle est inconnue dans la Ligue des femmes. Des critiques similaires furent faites à propos d'Ivy Gwaradzimba. Les femmes refusèrent spectaculairement ces deux candidates par des huées et des railleries, chantant et dansant pendant plusieurs heures jusqu'à ce que la "présidence" soit appelée pour rétablir l'ordre. C'est ce qu'elle fit, non sans avoir auparavant remplacé

les deux femmes par deux autres candidates proposées par l'assistance.

Ce fut surtout la deuxième vague de manifestations d'étudiants, presque un an après la première, qui permit de mettre en évidence l'intolérance du gouvernement à la liberté d'expression, en particulier pour l'expression des opinions qui ne sont pas les siennes. Les étudiants se battaient de nouveau à propos des principales questions économiques qui ne sont pas abordées par le gouvernement (voir encadré p. 32). La réponse prit la forme d'un fort bataillon de deux cents policiers de combat qui marchèrent sur le campus universitaire, équipés d'armes automatiques, de gaz lacrymogènes, de matraques en caoutchouc et de munitions réelles. Un combat sanglant de quatre heures s'ensuivit, durant lequel les étudiants injurièrent la police en criant « *Soweto, Soweto* » et « *ZUM, ZUM, ZUM* ».

Des centaines d'étudiants furent encerclés et le président du Conseil représentatif des étudiants, Arthur Mutambara, fut détenu avec tout son exécutif. L'université fut fermée après des discussions hâtives entre l'impopulaire vice-chancelier, le professeur Walter Kamba, et le chancelier de l'université, le président Mugabe.

Cette succession d'événements, qui entraîna l'arrestation de quarante étudiants et de onze membres du ZUM, fut largement condamnée. La Confédération des syndicats du Zimbabwe (ZCTU) a poussé cependant la témérité jusqu'à imprimer ses critiques dans un tract qui mérite d'être longuement cité : « (...) *La police est la principale responsable de toute cette affaire (...) Le zèle et l'enthousiasme avec lesquels [ils] ont traités les étudiants (...) ne s'était jamais vu, même dans d'autres situations, comme par exemple en 1985 (...) L'incident récent de l'université (...) est la claire démonstration de la montée de la répression d'Etat qui a déjà été subie par différents secteurs de la société. Des femmes (...) ont été agressées et accusées d'être des prostituées, le secteur informel comme les taxis rapides ou les vendeurs sont aussi souvent agressés (...) des universitaires, des travailleurs et des syndicalistes ont récemment été arrêtés et détenus sans jugement. (...)* » (16)

« *Nous disons que la législation des*

13) Cité dans le magazine populaire *Parade*, en janvier 1989.

14) Un rapport important concernant les violations des droits de l'homme et les abus de la réglementation sur l'état d'urgence a été rédigé par un groupe sympathisant du gouvernement : *Zimbabwe, une rupture par rapport au passé?*, Richard Carver, *An African Report*, octobre 1989.

15) *Povo* signifie le peuple ou les masses, c'est un terme issu du portugais, du temps où les forces de la ZANU étaient

issu du portugais, de l'époque où la ZANU était basée au Mozambique.

16) Cela fait référence aux nombreux incidents qui ont eu lieu durant les élections de 1985. A cette occasion les incidents entre les deux organisations atteignirent une rare violence, des membres de la Ligue ZANU ainsi que des femmes de la Ligue ZANU des jeunes s'organisèrent en bandes pour intimider les partisans du ZAPU en lapidant et mettant le feu à leurs maisons, brisant leur mobilier et les chassant dehors.

La production automobile dans les pays en développement

Le Zimbabwe ne produit pas ses propres véhicules. Des pièces détachées sont importées et montées localement dans des usines de montage comme celle de Willowvale. Le gouvernement a imposé ou maintenu des réglementations de prix sur un grand ensemble de produits, dont les voitures neuves et d'occasion. Il est illégal de vendre une automobile au-dessus du prix réglementaire. Ceci a entraîné une offre insuffisante de voitures, sauf si l'on en importe du Botswana ou d'Afrique du Sud. Cette solution est certes exclue pour la grande majorité car elle nécessite une importante somme de devises rares ainsi que de l'argent local pour payer une taxe d'importation de 65 %.

Mugabe autorisa l'acquisition des quelques véhicules neufs produits par Willowvale à des ministres et à d'autres représentants officiels du gouvernement. En fait, ils n'avaient le droit d'acheter à prix réglementé leur voiture de luxe toute neuve que s'ils en faisaient un usage personnel et ne la vendaient pas.

Inévitablement, un marché noir florissant se développa. Des voitures neuves, en particulier, peuvent atteindre un prix trois à quatre fois supérieur au prix réglementé. Par exemple, le prix réglementé d'une Toyota Cressida neuve est de 29 000 dollars zimbabwéens alors qu'elles sont vendues à 90 000 dollars zimbabwéens, voire même à 105 000 dollars zimbabwéens, comme cela a été révélé au cours des audiences Sandura. Le principal marché, en particulier pour les voitures neuves de prestige, est constitué par les entreprises privées qui les utilisent comme avantages en nature, exemptés d'impôts pour leurs cadres supérieurs.

On comprend facilement à la vue de tout cela, et sachant que le salaire mensuel moyen d'un ouvrier est d'environ 200 dollars zimbabwéens, pourquoi les travailleurs ordinaires et les paysans ont été scandalisés par les profits réalisés par des dirigeants de leur parti. De toute évidence l'image de la ZANU comme mouvement héroïque combattant pour la justice et contre l'oppression et comme organe composé des enfants les plus honnêtes et moraux d'Afrique en a pris un coup. ★

pouvoirs d'exception, (...) promulguée par le fameux régime raciste de Smith pour se protéger des masses du Zimbabwe, est l'instrument le plus inapproprié dans une société démocratique. Nous aimerions rappeler au gouvernement qu'il dénonce lui-même fortement une législation similaire qui opprime et tourmente actuellement les masses d'Afrique du Sud (...).

« Le gouvernement doit être fortement prévenu que sa volonté de faire taire le mécontentement croissant des masses à propos des hausses du coût de la vie, des problèmes de transport, du chômage, de la misère et autres phénomènes socio-économiques négatifs plongera tôt ou tard l'ensemble du pays dans un chaos total. »

Le tract était signé par le secrétaire général du ZCTU, Morgan Tsvangirai, qui fut ensuite arrêté dans le cadre des réglementations de l'état d'urgence, accusé d'être un espion à la solde de l'Afrique du Sud (accusation ridicule) puis fut relâché



sans chef d'accusation ni compensation six semaines plus tard. Par ironie, au même moment, plusieurs dirigeants syndicaux de la Con-fédération des syndicats sud-africains (COSATU) se trouvaient à Harare où ils assistaient à une conférence internationale des travailleurs du secteur public. Ils protestèrent contre la détention illégale du secrétaire général du ZCTU, tout comme de nombreux autres syndicalistes.

Ainsi, dans la période qui mène aux élections de 1990, le Parti semble s'être résolu à saper les bases de son soutien organisationnel et politique parmi les masses ouvrières et paysannes, sans parler des étudiants.

Il faut reconnaître cependant, qu'au même moment, le parti dirigeant doit se frayer un chemin tortueux sur le terrain miné de la politique sud-africaine où le Zimbabwe se trouve au premier rang des pays de la "ligne de front".

L'armée du Zimbabwe est fortement et coûteusement déployée

au Mozambique (7 000 hommes, selon *Le Monde diplomatique* de février 1988, ndlr) pour protéger les échanges du Zimbabwe — y compris le transport de pétrole — vers le port le plus proche qui est Beira au Mozambique, ainsi que pour aider les Mozambicains à résister aux actions brutales et destructrices de la RENAMO. Les incursions des bandits de la RENAMO aux frontières orientales du Zimbabwe se poursuivent et affectent maintenant le tourisme.

Alors que le gouvernement de Mugabe continue à prôner les sanctions contre l'Afrique du Sud, la réalité régionale de l'économie fait que le Zimbabwe est toujours dépendant économiquement de l'Afrique du Sud qui demeure son principal partenaire économique, même si la Grande Bretagne, la RFA et les Etats-Unis sont en train de la rattraper.

Prochaines élections

Les récents procès au Zimbabwe d'espions payés par l'Afrique du Sud prouvent l'existence de réseaux rebelles de blancs — et aussi de quelques noirs — qui gardent la capacité de déstabiliser le pays militairement et économiquement. La précarité de la situation en Namibie — sans parler de celle de l'Angola ni même de la Zambie qui connaissent des vagues de grèves et d'émeutes de la faim — ne rendent pas facile et rapide la solution des problèmes du Zimbabwe ni la possibilité qu'ils servent de leçon à ceux qui sont engagés dans la bataille en Afrique du Sud.

Malgré l'unification de la ZANU et de la ZAPU, il reste à voir si la rhétorique socialiste et l'aura du mouvement de libération nationale seront suffisantes pour rallier les masses de travailleurs et de paysans derrière un programme économique qui est clairement opposé à leurs intérêts matériels.

En l'absence d'organisations fortes et indépendantes qui peuvent défendre leurs intérêts et résister à la suppression actuelle des droits démocratiques, il semble que le scénario prévisible pour le futur soit celui de l'accentuation des divisions sociales, marquée par des affrontements et des luttes d'intensités variables.

Il sera intéressant de voir, avec l'évolution de la situation en Afrique du Sud, quelles seront les possibilités d'alliances de classe à travers les frontières. ★

URSS

Manifestations antisémites et néo-fascistes

Un journal local de Moscou, *Vetchernaia Moskva*, a publié un rapport rédigé par l'un des rédacteurs de la *Literaturnaia Gazeta*, Valentin Ostrovski, sur la tentative du groupe d'extrême droite Pamiat de saboter une réunion à la Maison des écrivains de Moscou, le 18 janvier dernier. Les néo-fascistes de Pamiat y sont pénétrés habillés de chemises noires, en criant notamment : « A bas le sionisme. Hors d'ici les Juifs et les francs-maçons ». Un des attaquants alla même jusqu'à crier : « Aujourd'hui, nous sommes venus armés d'un mégaphone. La prochaine fois, nous viendrons armés de mitraillettes. »

Après un certain délai, la milice a fait sortir les chemises noires de l'assemblée. Certains ont été arrêtés, puis relâchés presque immédiatement.

C'est sous Staline que l'antisémitisme a été délibérément nourri et développé en URSS. Un grand nombre de pamphlets antisémites ont été publiés sous Brejnev à une échelle beaucoup plus large qu'aujourd'hui.

L'alliance de fait des nostalgiques du stalinisme et des bandits de Pamiat a été confirmée lors d'un grand meeting qui s'est tenu le 24 février à Moscou. La tête de file des néo-staliniens, Nina Andreeva, y a été follement applaudie par les partisans de Pamiat ainsi que par d'autres éléments d'extrême droite présents. Nina Andreeva a d'ailleurs lancé le slogan : « Vive l'unité des forces patriotiques et socialistes » contre Gorbatchev et les gorbatchéviens. ★



URSS

Multipartisme en gestation

À l'heure actuelle, il existerait en Union soviétique entre 2 et 3 000 associations civiques et politiques, regroupant plus de deux millions de soviétiques. Ces regroupements vont des fronts populaires, (nationalistes ou non) aux comités de grèves des mineurs en passant par diverses sortes de clubs démocratiques, etc.

Certains de ces mouvements sont explicitement politiques. Ainsi l'Union démocratique, qui se prononce pour le multipartisme, a été fondée en mai 1988 et aurait actuellement près de 2 000 adhérents, principalement en Russie et en Sibirie. Le mouvement social-démocrate, qui a tenu son congrès constituant à Tallin

les 13 et 14 janvier derniers, a fédéré une centaine d'organisations locales et compte donc près de 4 000 militants qui viennent, outre de Moscou et de Leningrad, de villes d'Ukraine et également d'Ouzbékistan.

Le parti des Verts, sans structuration formelle pour l'instant, a pour but de réunir les associations écologiques déjà existantes qui fonctionnent dans presque toutes les villes du pays et regrouperaient plusieurs dizaines de milliers de militants. Certains mouvements d'obéissance religieuse sont également en train d'essayer de s'organiser en partis politiques. ★



URSS

Grève politique

Le 15 février 1990, la ville satellite de Moscou, Selenograd, a été paralysée par une grève politique. Il s'agissait d'une protestation contre la mise en accusation des deux juges d'instruction, Telman Gdlian et Nikolai Ivanov, qui mènent l'enquête contre les cas de corruption aux sommets de la nomenklatura. Une de ces enquêtes implique notamment la responsabilité du chef de file des "conservateurs" de l'appareil, Ligatchev, dans la couverture de la mafia du Parti communiste d'Ouzbekistan (voir *Inprecor* numéro 277 du 28 novembre 1988).

Selon l'agence TASS, 20 000 personnes ont participé à une manifestation de rue à Selenograd le 15 février. Selon des sources non officielles, le nombre de participants aurait atteint 50 000 personnes. ★

URSS

1 % de trotskystes !

En janvier dernier, un sondage d'opinion publique mené conjointement par plusieurs quotidiens en Europe de l'Ouest et de l'Est et en URSS a donné des résultats fort intéressants. Selon la *Frankfurter Rundschau* du 19 février 1990, 1 % des personnes interrogées en URSS ont affirmé qu'elles voteraient pour des candidats trotskystes en cas d'élections, alors qu'aucune organisation trotskyste n'existe (encore) en URSS ! Rappelons qu'il y a 160 millions d'électeurs dans ce pays. Il y aurait donc 1,6 millions de militants potentiels pour la IVe Internationale... Alors, au travail ! ★

URSS

Les musulmans en chiffres

Les chiffres publiés en Union soviétique, début janvier, montrent que ce pays abrite l'une des plus importantes populations musulmanes au monde avec, au total, près de 55 millions de personnes. La proportion des Musulmans dans la population globale (288,8 millions) représente 19,2 %, soit presque un cinquième du total. Cette proportion continuera inévitablement à augmenter dans le futur. Les nationalités musulmanes ne représentaient que 16,5 % de l'Union soviétique en 1979. 49,4 % de l'augmentation globale de la population entre 1979 et 1989 est due aux musulmans. Le chiffre correspondant pour la période 1970-1979 était de 42,1 %. En d'autres termes, alors que la population non-musulmane augmentait de 5,5 % entre 1979 et 1989, la population musulmane a, elle, augmenté de 27 %, soit presque cinq fois plus vite.

Le gros de la population musulmane est formé des groupes de langue turque (ces derniers constituent le deuxième groupe linguistique en Union soviétique après les Slaves). La population de langue turque a augmenté un peu moins rapidement (d'environ 24,5 % entre 1979 et 1989) que l'ensemble de la population musulmane, et représente plus de 49 millions de personnes, soit 17,3 % du total de la population d'Union soviétique. ★

URSS

Une plate-forme d'opposition dans la Pravda

La *Moskovskaia Pravda* du 23 février a publié la "plate-forme démocratique" de l'opposition radicale-démocratique dirigée par Boris Eltsine au sein du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS). C'est la première fois depuis 1921 qu'une plate-forme de tendance oppositionnelle est publiée dans la presse officielle de ce parti.

La plate-forme réclame l'exercice du pouvoir par des soviets élus sur la base d'un système multipartiste, l'abolition de l'article 6 de la Constitution qui institutionnalise le "rôle dirigeant du PC", et l'adoption d'une loi légalisant le système multipartite (voir *Inprecor* numéro 303 du 23 février 1989). Eltsine a en même temps mis en garde contre les dangers d'une scission au sein du PCUS, au cas où des réformes radicales n'étaient pas réalisées rapidement et que la situation matérielle de la population ne connaîtrait pas une amélioration substantielle. ★

